

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMMIGRATION ITALIENNE

DANS

LE SUD-OUEST DE LA FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 4 février 1928, à 2 heures

PAR

G. MARCEL-RÉMOND

Licencié ès lettres
Avocat à la Cour de Paris

Président : M. HITIER, professeur.

*Suffragants : { MM. MESTRE, professeur.
LE FUR, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

11, RUE SOUFFLOT, 11

1928

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMMIGRATION ITALIENNE

DANS

LE SUD-OUEST DE LA FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 4 février 1928, à 2 heures

PAR

G. MARCEL-RÉMOND

Licencié ès lettres
Avocat à la Cour de Paris

Président : M. HITIER, professeur.

*Suffragants : { MM. MESTRE, professeur.
LE FUR, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

11, RUE SOUFFLOT, 11

—
1928

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opi-
nions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*



« La propriété publique est semblable à un arbre : l'agriculture en est la racine ; l'industrie et le commerce en sont les branches et les feuilles ; si la racine vient à souffrir, les feuilles tombent, les branches s'étiolent et l'arbre meurt. » (Proverbe chinois.)

AVANT-PROPOS

Quand viennent les vacances, il n'est pas pour nous de plus grand plaisir que de fureter, à travers la France, comme on furète dans une bibliothèque, un jour de pluie. On y apprend toujours quelque chose, ne serait-ce qu'à mieux aimer son pays.

C'est d'une de ces randonnées que nous avons rapporté cette thèse. Nous étions parti pour visiter la Creuse : nous avons été jusqu'à Agen. Emu de voir dans tant de villages du Centre des toits effondrés, des portes arrachées, des maisons en ruines, nous avons songé tout d'abord, à nous pencher à notre tour sur le grave problème de la désertion des campagnes... Mais comment de la Creuse ne pas descendre dans la Corrèze, et de la Corrèze renoncer à voir la Dordogne, et enfin des bords de la Dordogne ne pas céder à l'appel de la Garonne ? C'est ainsi que pour avoir trop aimé les longues courses à travers la campagne française, il nous a été donné de rencontrer, il y a deux ans, aux environs d'Agen, les premières familles italiennes, installées sur la terre de France. Dès lors notre thèse était faite. Il ne restait plus qu'à l'écrire.

Nous l'avons écrite sur les routes de Gascogne, au risque d'étendre à l'excès le territoire de cette ancienne province. Que les géographes veuillent bien nous le

pardonner et admettre que Gascogne se traduise ici par le bassin moyen de la Garonne, c'est-à-dire les quatre départements de la Haute-Garonne, du Tarn-et-Garonne, du Lot-et-Garonne et du Gers.

Nous avons recueilli des documents partout, dans les préfectures et dans les évêchés, auprès des Inspecteurs d'Académie et des Directeurs de Services agricoles, auprès des présidents des grandes associations du Sud-Ouest comme auprès de simples « bordiers » (1). Nous avons passé certaines journées dans le silence des Archives départementales et d'autres dans l'agitation et le bruit des bureaux de placement, des marchés et des foirails.

En un mot, nous avons étudié l'immigration italienne dans le bassin de la Garonne « sur le vif », comme on fait une dissection, et nous n'avons pas d'autre ambition que de rapporter fidèlement ce que nous avons vu et observé sur place, deux ans de suite, durant les grandes vacances.

Enfin, il n'est pas pour nous de devoir plus agréable que de remercier ici tous ceux qui nous ont aidé dans notre tâche. Cet ouvrage leur appartient : il n'a pas d'autre valeur que celle qu'ils lui ont donnée. Nous aurions voulu les nommer tous pour leur témoigner notre reconnaissance, mais ils sont trop. La Gascogne a le privilège de l'amabilité accueillante. Nous ne sommes ni le premier à le constater ni le dernier à le dire.

Paris, le 11 novembre 1927.

1. Une « borde » désigne couramment, en Gascogne, une métairie.

L'IMMIGRATION ITALIENNE

DANS

LE SUD-OUEST DE LA FRANCE

CHAPITRE PREMIER

Le 11 octobre 1919, M. Georges Clémenceau demandait au Sénat de ratifier le traité de Versailles. Il terminait son discours par ces paroles :

« Le Traité ne porte pas que la France s'engage à avoir beaucoup d'enfants, mais c'est la première chose qu'il aurait fallu y inscrire. Car si la France renonce aux familles nombreuses, vous aurez beau mettre dans les traités les plus belles clauses que vous voudrez, vous aurez beau prendre tous les canons de l'Allemagne, vous aurez beau faire ce qu'il vous plaira, la France sera perdue parce qu'il n'y aura plus de Français. »

1919 : La France savourait sa victoire. Elle saluait le traité de Versailles comme un nouveau traité de Westphalie. Se croyant redevenue l'arbitre de l'Europe, elle prit pour une boutade ce testament d'un Président de Conseil qui prêchait la repopulation à des sénateurs et elle applaudit les chansonniers qui en firent des couplets.

1927 : La France a gardé pour elle sa gloire, ses

morts et ses ruines, tandis qu'entre les nations, la lutte économique a repris plus âpre et que les fruits de la victoire sont passés entre les mains des peuples les plus riches et les plus forts.

Les Français abandonnés à eux-mêmes comprennent-ils maintenant la gravité de l'avertissement qui leur a été donné, au soir d'une grande vie? Se rendent-ils compte que, quel que soit son passé, un peuple ne vaut tôt ou tard dans le monde, que par le nombre de ses enfants et qu'il n'y a pas de pire disette que celle des hommes?

La guerre et les traités qui l'ont suivie, ont mis la France au premier rang de tous les Etats de l'Europe occidentale, centrale et méridionale, comme superficie. Seule la Russie est plus étendue qu'elle. Or, la France n'a pas, ou plus exactement n'a plus, le total de population qui correspond à ce fait prééminent.

* * *

Notre natalité, trop faible au début du xx^e siècle, a augmenté dans les premières années d'après-guerre ; mais, depuis 1923, elle n'a pas cessé de baisser, si bien que les dernières statistiques nous apprennent que l'excédent des naissances sur les décès en 1926, est tombé à un chiffre inférieur à celui de 1913.

1913	58.916
1926	52.768

Or, nous ne pensons pas « qu'un Etat est en santé morale et physique, lorsqu'il maintient intact le chiffre global de ses habitants (1). »

Nous estimons au contraire qu'une race n'est forte que si elle est féconde et s'accroît du même rythme que ses voisins.

Tandis que du 1^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1925, l'excédent des naissances sur les décès a atteint en Allemagne : 3.400.000 ; en Italie : 2.800.000 ; en Angleterre : près de 2 millions ; il n'a pas dépassé en France : 575.000.

	Allemagne	Angleterre	Italie	France
1 920	666.358	491.652	459.926	159.790
1921	700.248	390.185	476.110	117.023
1922	523.589	293.344	467.033	70.579
1923	439.551	313.766	481.052	94.871
1924	511.745	257.016	461.600	72.216
1925	547.808	237.973	438.675	60.084
	3.389.499	1.983.936	2.784.396	574.563

J. O. 28 avril 1927. (Annexe p. 271.)

Ainsi de ces quatre pays belligérants, trois ont largement comblé les pertes de la guerre. Seule, la France n'a récupéré que le tiers des vies qu'elle a perdues. Voilà le fait. Les conséquences possibles, c'est un professeur d'Outre-Rhin, le Dr Rommel (2) qui a pris la peine de les tirer pour nous : « Quand une nation gros-

1. M. Paon, *L'immigration en France*, p. 170.

2. Cité par René Gonnard, *Considérations sur l'immigration*. *Revue d'économie politique*, septembre-octobre 1925.

sissante en coudoie une plus clairsemée qui, par suite, forme un centre de dépression, il se produit un courant d'air, vulgairement appelé invasion, pendant lequel la loi et la morale sont provisoirement mises de côté. »

M. Nogaro, professeur à la Faculté de Droit de Paris, a dénoncé le même danger, à la Chambre des députés : « Les dépressions démographiques risquent de déchaîner les guerres, comme les dépressions atmosphériques déchainent les tempêtes (1). »

Nous retrouvons d'ailleurs, dans ces paroles, les échos de l'avertissement qu'avait donné, dès avant la guerre, M. Souchon : « On ne doit pas dans un pays très riche, qui ne sait plus avoir d'enfants, s'étonner des infiltrations étrangères. Elles sont une inéluctable fatalité. Les facilités d'exode étaient bien moindres dans l'antiquité qu'en notre temps. Les barbares étaient trop loin de la vie romaine, pour être capables de se fondre aisément dans la population de l'Empire. Et pourtant les invasions ont été pacifiques avant d'être militaires. Ceux qui allaient apparaître bientôt comme des destructeurs, sont d'abord venus comme des auxiliaires. Comment notre France d'aujourd'hui ne serait-elle pas exposée au même péril ? » (2).

Il est certain que la France est devenue depuis la guerre, un grand pays d'immigration. Elle vient immédiatement après les Etats-Unis ; elle devance le Canada, le Brésil et la République Argentine. En trois ans, de 1922 à 1925, sa population étrangère a augmenté de

1. Chambre des députés, 17 décembre 1924.

2. Souchon, *La crise de main-d'œuvre agricole*, p. 75.

plus d'un million. Il y a, à l'heure actuelle, en France, près de trois millions d'étrangers, dont plus de 800.000 Italiens.

Notre faible natalité et les pertes causées par la guerre nous ont obligés à rechercher cette main-d'œuvre étrangère. Des conventions réglementant le recrutement des travailleurs, ont été passées avec l'Italie, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie. L'industrie et l'agriculture ont trouvé ainsi les bras qui leur manquaient, mais la France ne risque-t-elle pas d'être submergée par ce flot étranger?

L'immigration est une arme à deux tranchants : nécessaire à notre prospérité économique, elle peut compromettre notre sécurité nationale, si nous ne prenons pas le soin de discipliner la force qu'elle représente. Elle doit donc être l'objet d'un contrôle, d'une organisation, en un mot d'une politique, dont le but est moins de parer à un déficit momentané de main-d'œuvre que de préparer l'assimilation d'éléments nouveaux choisis à bon escient et destinés à régénérer certains de nos départements qui, depuis quatre-vingts ans, se dépeuplent d'une façon continue, comme si le sang leur manquait...

* * *

Si l'on dressait une carte de France d'après le nombre des naissances, on constaterait, en effet, qu'à part les départements du Nord, du Nord-Est, de la Bretagne et

de la Vendée, la plupart des autres régions, ceux du bassin de la Garonne, en particulier, voient chaque année leur population diminuer.

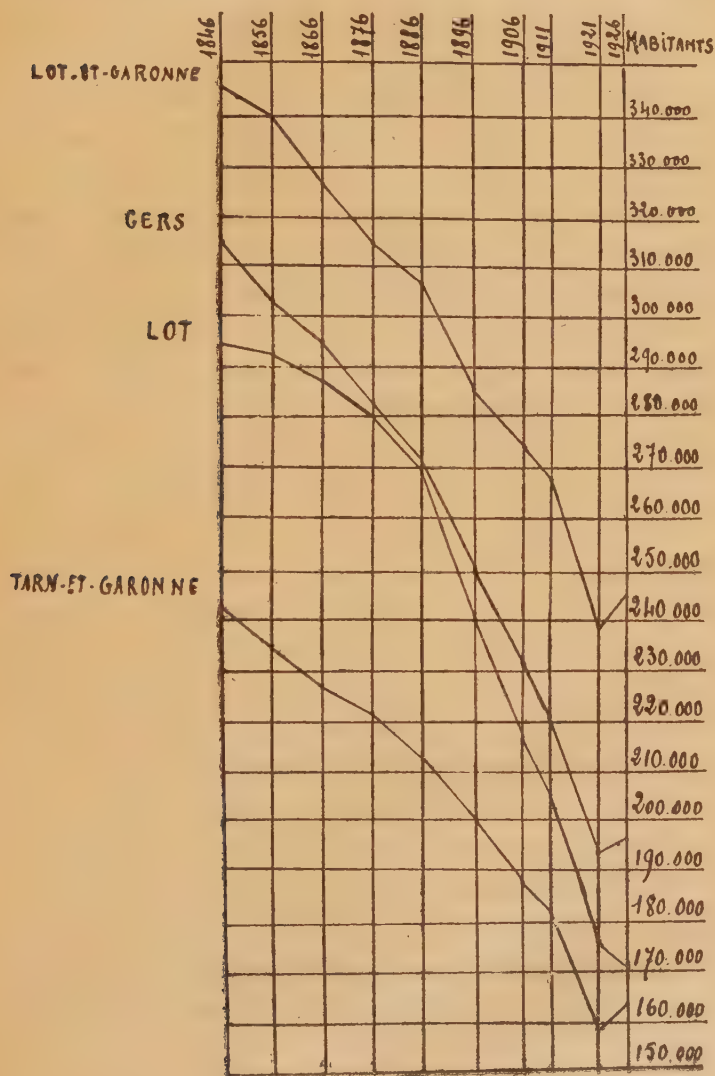
M. Souchon écrivait déjà en 1914 : « Aucune région du Midi n'échappe à la dépopulation rurale, et le mal paraît particulièrement grand dans tout le bassin de la Garonne. Qu'on lise les pages angoissantes du D^r Labat, dans la *Revue des Deux-Mondes* : il nous montre un pays dont la prospérité est grande, où la vie du paysan s'est rapidement transformée vers plus de bien-être, mais où le matérialisme, comme il arrive souvent, est venu derrière la richesse... » Et il concluait : « C'est toute une race qui meurt ». Dans sa bouche, cette phrase sonnait comme un glas...

Si telle était la situation en 1914, on imagine aisément ce qu'elle fut en 1919. Car tout le monde sait que la guerre a frappé surtout parmi les hommes des champs. Dans le Lot-et-Garonne, sur 29.924 mobilisés, plus de 7.000 sont tombés sur les champs de bataille et dans ces familles où trop souvent il n'y avait qu'un enfant, la mort avait creusé des vides irréparables. On pouvait craindre que ce fut pour la Gascogne le coup de grâce, ou suivant le mot d'O. Reclus « la fin d'un monde ».

Le Lot-et-Garonne qui comptait 346.000 habitants en 1846, n'en avait plus que 239.000 en 1921 ; le Gers, durant le même temps, tombait de 314.000 à 194.000 ; le Tarn-et-Garonne de 242.000 à 159.000 ; le Lot enfin de 294.000 à 176.000.

Ainsi, en soixante-quinze ans, ces quatre départements réunis avaient perdu 426.000 habitants.

Un simple graphique permettra de mieux saisir la diminution continue de la population dans chacun de ces départements. La courbe s'abaisse sans palier ; la chute est impressionnante ; elle tourne au suicide social.



Toute province est un être vivant. La Gascogne mourait de langueur : d'année en année son sang refroidissait... Mais toute maladie a une cause, et toute cause porte un nom. Est-ce l'exode des habitants vers les centres urbains qui retirait peu à peu la vie des plaines de Gascogne ?

Les statistiques ne permettent pas d'hésiter : à part la période comprise entre 1886 et 1896, qui coïncide avec la crise agricole et l'épidémie de phylloxéra, le phénomène de l'exode rural a toujours été au moins compensé par celui de l'immigration. Pour le Lot-et-Garonne, notamment, on a établi que depuis 1881, une immigration légère, mais constante, de 220 habitants au cours de chaque année, avait ralenti d'autant la cadence de la dépopulation.

D'où vient donc le mal ? Nous avons posé la question à un propriétaire de là-bas qui connaît bien ceux dont il parle : Voici sa réponse : « Il est certain que les jeunes sont attirés à la ville par l'espoir d'une vie plus facile, plus libre, avec moins de travail. Vous ne pouvez pas imaginer à quel point un jeune homme de 20 ans se croit diminué lorsqu'il voit rentrer chez lui l'employé de la gare voisine, alors que le soleil est encore haut et que l'heure de dételer n'est pas venue pour lui. Ajoutez à cela que notre région a toujours été fertile en fonctionnaires. Vous savez que l'on a dit parfois que la Gascogne produisait de tout, en abondance... même des ministres. Nous fournissons le personnel des Administrations publiques et les employés des P. T. T. portent jusqu'à Paris l'accent de la Garonne. La poli-

tique et avec elle, la manne des sinécures administratives, assez bien rémunérées aujourd'hui pour dispenser de chercher un autre travail, a hâté notre décadence. Mais ne vous y trompez pas, la véritable cause est plus grave. Elle touche aux sources mêmes de vie. La Gascogne meurt parce qu'elle n'a plus d'enfants. Chaque année le nombre des décès dépasse largement celui des naissances et il en est ainsi depuis 1846. Jusqu'à cette époque la population avait augmenté normalement, malgré les guerres de la Révolution, du Consulat et de l'Empire. Elle a constamment diminué depuis. »

En 1911 l'excédent des décès sur les naissances était de :

Dans le Gers	1.649
— Lot-et-Garonne	1.741
— Lot.....	1.818
— Tarn-et-Garonne	1.424

Dans les premières années de paix, la natalité se releva dans l'ensemble de la France. C'est à peine si le mouvement se fit sentir en Gascogne.

En 1921, l'excédent des décès était encore de :

Dans le Gers	1.159
— Lot-et-Garonne	884
— Lot.....	966
— Tarn-et-Garonne	509

Ainsi la Gascogne n'est pas, à proprement parler, la victime de la désertion agricole. Les Espagnols, depuis

très longtemps, les Italiens depuis 1922, ont remplacé régulièrement ceux qui sont partis. Ceux que personne ne remplace, sont ceux qui meurent. Chaque année plus de cercueils que de berceaux. La restriction volontaire des naissances, voilà le véritable mal qui ronge toute une province, et laissait en friche tant de terres d'Auch à Montauban, de Toulouse à Marmande.

Excès de prévoyance? — Oui, sans doute. Les parents ne veulent qu'un enfant pour ne pas diviser leur bien. Dans ce pays de petite propriété rurale où l'ambition du chef de famille est avant tout de préserver et de transmettre intact le domaine que lui-même a reçu de ses parents, on constate une tendance générale à restreindre le nombre des enfants pour échapper au partage forcé du Code civil. Coupable calcul que la guerre a tragiquement déjoué. En leur prenant leur seul héritier, que de vieux a-t-elle condamnés à trainer leur vie découragée sur un domaine qu'ils n'ont plus la force de cultiver « et le bien dépérit entre leurs mains ridées (1)! » Une aussi dure leçon a-t-elle du moins servi d'exemple ? Il est permis d'en douter.

* * *

Nous avons passé toute une journée à Agen, dans un bureau de placement, à écouter les plaintes des propriétaires et des métayers qui cherchaient en vain des

1. J. de Pesquidoux.

domestiques. Une « bordière » qui voulait louer un gars à la Saint-Michel nous a confié ses inquiétudes :

— Ce jeune homme, nous voudrions en être sûrs. Car, comprenez-vous, nous n'avons qu'une fille et nous voulons la garder. S'il devait arriver quelque chose, on aimerait mieux tout laisser là.

— Et si vous aviez eu un fils pour vous aider ?

— Deux enfants ? Mais, Monsieur... et la terre ?

Une telle réponse mérite qu'on la note mais non qu'on s'y arrête. Car de tout temps, nos populations rurales ont été animées de cette même passion pour la terre, et cela n'empêchait pas les familles nombreuses d'exister. L'Alsace, où depuis des siècles se pratique un morcellement extrême, qui a transformé peu à peu les champs en d'innombrables lanières, garde cependant une des natalités les plus fortes.

Il faut chercher ailleurs le germe du mal. A la vérité, ce sont les consciences qui sont atteintes. La crise des berceaux est une crise morale qui a été favorisée à l'origine par un phénomène économique. Comme l'a très bien montré M. Jean Brunhes, une nombreuse population a besoin d'éléments d'activité variés, c'est-à-dire d'un large horizon de travail. Travail et fécondité sont étroitement liés. Or la Gascogne n'a que la culture et il fut un temps, dans le dernier tiers du xix^e siècle, où les produits de la terre se vendirent mal. De vieux paysans se souviennent encore d'avoir cédé 13 francs leur hectolitre de blé, ne gagnant pas alors de quoi payer un domestique. Or, en Gascogne on aime bien vivre,

on est incapable de se priver. L'enfant était une charge, il fut supprimé.

Déjà avant 1914 et surtout depuis la guerre, la terre est devenue beaucoup plus rémunératrice. La culture des primeurs a enrichi les exploitants des vallées ; la hausse du vin et de la viande ceux des côteaux. Mais les naissances sont demeurées aussi rares.

La crise est devenue uniquement morale. L'aisance a développé les appétits et les convoitises, à mesure que le progrès matériel a facilité le bien-être. Le Gascon est un peuple très intelligent. Il a suivi d'un œil attentif les révolutions accomplies par la science dans tous les domaines. Il a regardé sans s'étonner les pylônes électriques pousser dans ses champs ; il a acheté un moteur pour ne plus avoir à pomper, une automobile pour s'arracher plus facilement de sa terre. Il a appris à jouir et à vivre sans contrainte. Alors que devant lui tout se transformait et s'améliorait, seuls, les préceptes moraux demeuraient les mêmes. Séduit par les idées nouvelles, il a cru pouvoir se passer des vieilles traditions familiales et religieuses, comme il se passerait dorénavant du fusil à pierre, des lampes à huile et des diligences...

Or, c'est la confiance en la Providence qui fait naître les familles nombreuses. La foi a cédé, et avec elle, le barrage qui défendait la famille, ses traditions et ses droits.

Faute de remonter jusque-là, tous les efforts que l'on tente pour résoudre le problème de la repopulation demeurent illusoires. On peut accorder aux familles

nombreuses des réductions de tarifs sur les chemins de fer, des dégrèvements d'impôts et des décorations. Tout cela est peu de chose, tant qu'on a pas le courage de rappeler aux Français que la vie a un autre sens que celui du bien-être matériel et qu'il y a des lois autres que les lois économiques qui président à la grandeur d'un peuple. Il ne suffit pas d'assurer aux corps le travail qui leur permet de vivre, il faut encore rendre aux âmes l'équilibre moral qu'elles ont perdu.

* * *

L'homme est pour la terre la première richesse : lui disparu, la terre ne tarde pas à mourir.

Certains villages de Gascogne, en 1921, présentaient l'aspect de villages bombardés : maisons éventrées, murs effondrés ou lézardés, portes arrachées... Dans un hameau où il y avait autrefois 30 feux, il n'y en avait plus que 10, et l'on devait renoncer à porter les morts à bras parce qu'il n'y avait plus assez d'hommes pour le faire. A Arcamont (Gers), 13 électeurs se partageaient 10 sièges de conseillers municipaux et nombreuses étaient les communes de moins de 50 électeurs. De la route, vous aperceviez au bout d'un chemin creux, les murs d'une « borde ». Vous pouviez approcher : aucun chien n'en défendait plus la porte, l'herbe avait envahi l'aire des granges et tous les champs d'alentour étaient en friche.

Il est malheureusement impossible de donner le

chiffre exact des bonnes terres labourables abandonnées. Les statistiques agricoles dénombrent chaque année : « les landes et terres incultes », mais il s'agit pour la plupart d'entre elles, de terres impropres à la culture, comme les Causses du Quercy. Jamais on a essayé de comparer la surface des terres en culture en 1913 à celle des terres non cultivées en 1920. Travailler sur des statistiques, même officielles, ne serait d'ailleurs pas une garantie d'exactitude. D'abord il ne semble pas qu'un critérium rigide préside à leur établissement et nous doutons que les maires auxquels les directeurs des Services agricoles demandent ces renseignements, attachent une grande importance aux nombreuses catégories de la statistique. Mais il y a plus. Dans la plupart des exploitations de Gascogne, les propriétaires et les métayers, faute de main-d'œuvre, n'enseménçaient plus que les champs les plus près de chez eux et ils laissaient en friche les autres. Il est vraisemblable qu'aucune statistique n'a tenu compte de ce phénomène.

Nous possédons un élément d'appréciation plus sûr dans l'augmentation des herbages et des pâturages au détriment des terres cultivées en céréales. Nous constatons en effet que la superficie des premiers a plus que doublé entre 1913 et 1921 :

	1913	1921
Gers	20.150 hectares	44.470 hectares
Lot-et-Garonne	10.580 —	24.800 —
Tarn-et-Garonne	12.130 —	24.780 —
Haute-Garonne	31.920	38.860 —

Là, comme dans d'autres régions de France, par suite du manque de main-d'œuvre, peu à peu l'herbe avait chassé le blé.

Enfin, on peut retenir, à titre d'indication, le chiffre fourni par M. Barthélemy, député du Gers, lorsqu'il évaluait à 50.000 hectares, les terres en état d'abandon dans le Gers, en 1922 (*L'Economiste Français*, 22 novembre 1924).

* * *

« Toutes les terres de la bourgeoisie sont virtuellement à vendre, avait écrit en 1914 le Dr Labat ». En 1920, on aurait cherché inutilement des acheteurs.

Et voici des exemples qui le prouvent (1) :

« Une propriété de 19 hectares, en alluvions argileuses de la vallée de Garonne, est passée par les valeurs suivantes :

1887 : Eval. judiciaire...	63.000 fr.	soit 6.300 fr. l'hectare
1906 : — ..	32.000 —	3.200 — —
1910 : Vente	23.150 —	1.210 — —
Dépréciation : 63 % en 25 ans.		

Dans la banlieue de Montauban, une propriété de 44 hectares 38, estimée en 1898 66.000 francs, en 1905, 24.000 francs, a été adjugée en 1917, moyennant 16.000 francs, soit 360 francs l'hectare.

1. P. Caziot, *La valeur de la terre en France. — La valeur d'après-guerre de la terre.*

Dans le canton de Seyches, une propriété de 32 hectares 62, d'un seul tenant en plateau, a subi cette dépréciation :

1864 :	39.500 fr.,	soit	1.200 fr.	l'hectare
1895 :	20.000	—	613	—
1907 :	12.000	—	270	—

Dans la vallée, malgré la culture des primeurs, la terre ne dépassait guère 2.000 francs l'hectare.

La dépopulation avait amené une crise foncière terrible, sans rapport avec la fertilité du sol, car la Gascogne possède d'excellentes terres.

Quand on parcourt les départements du Lot-et-Garonne ou du Tarn-et-Garonne, qu'on traverse cette série de plateaux allongés qui semblent ne s'abaisser que pour mieux mûrir la vigne sur leurs pentes, quand on arrive surtout dans les vallées du Lot et de la Garonne, on croirait traverser un immense jardin : des joualles (1) d'arbres fruitiers, un bout de pré, un champ de maïs, un autre de blé, une parcelle de vigne, partout la terre crie sa fertilité. Perchées fièrement au sommet d'un mamelon ou cachées dans la plaine sous un bouquet de chênes, les métairies parsèment la campagne de leurs tuiles rouges et de leurs murs de torchis. Il y en a partout à 400 mètres les unes des autres. Car ici c'est la petite propriété de 5 à 30 hectares qui domine. Les domaines de plus de 100 hectares sont rares et ils sont eux-mêmes divisés en plusieurs métairies.

La plaine de Toulouse offre un autre aspect. Les

1. Lignes parallèles d'arbres fruitiers, espacés de 15 à 20 mètres.

parcelles ont disparu pour faire place à de vastes champs de vigne, de blé, ou de trèfle : pays de plus grande propriété, à culture intensive, là où les terres suffisamment irriguées ne souffrent pas trop de la sécheresse.

Le Gers appartient déjà à la région sous-pyrénéenne. Plus de plaines, mais une succession de monticules séparés par de petits vallons de prairies. On y rencontre de très bonnes terres, notamment les « peyrusquets » du Haut-Armagnac, et les « boubènes » couvertes de vignobles. La moyenne propriété y domine encore, bien qu'on y rencontre parfois de grands domaines.

Dans l'ensemble, exception faite de mauvais plateaux silicieux, et compte tenu des ravages que cause parfois le vent d'autan, la Gascogne possède un sol fertile et un climat propice.

* * *

C'est pourquoi l'abandon d'une région aussi bien pourvue par la nature apparaissait comme un contre-sens démographique. Trop de peuples vivent sur des sols pauvres ou sur des espaces trop étroits pour ne pas être attirés par des terres meilleures, lorsqu'elles demeurent en friche.

D'autre part, l'intérêt national commandait aux Pouvoirs publics, de ne pas laisser improductive, faute de main-d'œuvre, une région aussi fertile alors que la

France avait besoin de trouver sur son sol ses moyens de subsistance.

Quelle politique le Gouvernement allait-il adopter ? Préviendrait-il les événements, en organisant l'immigration ? Se laisserait-il conduire par eux, en subissant une demi-invasion ?

Telle était la question que pouvait se poser à la fin de 1920 tout esprit soucieux de l'intérêt public.

CHAPITRE II

« En vertu de la loi d'équilibre qui a décrété que tout vide se remplit, cette province attirera un jour ou l'autre assez de familles pour remplacer celles qui se suicident ainsi volontairement; un tel pays ne peut ni devenir ni rester désert » (1). Cette prédiction d'O. Reclus s'est réalisée plus tôt qu'on aurait pu le supposer. La Gascogne est aujourd'hui colonisée comme une terre du Nouveau-monde.

A la vérité, de tout temps, il y eut des étrangers en Gascogne, le sans-travail était toujours sûr d'y trouver à s'employer. Mais, jusqu'à ces dernières années, c'étaient presque uniquement des Espagnols. La plupart ne venaient que pour les vendanges, et les vendanges terminées, ils repassaient la frontière. Ils étaient les « hirondelles » de la Gascogne.

Parfois certains se fixaient définitivement, retenus par les salaires plus élevés ou séduits par la liberté de nos institutions. Auch avait ainsi son « Espagne » et Nérac son « petit Madrid ». On comptait en 1911, 15.000 Espagnols installés dans les départements du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne, du Gers et de la

1. O. Reclus, *La France à vol d'oiseau*.

Haute-Garonne. Leurs enfants, au bout d'une ou deux générations devenaient Français et ils ont prouvé pendant la guerre leur profond attachement pour leur nouvelle patrie, car il n'est pas rare de lire plusieurs noms espagnols sur les monuments qui conservent dans chaque village la mémoire des morts au champ d'honneur. Le monument de Nérac garde à cet égard la valeur d'un symbole. Toutefois, avec la baisse du franc, le nombre des travailleurs espagnols a diminué rapidement. Quand l'Espagnol vient en France aujourd'hui, il préfère s'embaucher dans les usines ou dans les mines, il méprise les travaux de la terre, insuffisamment payés à son gré.

Privée de cet appoint de main-d'œuvre qui lui était de plus en plus indispensable, la Gascogne courait immédiatement à la ruine.

M. Brancher, alors directeur du service de la main-d'œuvre au ministère de l'Agriculture (1), s'émut d'une telle situation. Sa haute intelligence aime les solutions rapides. Au mal il trouva le remède. Il décida d'ouvrir à Auch, en 1921, un bureau de main-d'œuvre, destiné à recruter et à attirer en Gascogne des travailleurs agricoles. On fit venir des Suisses, des Arméniens, des Russes. Les Suisses ne réalisèrent pas les gros gains qu'ils avaient espérés, et au bout de quelques mois ils regagnèrent les pâturages de leurs vallées. Les Arméniens et les Russes furent aspirés à leur tour, par Tou-

1. Actuellement secrétaire général de la Société d'Encouragement à l'agriculture.

louse et par Paris. On essaya des Bretons. Plusieurs familles furent installées en Gascogne, mais désorientées par le climat et inaptées aux soins de la vigne, elles préférèrent remonter en Dordogne où elles trouvèrent également des terres abandonnées qui convinrent mieux à leurs méthodes de culture.

La situation était devenue tragique quand arrivèrent au début de 1922, quelques Italiens.

* * *

Pionniers qui venaient prospector, chefs de famille en quête d'un domaine ou bien encore proscrits politiques, ils furent l'avant-garde d'une grande armée qui compte aujourd'hui plus de 40.000 membres.

Cette migration soudaine a donné lieu à bien des commentaires. Des enquêtes ont paru dans de grands quotidiens parisiens, notamment en juin et en septembre 1926. On peut reprocher à leurs auteurs d'avoir sacrifié la stricte vérité au désir de se conformer à l'opinion de leurs lecteurs. Les Français effrayés par la hausse de la livre accusaient alors les étrangers de leurs malheurs et de leurs déboires. Les journalistes ont flatté leur tendance, sans distinguer parmi nos hôtes ceux qui consomment et vivent à nos dépens et ceux au contraire, qui produisent et mettent en valeur le sol français. On ne saurait se montrer trop rigoureux pour les premiers : ce sont les parasites des pays à change dépré-

cié, mais il ne faut pas par des campagnes excessives décourager les seconds. Plus il y aura de producteurs, plus il y aura de marchandises sur le marché et moins chère pour tous sera la vie. L'intérêt a pu pousser ces étrangers à labourer la terre de France, mais si nous savons nous en faire des amis, leur cœur les y maintiendra.

Or, certains journalistes n'ont pas hésité à parler de « colonisation méthodique, tenace, calculée ». A les entendre, dans les rues d'Agen, d'Auch, de Montauban, ce ne sont plus qu'annonces en italien : « Si parla italiano. — Proprieta da vendere. — Ristorante italiano ». Dans le plus petit village, ils ont vu des paysans jouer « à la morra » ; dans la campagne endormie, ils ont entendu un accordéon mystérieux « qui soufflait et pleurait une barcaruola ». Au restaurant leur potage s'est appelé « minestrone », et la Garonne elle-même a pris, aux yeux de l'un deux, l'aspect d'un grand canal, car il a cru y voir « glisser des gondoles » (1).

« Les Italiens possèdent déjà, a-t-on dit, 40 % des terres dans le Gers : ils seront 100.000 l'an prochain ; 200.000 dans trois ans. C'est une invasion pacifique. La Gascogne ne sera bientôt plus qu'une province romaine ».

Cela tournait à la galéjade et les Gascons ont bien ri de ne pas en être pour une fois les auteurs. L'immigration italienne est un phénomène grave, cela est certain, mais pour la comprendre, l'analyser et la juger, il ne

1. Enquêtes de M. Helsey dans le *Journal* (juin 1926) et de M. Roubaud dans le *Quotidien* (septembre 1926).

faut ni en exagérer, ni en nier l'importance. C'est un fait qu'il faut étudier objectivement, et c'est à rétablir la vérité que nous travaillerons.

* * *

Jusqu'en 1921 il n'y avait pas d'Italiens en Gascogne.
Les statistiques en relèvent à peine :

Dans le Lot-et-Garonne	120
— le Tarn-et-Garonne	54
— le Gers	85
— la Haute-Garonne	358

Au début de 1922, quelques familles arrivèrent et soudain, ce fut un flux qui grossit chaque mois ? A quels appels ont répondu ces immigrants ? Ou à quels ordres ont-ils obéi ?

Est-ce le Gouvernement français qui, ému par la détresse de toute une province, les a attirés ! Ou bien, au contraire, l'initiative est-elle venue du Gouvernement italien ?

A la vérité, ni l'un ni l'autre des deux Gouvernements n'en est responsable. L'immigration italienne a été un phénomène spontané que le Gouvernement français a découvert récemment, tandis que le Gouvernement de Rome, surpris également au début, s'est ressaisi plus tôt au point d'essayer d'en faire un service d'Etat.

Il faut donc chercher ailleurs que dans les actes officiels l'origine du mouvement. Cela ne facilite pas les recherches. De même que les villes d'Italie se disputent l'honneur d'avoir vu naître Christophe Colomb, les diverses associations agricoles du Sud-Ouest revendiquent celui d'avoir été la première à appeler les Italiens. Il est établi cependant que l'élan est venu du Gers.

C'est un propriétaire des environs d'Auch, M. Schaefer, qui, ayant été à la tête d'importantes usines en Italie, eut l'idée d'organiser le recrutement des familles italiennes et de faciliter leur installation en Gascogne. Le bureau de main-d'œuvre d'Auch, dans ses efforts pour attirer, dans le Sud-Ouest dépeuplé, des familles françaises qui végétaient sur un sol pauvre, avait réussi à placer, en 1921, 42 familles venues surtout de Bretagne et de Savoie. C'est à ce bureau qui se présenta, en février 1922, la première famille italienne.

De petites causes ont souvent de grands effets. Un Italien, nommé Tosoni, était venu travailler en automne en Haute-Savoie. Pendant son séjour, il avait découvert sur un journal local l'annonce du bureau de main-d'œuvre d'Auch. Un Français aurait hésité à partir si loin ; mais un Italien naît avec le goût des voyages : l'inconnu, loin de l'effrayer, l'attire. Tosoni rentra en Italie et il partit pour Auch avec sa famille. Ils furent installés à Plaisance. Le nom dut les frapper ; ainsi, dès leur arrivée en Gascogne, ils retrouvaient dans des noms de villages les vestiges d'un temps où des échanges s'étaient déjà opérés entre les deux pays...

Tosoni fut si satisfait de sa décision qu'il chercha immédiatement à attirer des compatriotes.

A la fin de 1922, huit familles italiennes étaient installées dans le Gers. Dès lors, l'élan était donné. M. Schaefer, devenu entre-temps président du Bureau de la main-d'œuvre d'Auch, entreprit une active propagande en Italie. Par des articles de presse et des conférences, il dit l'abandon des terres en Gascogne, leur bon marché, la variété des cultures. Il entra en rapport avec des offices de placement locaux, des curés et des maires qui acceptèrent de lui servir de recruteurs ; il ne tardèrent pas, en effet, à envoyer à Auch des listes de familles qui désiraient s'expatrier.

Ces demandes n'étaient pas toutes également intéressantes. Des commerçants ou des mécaniciens dont les affaires périllicitaient, étaient tentés par l'aventure, d'autant plus que l'Office agricole du Gers leur accordait une prime de 450 francs pour venir visiter et, une fois le bail signé, une seconde prime de 450 francs dite d'installation. Pour éviter que le Bureau de Main-d'œuvre ne devint une agence de voyage à bon marché, le secrétaire, M. Daste, homme de grand mérite qui a joué un rôle de premier plan dans cette renaissance de la Gascogne, eut l'idée de soumettre les noms qui lui étaient adressés à l'appréciation des colons, déjà arrivés. Ainsi, réussit-il, dans la mesure du possible, à sélectionner les familles et à n'accueillir que des ouvriers qualifiés.

A peu près au même moment, le Comice agricole de Nérac amorçait le même mouvement pour le Lot-et-

Garonne. Il avait d'abord fait appel, lui aussi, à des Vendéens, et même à des Suisses ; mais l'essai n'avait réussi qu'à-demi. Un avoué de Nérac, d'origine savoyarde songea aux Italiens. Il partit pour le Piémont. Aidé par le cinéma, il montra la misère de la Gascogne, riche, mais dépeuplée. Des agriculteurs italiens entreprirent le voyage. Ils visitèrent eux-mêmes les domaines à vendre, les métairies à reprendre. L'accueil bienveillant qu'ils trouvèrent en Gascogne, acheva de les décider.

Il faut rendre à chacun ce qui lui est dû. L'immigration italienne dans le Néracais a son origine dans cette initiative du Comice agricole de son arrondissement et on saurait trop féliciter ces associations agricoles, des efforts intelligents qu'elles ont tentés, sans le secours de l'Etat, pour lutter contre l'abandon de leur terroir.

La campagne de M. Schaefer introduisit, par ricochet, l'immigration dans le Tarn-et-Garonne. Deux agriculteurs de Cunéo (Piémont), Gabriele Girodo et Benedetto Massola partirent, au printemps de 1922 à la recherche d'un domaine. Ils s'installèrent aux environs de Castelsarrasin et en peu de temps, 100 familles vinrent les rejoindre.

Enfin, le mouvement gagna Toulouse qui devint le centre administratif de l'immigration.

* * *

Les Italiens se sont donc portés de préférence vers le Gers, le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne et la

Haute-Garonne, et si plus tard quelques familles ont essaimé dans l'Ariège, le Tarn, le Lot, l'Hérault, on peut considérer les îlots qu'elles forment comme des éclaboussures de la tache centrale dont les limites passent par Toulouse, Montauban, Villeneuve-sur-Lot, Marmande, Eauze, Auch et Muret.



Il s'en faut de beaucoup d'ailleurs que, dans ce vaste polygone, la répartition soit égale entre les cantons. Tel canton (Muret, l'île Jourdain) apparaît envahi par les Italiens, alors que tel autre, à cinq lieues de là, semble délaissé. Il ne faut pas se hâter d'en tirer les preuves d'une concentration voulue. Ce ne sont là qu'apparences. Les différences entre deux communes voisines du même canton indiquent, au contraire, qu'il s'agit simplement de deux ou trois familles nombreuses installées sur le même territoire.

Soupçonner les Italiens d'avoir voulu sciemment constituer des colonies, parce que, dans certains villages, ils constituent presque une majorité, serait oublier qu'ils n'ont pas eu le choix des terres, qu'ils n'ont fait que reprendre celles qui étaient abandonnées.

On ne peut citer que deux exemples de « colonies » dont nous aurons à étudier la constitution et les résultats, toutes deux dans le Gers, l'une à Blanquefort et l'autre à La Testère.

* * *

Jusqu'à cette année, il était impossible de fixer exactement le nombre des colons italiens. Les chiffres variaient du simple au double, suivant les personnalités que l'on interrogeait ou les administrations auxquelles on s'adressait. Les Italiens disaient être 50.000. Les préfectures se livraient à des dénombrements compliqués et ne trouvaient que 21.000.

Pour obtenir quelques précisions, elles firent une enquête auprès des maires, mais depuis la guerre on a tellement abusé d'eux que les renseignements qu'ils fournirent furent nettement insuffisants. La gendarmerie, à son tour, partit en campagne. Elle revint avec d'autres chiffres. Du moins, se décida-t-on à publier une statistique au 1^{er} janvier 1927.

Gers	7.340 Italiens
Haute-Garonne	6.521 —
Lot-et-Garonne	6.539 —
Tarn-et-Garonne	3.889 —

Ainsi, au début de l'année, il y avait officiellement dans ces quatre départements : 24.289 Italiens.

Disons tout de suite que ce chiffre doit être sensiblement majoré. Les préfectures ne possèdent en effet qu'un moyen de contrôle certain : la carte d'identité. Or, la carte d'identité n'est exigée que pour les adultes et pour les enfants de plus de 15 ans ; comme les familles italiennes sont très nombreuses, que les familles de 8, 10, 12 enfants ne sont pas rares, tous les enfants de moins de 15 ans échappent au contrôle. C'est une première source d'erreur. Il en est une seconde. En 1926, le prix de la carte d'identité fut portée à 375 fr , et les métayers furent assimilés aux propriétaires. Beaucoup d'entre eux cherchèrent à y échapper et ne formèrent aucune demande. Depuis, le prix de la carte a été ramené respectivement à 100 et à 20 francs. Mais, comme aucune carte n'a encore été distribuée, il est impossible de faire rechercher ceux qui ne se sont pas

mis en règle. Enfin, si l'on sait que les Italiens se sont infiltrés en Gascogne par tous les moyens, avec ou sans contrat d'embauchage, et que, d'autre part, ils forment une main-d'œuvre relativement mobile, on juge qu'un contrôle minutieux n'est pas chose facile.

Après avoir interrogé les présidents de syndicats et de comices, les directeurs des offices de placement de main-d'œuvre agricole, après avoir consulté les fiches et les documents de leurs secrétariats, nous croyons pouvoir dire avec certitude que le nombre des Italiens en Gascogne est actuellement d'environ 40.000.

Gers	8.800
Haute-Garonne	13.000
Lot-et-Garonne	12.000
Tarn-et-Garonne	7.000

Nous sommes donc loin du chiffre de 100.000 dont avait parlé certain journal.

* * *

Ce qui fait l'originalité de cette immigration c'est qu'elle est exclusivement agricole et familiale.

Jusqu'ici, l'Italien fréquentait en France les carrières, les usines et les mines. Il a fallu l'abandon de la Gascogne pour attirer les cultivateurs italiens. Il est vrai que l'Italien a hérité de ses ancêtres un amour profond pour le travail de la terre. C'est pour lui le plus beau métier. Quand la nécessité de vivre l'oblige à l'abandonner, il garde toujours au cœur l'espoir d'y revenir.

L'Italien est de naissance un « affamé de la terre ». Aussi peut-on citer des ouvriers italiens qui ont quitté brusquement la ville du Nord de la France où ils travaillaient pour venir se placer chez un de leurs compatriotes, en Gascogne, en attendant de reprendre pour leur compte une métairie. Avec le chômage industriel, ce mouvement s'est accentué et nombreuses sont les familles qui, établies dans la banlieue parisienne ou dans les villes industrielles de l'Est, ont demandé, au cours de 1927, à se fixer dans le Sud-Ouest. On ne verra jamais les Italiens, comme le font trop souvent les Polonais, désertir, au bout de quelques mois, les travaux des champs pour aller grossir le nombre des manœuvres qui encombrement déjà nos grandes villes.

D'autre part, cette immigration est avant tout familiale.

Ce ne sont pas des célibataires qui s'expatrient pour un temps plus ou moins long, gardant au cœur la nostalgie du village qu'ils ont quitté et où les leurs sont restés. Ce sont des familles entières qui, avant de partir, ont réalisé tout ce qu'elles possédaient, qui ont vendu jusqu'à leurs meubles, ne gardant que quelques souvenirs de familles, leur chien et leur accordéon. Elles n'ont rien laissé derrière elles et il est des villages du Piémont qui ont ainsi perdu en deux ans près d'un tiers de la population. On dirait que des morceaux entiers d'Italie se sont détachés et sont venus se souder chez nous.

* * *

Il n'est pas sans intérêt de savoir à quelles provinces d'Italie ces colons appartiennent, non seulement parce que l'Italien du Nord est plus travailleur, plus courageux que son compatriote du Sud, mais encore parce que les plaines de la Lombardie et du Piémont présentent les mêmes cultures sous le même climat que la Gascogne. Il n'est pas jusqu'à l'aspect physique des deux pays qui n'ait comme des rappels d'horizon. Dans la vallée de la Garonne, les champs séparés par des pruniers, plantés en lignes parallèles, évoquent à l'esprit les terres du Piémont, divisées par de longues files de mûriers, et les côteaux de la vallée du Lot ressemblent à ceux de la vallée de l'Arno, aux environs de Florence.

Sur ce point, il est permis d'être très affirmatif. Tous les Italiens installés en Gascogne, appartiennent à l'Italie du Nord. Ils viennent du Piémont, de la Lombardie, de la Vénétie et du Frioul. Les régions de Bergame, d'Udine et de Trieste sont celles qui ont fourni les plus forts contingents.

* * *

Les causes de l'émigration sont d'ordre économique et d'ordre politique.

De nombreux propriétaires des Apennins et des Alpes ont exploité leurs forêts pendant la guerre d'une façon intensive. Avec les gros bénéfices qu'ils ont réalisés, ils ont acheté dans la plaine des domaines pour les cultiver eux-mêmes. Un grand nombre de fermiers et de métayers se sont trouvés ainsi dépossédés et dans la nécessité de s'expatrier. De plus l'excès de population obligeait des familles de dix personnes à vivre sur deux hectares. Elles ont vendu leurs champs pour 50.000 liras et elles sont venues en acheter en Gascogne dix fois plus pour le même prix.

Mais si le manque de place en Italie, et le bon marché des terres françaises ont été les facteurs déterminants de cette immigration massive, on ne saurait négliger les raisons politiques qui ont poussé un certain nombre d'Italiens à chercher refuge en France.

Des anciens députés, des avocats, des journalistes, des banquiers, des professeurs qui avaient pris position contre le fascisme, ont dû quitter l'Italie. Ils sont venus se fixer en Gascogne et ils ont acheté de grands domaines dont ils ont confié les métairies à des compatriotes. Leurs exploitations dans lesquelles ils n'ont pas hésité à faire de grands travaux, ont pris l'allure de fermes-écoles ; c'est peut-être le côté le plus brillant de l'immigration ; ce n'est pas le plus intéressant pour nous. Une terre étrangère n'a jamais réussi à garder définitivement des intellectuels exilés. Ces hommes ont beau ne parler que des produits de leurs terres, ils sont trop jeunes pour ne pas attendre de l'avenir une revanche ou un geste de pardon. Du moins, peut-on

souhaiter qu'ayant appris à mieux connaître la France, ils demeureront pour nous, dans leur pays, quand ils y rentreront, d'ardents propagandistes.

Leurs préoccupations sont loin d'ailleurs d'être partagées par la masse des paysans lombards ou frioulans. Ceux-là ne s'embarrassent pas de considérations politiques. Ils sont venus en France parce qu'en Italie il n'y avait plus de place pour eux : ils ne songent qu'à travailler et à gagner leur vie. D'opinions, ils n'en ont pas et ne veulent pas en avoir. Quel qu'eût été le régime politique, ils auraient dû partir. L'Italie n'a jamais pu contenir et faire vivre sur son sol tous les enfants issus de son sein. Avant la guerre, l'émigration constituait déjà une soupape de sûreté contre le phénomène de la surpopulation. Après la guerre, l'Amérique ayant fermé ses portes, le Brésil ayant causé trop de déceptions, il fallut trouver un nouveau débouché : ce fut la France. Il a suffi de quelques pionniers pour déclancher vers la Gascogne un véritable rush, comme s'il s'était agi d'un nouvel Eldorado. Cet enthousiasme irréfléchi devait par la suite causer bien des déceptions.

* * *

Il nous reste à établir comment ces Italiens sont entrés en France.

Ici, encore, il faut distinguer : ceux qui avaient l'intention d'acheter un domaine, ont passé la frontière

munis seulement d'un passeport, comme des touristes ou des commerçants. Ils ont visité des exploitations. Puis, l'affaire conclue, ils ont fait venir leur famille, en rédigeant un « acte d'appel ».

ATTO DI RICHIAMO

Io qui sottoscritto.....
residente a..... Comune di..... Dipartimento....
Dichiaro di voler richiamare presso di me, in Francia, *per motivi di famiglia*.....
.....
..... Residente..... via..... (Prov. di.....)
Dichiaro inoltre di possedere i mezzi sufficienti per provvedere al mantenimento e all'alloggio dell.. person.. sopra nominat.. durante tutto il tempo che... l... medesim.... rimarr..... presso di me.

..... addi..... 192..

Firma della persona richiedente.

A l'acte d'appel était joint un certificat du maire qui déclarait que le colon possédait « les moyens nécessaires pour assurer le logement et la nourriture de sa famille ».

CERTIFICAT

Le Maire de..... (Département.....)
soussigné, certifie et déclare que le nommé.....
demeurant à..... est employé chez.....
..... en qualité de..... et qu'il possède les
moyens nécessaires pour recevoir et assurer la nourriture et le
logement de..... personnes ci-dessus indiqué.....

..... le..... 192..

Signature du Maire :

Visa du Consul d'Italie :

Les autres, qui devaient borner leur ambition à être métayers ou maître-valets, se sont conformés aux prescriptions du Traité de Travail conclu le 30 septembre 1919 entre la France et l'Italie.

Le Traité prévoyait que tout travailleur devait arriver possesseur d'un contrat d'embauchage signé par le propriétaire qui devait l'employer. Ce contrat de travail devait être conforme à un contrat-type dont toutes les clauses avaient été arrêtées d'un commun accord entre les deux pays. Voici le texte du contrat qui avait été établi pour les demandes de maîtres-valets par les soins de la Confédération nationale des Associations agricoles du Sud-Ouest.

N° d'ordre.....

N° de classement.....

Confédération Nationale des Associations Agricoles du Sud-Ouest

COMITÉ RÉGIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE DU SUD-OUEST

Rue Ozenne, 9 (*Maison de l'Agriculture*) TOULOUSE

DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE ITALIENNE (*Colons ruraux, Maîtres-Valets*)

Lire attentivement. — Très important

- 1° Etablir les demandes en *trois exemplaires* tous garnis entièrement et très lisiblement écrits.
- 2° Signer chaque exemplaire et faire légaliser sa signature par le Maire.
- 3° joindre *cinq* francs pour droit de chancellerie du Consulat d'Italie (visa et apposition du timbre légal).
- 4° Toutes les demandes devront être visées par le Contrôleur de la main-d'œuvre, 35, rue des Potiers, Toulouse, et par le Consulat d'Italie, 43, rue de Metz, Toulouse.

Leggere attentamente. — Molto importante

- 1° Trascrivere le domande su *tre esemplari*, tutti riempiti intieramente e scritti molto leggibilmente.
- 2° Firmare ogni esemplare e far legalizzare la propria firma dal Sindaco.
- 3° Accludere *cinq* franchi per diritti di cancelleria del Consolato d'Italia (visti e apposizione del bollo legale).
- 4° Tutte le domande debbono essere vistate dal Controllore della Mano d'Opera (35, rue des Potiers, Toulouse), e dal Consolato d'Italia (43, rue de Metz, Toulouse).

Je soussigné (*Il sottoscritto*).....
demeurant à (*dimorante a*)..... département (*dipartimento*).....
rue (*via*)..... n°.... Dont l'exploitation agricole se trouve située à
(*L'azienda agricola del quale si trova situata a*).....
Commune de..... Canton de..... Département de.....
Desservi par gare ou autobus de (*Servita da stazione o autocarro di*).....
Domaine d'une contenance de (*Proprieta di una contenzenza di*).....
hectares, en plaine ou côteau (*ettari, in pianura o collina*).....
Genre de cultures (spécifier s'il y a de la vigne) (*Genre di colture — spicificare se vi è della vigna*)..... Description des logements (*Descrizione degli alloggi*) (1).....
Date d'entrée en service (*date di entrata in servizio*).....

1. Le logement devra être sain et en bon état : signaler les réparations nécessaires. (*L'alloggio dovrà essere sano e in buono stato ; segnalare le riparazioni necessarie*).

Je désire une famille de colons ruraux (Maîtres-Valets) composée si possible de *(Desidera una famiglia di garzoni principali (domestici rurali), stipendiati all'annata, composta se possibile di)* :

MODÈLE DE CONTRAT PROPOSÉ

Conditions générales

(Les amplifications, modifications, conditions spéciales seront mentionnées au chapitre des *conditions particulières*).

Les hommes seront gagés à l'année. Le contrat passé sera pour un an. Ils seront journalièrement à la disposition du propriétaire ou de son représentant pour tous travaux agricoles à effectuer sur le domaine. Les achats et les ventes seront ordonnées par le propriétaire.

Les femmes, filles et garçonnets seront payés à la journée ; le prix sera le même que celui donné aux français de même catégorie, logés sur le domaine : ils devront la préférence pour les journées du propriétaire.

Les dimanches et fêtes les animaux devront être soignés et en cas d'urgence, dû à un changement brusque du temps et pour conserver la récolte, les gagés devront, si le propriétaire le juge utile, travailler exceptionnellement et ce principalement aux époques de la fenaison ou de la moisson leur laissant toute liberté nécessaire pour assister aux offices religieux.

Les gages à l'année et par homme seront les suivants (1) :

- 1° Argent liquide..... par an ;
- 2° Vin (en hectolitres)..... par an ;
- 3° Terre suffisante pour l'approvisionnement de la famille et de la basse-cour pendant l'année ;
- 4° Un jardin potager ;
- 5° La moitié des profits de la basse-cour et des bêtes de croit (porcs, oies, canards, dindons, poulets, pintades et œufs) ;
- 6° Le chauffage, logement et si nécessaire un mobilier sommaire.

CONDITIONS PARTICULIÈRES :

.....
.....

(Les gages en argent comptant seront de 3.000 fr. l'an minimum. — En nature 5 hectolitres de vin. — Souvent l'on donne des gratifications aux hommes et aux femmes en rapport avec les résultats obtenus.

MODELLO DI CONTRATTO PROPOSTO

Condizioni generali

(Le amplificazioni e condizioni speciali saranno menzionate al capitolo delle *condizioni particolari*).

Gli uomini saranno impegnati per l'annata; il contratto avrà la durata di un anno. Essi dovranno tenersi giornalmente alla disposizione del proprietario o del suo rappresentante per qualsiasi lavoro da effettuarsi sulla proprietà. Le compere e le vendite saranno ordinate dal proprietario.

Le donne, bimbe e ragazzetti saranno pagati alla giornata, ai prezzi dati ai francesi della stessa categoria, alloggiati sulla proprietà ; essi dovranno dare la preferenza alle giornate richieste dal proprietario.

Le Domeniche e feste, gli animali dovranno essere curati e in caso di urgenza causato da un cambiamento brusco del tempo e per conservare il raccolto i domestici dovranno, se il proprietario lo ritiene necessario, lavorare eccezionalmente e ciò, soprattutto nei periodi dei fieni o della mietitura, lasciando loro piena libertà per assistere alle cerimonie religiose.

Gli stipendi per l'annata e per ogni lavoratore saranno i seguenti (1) :

- 1° Danaro liquido..... all'anno ;
- 2° Vino (in ettolitri)..... all'anno ;
- 3° Terra sufficiente per l'approvvigionamento della famiglia e della bassa corte (pollaio) per l'annata ;
- 4° Un orto ;
- 5° La metà dei profitti della bassa corte e degli animali di allevamento (maiali, oche, anitre, tacchini, polli, galline faraone e uova) ;
- 6° Il riscaldamento, l'alloggio e, qualora fosse necessario, del mobilio sommario.

CONDIZIONI PARTICOLARI

.....
.....

(1) Gli stipendi in danaro liquido saranno di almeno 3.000 franchi. — In natura, 5 ettolitri di vino. — Spesso si danno delle gratificazioni agli uomini e alle donne in rapporto ai risultati ottenuti.

.....

.....

Extrait des dispositions générales :

ART. 5. — Seuls, les familles et ménages ont le droit d'exiger un logement à part. Ce logement sera sain.

Les hommes et les femmes célibataires seront logés dans des chambres séparées d'après les sexes. Les charretiers, bouviers et vachers coucheront, s'il ne peut être fait différemment, dans les écuries et les étables, où le patron mettra à la disposition de chacun : un lit avec paillasse, traversin, draps et couvertures.

Ils seront chauffés et éclairés aux conditions des travailleurs français.

ART. 6. — Les ouvriers italiens bénéficieront, en cas d'accident de travail, de la législation française (traité de travail franco-italien du 30 septembre 1919). *L'employeur s'engage*, en outre, par la présente demande à *les assurer contre les risques d'accidents du travail agricole* couverts par la législation en vigueur (Loi du 15 décembre 1922).

Ce contrat devra être réalisé avant la prise d'effet du contrat de louage.

ART. 7. — En cas de maladie légère des colons, le devoir du patron est de les soigner et spécialement de leur procurer, à ses frais, le médecin et les médicaments pendant les sept premiers jours.

ART. 8. — Les frais de voyage, au tarif le plus réduit sur les chemins de fer depuis le lieu de résidence habituelle des colons jusqu'au lieu de travail en France, seront à la charge de l'employeur. Les colons seront toutefois tenus de présenter une pièce authentique indiquant l'endroit d'où ils sont partis.

Si le colon a fait l'avance des frais de voyage, ces frais lui seront remboursés partiers à la fin de chacun des trois premiers mois passés dans l'exploitation.

Il ne sera remboursé que les frais de voyage des colons gagés à l'année.

ART. 9. — Le colon ayant intégralement rempli son contrat recevra, au moment de son expiration, une somme égale à celle qui lui a été allouée pour le voyage aller, si le contrat a duré un an, si le colon et sa famille retournent en Italie.

Dans le cas de mort ou de maladie grave dans la famille du colon, et dans le cas où un autre accident imprévu obligerait un membre de la famille gagée à retourner dans son pays d'origine, celui-ci est tenu d'appuyer sa demande de libération d'un certificat officiel d'un Consulat. Toutefois ce colon perd le droit de retourner dans son pays aux frais du patron, mais il a toujours le droit, s'il est venu en France à ses frais, à ce que le patron lui rembourse ses dépenses, conformément à l'art. 8.

Toutes les difficultés pouvant surgir entre l'employeur et les colons signataires du présent contrat, seront immédiatement signalées au Juge de paix du canton et au Consul de la circonscription.

Tout différend entre les contractants sera tranché par la juridiction ordinaire compétente.

.....

.....

Estratto dalle disposizioni generali :

ART. 5. — Soltanto le famiglie e le coppie diconiugi hanno il diritto di esigere un alloggio a parte. Questo alloggio dovrà essere sano.

Gli uomini e le donne celibi saranno alloggiati in camere separate secondo i sessi. I carrettieri, bovati e vaccari dormiranno, se altrimenti non fosse possibile, nelle scuderie e nelle stalle, dove il padrone metterà a disposizione di ognuno : un letto con materasso in paglia, un guanciale, le lenzuola e coperte.

Gli alloggi saranno scaldati e rischiarati come quelli dei lavoratori francesi.

ART. 6. — Gli operai italiani beneficeranno in caso di infortunio sul lavoro della legislazione francese (trattato di lavoro franco-italiano del 30 settembre 1919). *Il padrone si impegna*, inoltre, con la presente domanda, *ad assicurarli contro i rischi di infortuni sul lavoro agricolo* previsti dalla legislazione in vigore (Legge del 15 Dicembre 1922).

Questo contratto dovrà essere realizzato prima dell'entrata in vigore del contratto di affitto.

ART. 7. — In caso di malattia leggera dei coloni, è dovere del padrone di curarli e soprattutto di procurar loro, a proprie spese, il dottore e i medicinali durante i primi sette giorni.

ART. 8. — Le spese di viaggio, secondo la tariffa più ridotta, sulle ferrovie dal luogo di residenza abituale dei coloni, al luogo del lavoro in Francia, saranno a carico del padrone. I coloni saranno tuttavia costretti di presentare un documento autentico indicante il luogo dal quale sono partiti.

Se il colono ha fatto l'anticipo delle spese di viaggio, queste spese gli verranno rimborsate per terzi alla fine di ognuno dei tre primi mesi passati sull'azienda.

Non saranno rimborsate che le spese di viaggio dei coloni stipendiati per l'annata.

ART. 9. — Il colono che avrà riempito integralmente il proprio contratto riceverà, al momento della sua scadenza, una somma eguale a quella che gli sarà stata versata per il viaggio di andata, se il contratto è dura to un anno e qualora il colono e la sua famiglia ritornino in Italia.

In caso di decesso o di malattia grave, e nel caso in cui un altro incidente imprevisto costringesse un membro della famiglia impegnata, a tornare nel proprio paese di origine, questi sarebbe tenuto ad appoggiare la sua domanda di liberazione con un certificato ufficiale di un Consolato. Tuttavia questo colono perde il diritto di tornare nel proprio paese a spese del padrone, conformemente all'art. 8.

Tutte le difficoltà che potessero sorgere fra il padrone e i coloni firmatari del presente contratto, saranno immediatamente segnalate al Giudice di pace del cantone e al Consolo della circoscrizione.

Ogni divergenza fra i contrattanti sarà risolta dalla giurisdizione ordinaria competente.

Ma demande est faite aux conditions générales et particulières indiquées ci-contre.

A....., le..... 19....

Signature :

Je soussigné Maire de la Commune de.....
certifie que M..... est bien propriétaire
du domaine ci-dessus. Visa du Consul Royal d'Italie :

A....., le..... 19....

Le Maire,

Visa du Contrôleur de la Main-d'œuvre étrangère :

Visa du Comité régional de la Main-d'œuvre agricole (9, rue Ozenne)

C. N. A. A. S.-O., Toulouse :

Io sottoscritto..... domiciliato a.....
Provincia di..... dichiaro aver preso cognizione della domanda del
Sig..... ed accettare le condizioni generali e particolari propos-
temi e m'impegno a recarmi al posto indicato per iniziare il mio lavoro, alla
data del.

Data.....

Firma.

Visto del Sindaco per legalizzazione della firma.

Firma.

Il Sig. Sindaco è pregato di accertarsi della buona moralità dell'emigrante interessato prima di legalizzare la firma.

Gli Emigranti italiani devono munirsi, del regolare passaporto prima di entrare in Francia.

Essi possono trasportare, a loro spese, gli oggetti mobiliari, vestiario, biancheria e utensili diversi. *usati*. Questi oggetti sono ammessi in franchigia alla Dogana, ma alla condizione di mostrare un inventario di tutti gli oggetti e contenuto dei diversi colli ed un certificato del Sindaco del loro comune giustificando il cambiamento di residenza.

Questo certificato deve essere vistato dal Console di Francia

Muni de cet engagement, l'émigrant se présentait au poste-frontière de Modane, où lui était remise une carte d'identité. De là, il était dirigé sur le bureau de main-d'œuvre qui avait instruit la demande, et ce bureau se chargeait de le mettre en rapport avec son employeur.

Par la suite, plusieurs décrets modifièrent les méthodes en usage. Les travailleurs ne furent plus obligés de se faire contrôler à la frontière ; ils purent ne se mettre en règle qu'après leur arrivée chez l'employeur. Nous ne suivrons pas dans ses variations cette réglementation contradictoire qui, à changer si souvent, n'était même plus connue de ceux qui auraient dû la faire observer.

Ce qui est certain, c'est qu'à partir de 1923, toutes les demandes, qu'elles fussent établies par une association agricole, un bureau de main-d'œuvre ou un simple particulier, durent être visées par le Contrôleur de la main-d'œuvre agricole de Toulouse devenu « l'éclusier » de l'immigration dans le Sud-Ouest. La demande était remise par ses soins au Consul d'Italie qui, après s'être assuré que le contrat était conforme aux clauses du Traité, le faisait parvenir à l'intéressé,

Ce système dura jusqu'en février 1924. A ce moment-là, un député italien dénonça, à la tribune du Parlement, les excès commis par certains agents, qui, s'ils ne faisaient pas la traite des émigrants, les exploitaient du moins honteusement. Le Commissariat Royal de l'Emigration, jaloux de sa réputation, refusa d'accueillir dorénavant les demandes nominatives : l'employeur devait se contenter de demander une famille composée

d'un certain nombre de personnes, le Commissariat de l'Emigration la choisirait à son gré. Devant les protestations des Associations agricoles du Sud-Ouest, il fut convenu que les demandes nominatives demeureraient interdites, mais que l'employeur garderait la faculté de joindre à sa demande une lettre par laquelle il manifesterait son désir de voir telle famille désignée.

Néanmoins, le Commissariat Royal de l'Emigration avait affirmé par là sa volonté de rester le maître absolu du recrutement des immigrants. Pour des raisons que nous exposerons plus loin, il n'a pas tardé à imposer des conditions telles qu'en fait, il a enrayé l'immigration.

Le contrat d'embauchage, qui avait été dressé à l'origine fut révisé ; et le nouveau contrat type est devenu par ses dimensions plus long que le Traité lui-même (1).

Dorénavant, le propriétaire qui demande une famille, soit de métayers, soit de maîtres-valets, doit s'engager à ne pas prendre un autre métayer ou un autre maître-valet pendant trois mois à partir du jour de la demande, ce délai étant nécessaire pour la recherche de la famille par le Commissariat. A titre de garantie, le propriétaire doit déposer une somme de 1.000 francs. Cette somme lui sera remboursée, si, dans les trois mois, il ne lui est pas présenté un métayer ou un maître-valet, remplissant les conditions. Enfin, les frais de voyage seront intégralement à la charge du propriétaire jusqu'à concurrence de 300 francs par personne adulte et par enfant de plus de trois ans.

1. On en trouvera le texte *in extenso*, p. 191.

Faire venir dans ces conditions une famille sur laquelle on ne possède aucun renseignement devient singulièrement onéreux. De plus, le Commissariat de l'Emigration n'a pas borné là ses exigences ; il a fixé lui-même les salaires des maîtres-valets : 400 francs par mois pour les hommes nourris et logés, 900 francs pour les autres. Aucun propriétaire n'a voulu accepter ces prix, bien supérieurs à ceux pratiqués jusque-là. Comme l'a fait remarquer à un journaliste italien M. Couzinet, président de la Confédération des Associations agricoles du Sud-Ouest, il n'est pas possible de fixer de Rome, par une décision *a priori*, les salaires qui seront appliqués dans toute la Gascogne. Les besoins et les habitudes changent de lieu à lieu. Ce que le Gouvernement italien est en droit d'exiger est que les salaires de ses travailleurs soient égaux à ceux des ouvriers indigènes et qu'ils soient suffisants pour leur permettre de faire des économies, en menant une vie laborieuse et régulière, mais il est inadmissible qu'il prétende devenir, par ses interventions, le régulateur du prix de la main-d'œuvre dans notre pays.

Ces mesures ont pour conséquence immédiate de faire baisser rapidement le chiffre des demandes officielles et le contrôleur de la main-d'œuvre de Toulouse n'a eu, à viser en 1926, que des « actes d'appel ». Car le chef de famille conserve le droit de faire venir les siens. Il s'agit donc pour lui de trouver le moyen de passer en France, sans contrat — et il est curieux de constater que plus les autorités italiennes se sont faites rigoureuses, plus les immigrants sont devenus ingé-

nieux. Ou bien, ils entrent en France « en transit », c'est-à-dire qu'ils sont censés rejoindre un port d'embarquement : en fait, ils ne dépassent pas Toulouse. Ou bien ils partent pour Lourdes avec un pèlerinage de leur diocèse et ils n'en reviennent pas. Une fois installés en Gascogne, ce n'est plus qu'un jeu pour eux d'appeler leur famille. C'est précisément à cause de ces arrivées clandestines qu'il est impossible aux préfectures de déterminer exactement le nombre des colons.

CHAPITRE III

Une enquête, faite sur place, est fertile en surprises. C'est à lire sur des bornes kilométriques de Gascogne, les noms de villes d'Italie, à peine déformés (Pavie-Plaisance-Mielan pour Milan, Fleurance pour Florence, Boulogne pour Bologne) que nous avons été amené à rechercher si l'immigration italienne du ^{xx}^e siècle n'avait pas eu un précédent historique. Loin de nous la pensée d'épuiser le sujet. Mais nous croyons utile, après le comte de Dienne (1) de remettre en lumière l'influence italienne qui s'exerça sur cette région de 1450 à 1600.

Sur les arts, le fait n'est pas douteux : des mouvements, à Toulouse notamment, en témoignent encore. On a souvent expliqué cette manifestation de la Renaissance italienne par le retour des Cadets de Gascogne qui avaient rêvé d'imiter les merveilles entrevues en Italie. Or, s'il est vrai que nos capitaines ont été combattre dans le Milanais, il est non moins exact que des prélats italiens les avaient précédés en Gascogne.

C'est un fait remarquable que de trouver, pendant

1. Rapports de l'Agenais et de l'Italie aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, 1903.

plus d'un siècle, à la tête de diocèses du Midi, des évêques d'origine italienne. A Cahors, de 1514 à 1557, après trois prélats de la famille de Carreto est nommé Alexandre Farnèse, cardinal d'Ostie. Il en est de même à Mende, à Béziers, à Lectoure où le cardinal Pallavicini est évêque à la fin du x^ve siècle. A Auch, à Hippolyte d'Este, archevêque de 1551 à 1562, succède Louis d'Este, qui meurt à Rome en 1586 en demandant que son corps soit ramené à Auch. Ce détail prouve que si certains de ces prélats ne résidaient que peu dans leur diocèse, qu'ils avaient en « commende », ils n'y étaient pas moins fortement attachés. Presque tous d'ailleurs prirent le soin d'y être représentés ou assistés par des vicaires généraux italiens.

Mais c'est surtout Agen qui fut, à cette époque, le centre de l'influence italienne. Si nous compulsions la liste des prélats qui occupèrent le siège épiscopal d'Agen, nous découvrons, dès 1438, un Giovanni Borgia (1438-1461) et parmi ses successeurs les noms italiens dominant ; Pierre Bérard (1461-1477) Galazzo Della Rovere (1478-1487) Léonardo Grosso Della Rovere (1487-1518) Jean, cardinal de Lorraine (1538-1550) Matteo Bandello (1550-1554) Giano Fre-goso (1555-1586).

Ainsi, durant 150 ans, à part deux interruptions, des évêques italiens se sont succédé sur le siège de Saint-Caprais. Certains d'entre eux ont marqué profondément leur passage. Tel, Léonardo Grosso, neveu de Sixte IV, qui fut reçu solennellement à Agen en 1492 et qui fut plus tard connu sous le nom de cardinal

d'Agen. Il embellit la cathédrale Saint-Etienne et il fit bâtir la tour d'Hautefage. Tel encore Matteo Bandello, figure fort curieuse : né à Castelnovo (Milanais) en 1480, il entra tout jeune dans l'ordre des Dominicains. En 1525, il fut obligé de fuir sa patrie et il vint rejoindre les Fregoso que la prise de Gênes, trois ans plus tôt, avait chassés en Agenais. François 1^{er} s'intéressa à lui et le fit nommer évêque d'Agen. En 1554, il se retira au château de Bazens. Fin lettré, érudit délicat, il y écrivit une série de contes à la manière de Boccace, qui méritèrent de son historien cette remarque que si l'italien y était très pur, les sujets traités l'étaient beaucoup moins...

Au demeurant, invasion bienfaisante pour la Gascogne, car ses évêques apportèrent avec eux le goût du beau, ils favorisèrent les arts, encouragèrent les études et développèrent le mouvement de la Renaissance. Ce fut l'un d'eux, Galazzo Della Rovere, qui décida Scaligger à venir s'établir près de lui. Scaligger épousa une Française et son fils, le célèbre philosophe, naquit à Agen, dans la propriété que son père avait achetée aux portes de la ville et à laquelle il avait donné le nom de « Vérone » qu'elle a gardé jusqu'à nos jours.

Mais les Scaligger ne furent pas les seuls Italiens à se fixer en Agenais. D'autres familles fuyant les troubles de leur pays les imitèrent et la Gascogne reçut alors, non pas comme aujourd'hui, une immigration de travailleurs, mais une infiltration d'intellectuels et d'artistes italiens. Il est curieux de constater, qu'à la même époque, des banquiers lombards

ou gênois qui tenaient des comptoirs à Toulouse, à Agen, à Bordeaux, eurent tendance à rester dans les villes où ils avaient fait leur fortune, comme ce Giralamo. Bandinelli, d'une famille de Sienne, qui obtint à Toulouse, en 1535, de lettres de naturalité.

D'autre part, il faut se rappeler l'état lamentable, dans lequel se trouvait la Gascogne au xvi^e siècle.

Les dernières guerres de religion avaient ravagé tout le pays. Des villages entiers avaient été brûlés, les bastides menaçaient ruine ; les habitants avaient fui. La détresse était plus grande qu'après la guerre de Cent ans, s'il faut en croire ce précieux témoignage que renferment les archives municipales de l'Isle-Jourdain : « à cause de la guerre et de la famine, presque la moytié du puble est mort, leurs parens et enfans si bien qu'ils ne trouvent personne pour leur succéder, que leurs biens sont incultes et en friche, et leurs maisons démolies, le reste du puble que Dieu y a conservé, sont sy nécessaireux qu'il n'ont moien faire travailler la moytié de leurs biens (1)... »

Et cependant la Gascogne devait se relever rapidement. D'où est venue pour elle la Renaissance ? Pour partie de ces personnages italiens, prélats et marchands qui par l'influence morale qu'ils ont exercée, par les richesses qu'ils ont apportées, ont rendu la confiance aux habitants des villes et ont permis aux paysans de connaître à nouveau la prospérité. Il est vraisemblable que c'est à la même époque que fut introduite en

1 . *Revue de Gascogne*, 1914, p. 199.

Gascogne la culture du mûrier qui depuis longtemps était pratiquée en Italie.

Ce précédent méritait d'être rappelé. Il explique l'affinité qui s'est manifestée au ^{xx}^e siècle entre Gascons et Italiens. Beaucoup d'Agenais ont du sang italien dans les veines ; car loin de revenir dans leur pays natal, les immigrants du ^{xvi}^e siècle ont été assimilés par la population indigène, la fertilité du sol, la douceur du climat, et trois siècles plus tard, c'est à peine si on peut retrouver deux ou trois familles qui se souviennent de leur origine italienne. Mais ce sont là considérations historiques. Pour nous, il nous suffit que la transfusion du sang italien ait contribué déjà une fois à régénérer la Gascogne.

CHAPITRE IV

Les Italiens émigrés en Gascogne peuvent être répartis en quatre catégories : maîtres-valets, métayers, fermiers et propriétaires.

I. — Les maîtres-valets.

Le nom a un parfum d'ancien régime, de corporations, de hiérarchie. — Le maître-valet est un salarié qui se loue — lui et sa famille — pour toute une année chez un propriétaire qui exploite directement, « à sa main », comme on dit en Gascogne. — Il est logé dans les bâtiments de la ferme, les « communs » du château. Il reçoit un salaire mixte : 1^o une somme d'argent, qui en 1924 était de 1.800 francs par an et qui en 1927 a atteint 4.200 francs ; 2^o des avantages en nature : 500 litres de vin, un jardin potager, et une proportion variable des produits de la basse-cour. Les femmes et les enfants sont payés à la journée, suivant les usages locaux.

Depuis la guerre, il était impossible de trouver des maîtres-valets. L'emploi avait mauvaise presse. Seuls, les paresseux, disait-on, acceptaient d'enchaîner leur liberté. En fait, à part quelques vieilles familles, atta-

chées par tradition au domaine sur lequel elles avaient toujours vécu, personne ne voulait plus se louer comme maître-valet.

Les familles italiennes, trop pauvres pour reprendre une métairie ont accepté de le devenir provisoirement ; car, dès qu'elles ont réalisé quelques économies, elles cherchent immédiatement une métairie. Du moins, ont-elles fait un excellent apprentissage auprès d'un propriétaire qui les a initiées aux usages du pays et il eût été souhaitable que les petits émigrants aient tous eu la patience de passer par ce stage salutaire.

Mais sur ce point, l'immigration italienne n'a pas résolu la question de main-d'œuvre, et déjà, les propriétaires de la plaine de Toulouse, qui emploient surtout des maîtres-valets, sont obligés de rechercher des Russes et des Tchéco-Slovaques.

II. — Les métayers.

Ce sont les plus nombreux. Les propriétaires gascons les ont accueillis avec joie. Car ou bien ils ne trouvaient plus personne pour s'installer chez eux, ou bien les métayers français exigeaient des conditions impossibles. C'est ainsi que les métayers du Lot-et-Garonne, excités par le député communiste Renaud Jean, s'étaient syndiqués pour supprimer toutes les corvées et redevances, prélever les deux tiers des récoltes et de tous les bénéfices, en laissant aux propriétaires la charge entière des impôts et des prestations (1). Les Italiens

1. Le règlement établi par la Fédération de Défense Paysanne du Lot-et-Garonne qui avait fixé ces conditions, portait cette menace

ont déjoué ces projets révolutionnaires et ce n'est pas le moindre service qu'ils ont rendu à la Gascogne. Le but était d'ailleurs moins de faire le bonheur des métayers que de déposséder les propriétaires. M. Renaud Jean se disait que les terres seraient plus faciles à prendre, le jour où leurs possesseurs renonceraient à les défendre (2).

Connaissant cette situation, on ne s'étonne plus de l'accueil chaleureux que firent aux familles italiennes les propriétaires gascons. Ils découvraient en elles des métayers, travailleurs, courageux, sobres, dociles et polis, comme depuis longtemps ils n'en trouvaient plus... La ferme et le château confondent en Gascogne leurs bâtiments. Propriétaires et métayers vivent côte à côte — et le propriétaire apprécie autant les attentions que le métayer lui témoigne au cours de l'année que les sacs de blé ou les barriques de vin qu'il lui remet à la fin d'une campagne. — Aussi, nombreux furent les propriétaires qui facilitèrent l'installation de leurs métayers italiens, soit en leur consentant des avances,

significative : « Si, à l'expiration du bail, alors qu'il a nettement conscience de n'avoir pas démérité et de posséder des capacités non diminuées, le métayer se voit refuser le renouvellement de son bail pour la seule raison et sous le seul prétexte qu'il est membre d'un Syndicat, la Fédération de Défense paysanne mettra à l'index la propriété et portera les faits et gestes du propriétaire à la connaissance de ses adhérents. »

Le propriétaire en arrivait à ne plus être maître chez lui.

2. Lire à ce sujet *La Propagande communiste dans les milieux ruraux*, J. M. Ricard. Comité républicain du Commerce et de l'Industrie, 1, place de Valois.

soit en leur fournissant les meubles et le linge dont ils manquaient.

Les marques de déférence qui leur furent témoignées, firent trouver aux propriétaires moins dur d'être obligés de rebâtir leurs métairies, car les Italiens se sont montrés plus exigeants que les paysans français, sous le rapport de l'hygiène. Ils ont réclamé une maison confortable et assez grande pour loger toute leur famille. Il est vrai que, dans certaines « bordes » de Gascogne, aux murs de torchis, au sol de terre battue, les gens n'étaient pas mieux logés que les bêtes. Améliorer le logement n'était pas un luxe, mais une nécessité. Car pour retenir le paysan à la terre, il faut lui assurer un minimum de confort.

Toutefois, il est surprenant que ce souci de l'hygiène n'entraîne pas chez les Italiens un plus grand amour de la propreté. Les enfants vont pieds nus et s'ils ont souvent des yeux de « bambino », leurs jambes et leurs mains valent celles de leurs petits compatriotes de Naples — où il pleut si rarement.

* * *

Il restait à déterminer les conditions du contrat. Pour éviter les difficultés et les chicanes, il importait de préciser les droits et les obligations de chacun. Le Bureau de la main-d'œuvre du Gers prit l'initiative de rédiger un contrat de métayage qui s'inspirait des cou-

tumes et des usages locaux. Ce contrat est devenu la loi des parties, dans la plupart des cas, et lorsque le Commissariat Royal de l'émigration a voulu, à son tour, établir un type de contrat, c'est à ce texte primitif qu'il a dû se référer pour la plus grande part.

Bureau Départemental de la Main-d'Œuvre Agricole du Gers

BAIL A COLONAGE PARTIAIRE

Entre les soussignés.....
demeurant à.....
d'une part

.....
Et M.....
cultivateur à.....
d'autre part

Il est convenu et arrêté avec promesse réciproque de l'exécuter de bonne foi.

M..... donne à titre de bail à colonage partiaire le domaine de.....
situé dans la commune de.....
à M..... qui déclare le connaître.

Le preneur cultivera le dit domaine avec sa famille composée de..... en bon père de famille sans y commettre dégradations ni malversations, ni souffrir qu'il en soit commis, il devra avertir le bailleur en temps utile de tous empiètements faits par des tiers.

Le bailleur se réserve expressément la direction générale de l'exploitation, par lui ou par toute personne qui lui plaira se substituer notamment pour le mode de culture et pour l'achat ou la vente des animaux.

Le preneur ne pourra faire aucun charroi rétribué pour autrui sous peine de tous dommages intérêts.

Il devra faire à ses frais tous travaux de culture et d'exploitation et consacrer à ces travaux tout le travail de lui-même et de son personnel, s'interdisant pour lui-même et pour son personnel le droit de travailler en dehors du domaine.

Le preneur ne pourra couper aucun arbre. Il aura seulement droit pour son chauffage et la cuisson des aliments des bestiaux, à l'élagage des haies précédemment élaguées, pratiqué en temps et saison convenables sous la direction et la surveillance du bailleur selon les usages du pays.

En aucun cas, celui-ci ne pourra élaguer sans autorisation expresse les arbres n'ayant jusqu'alors été élagués, de même, il ne pourra vendre du bois, ni emporter lors de sa sortie celui pouvant alors rester de sa provision, qui devient propriété du bailleur sans indemnité, à moins que le bois restant ne provienne d'achats faits de moitié, auquel cas, la part restant au métayer serait estimée et celui-ci indemnisé.

En cas d'insuffisance de bois sur la métairie pour le chauffage et la cuisson des aliments des bestiaux, le bois nécessaire serait acheté de moitié par le propriétaire et le métayer.

Les impôts fonciers sont payés en entier par le bailleur, quant aux prestations, elles sont à la charge exclusive du métayer, les assurances incendie, mortalité du bétail, grêle, seront payées de moitié par le propriétaire et le métayer.

Les récoltes en blé, avoine, maïs, pommes de terre, haricots, fèves, pois, vesces, graines de trèfle, luzerne, lotier et autres graines fourragères, celles des fruits se partagent par moitié.

Le preneur fait les vendanges, le raisin est porté par lui dans le chai du propriétaire où se fait le vin. La moitié du vin revient au métayer ainsi que la quantité de marcs nécessaire pour faire les piquettes de sa consommation familiale.

Le bailleur fournira le cheptel mort en bon état de travail, les réparations postérieures seront à la charge du bailleur et du preneur par moitié.

A l'entrée, il sera fait un état descriptif de ce cheptel et le preneur devra représenter ces mêmes instruments en bon état, ou tous autres que le bailleur aura acheté en cours de bail.

Le bailleur fournira le cheptel vif ; à l'entrée du preneur, il sera fait un état descriptif des animaux suivant le poids, l'âge, la robe, le sexe et la race. A la sortie du preneur, il sera fait

dans les mêmes conditions, un nouvel état de ce même cheptel et le preneur s'engage à laisser un nombre égal d'animaux de même âge, sexe, robe, poids et race que celui qu'il a trouvé à son entrée.

L'élevage chevalin et ovin seront pratiqués s'il y a lieu dans les mêmes conditions que l'élevage bovin.

L'élevage des porcs et celui de la volaille, dindons, pintades, oies, canards, sera fait à moitié fruit, c'est-à-dire que tous les achats d'animaux et de nourriture seront faits en commun et le produit de l'élevage partagé à moitié entre le preneur et le bailleur.

Pour la petite volaille, le preneur fait une rente de..... poulets et..... œufs.

Les fourrages, paille, litière seront consommés en entier sur le domaine à moins que d'accord avec le bailleur, une partie ne soit vendue. Dans ce cas, le métayer toucherait pour sa part la moitié du produit de la vente, avec ou sans remploi en engrais.

Le preneur prendra en charge les récoltes de foin et fourrages existants sur le domaine, il devra en laisser la même quantité à la sortie.

Pour le battage des céréales, le bailleur paiera moitié des frais de la machine à battre, les salaires et nourriture du personnel employé seront supportés par le preneur.

Les engrais employés dans les terres seront payés à raison de moitié par le bailleur et moitié par le preneur.

Le bailleur se réserve le droit de chasse et de pêche.

Tous les charrois pour l'entretien des chemins et les réparations aux bâtiments de la métairie seront assurés gratuitement par le preneur.

Si la propriété est semée à l'entrée du preneur, il devra la laisser dans le même état à sa sortie, dans le cas contraire, il lui sera délivré des semences qu'il devra laisser en s'en allant. — Pour tout ce qui n'est prévu au présent bail, les parties déclarent s'en rapporter à l'usage des lieux et à la loi.

Tout différend entre le bailleur et le preneur sera tranché par la juridiction ordinaire après un essai obligatoire d'arbitrage amiable du Bureau du Comité départemental de la Main d'œuvre agricole.

Le présent bail est fait pour une durée de 3, 6, 9 ans à par-

tir du..... les parties devant se prévenir six mois avant l'expiration de chacune de ces périodes de leur intention de le faire cesser.

Les comptes seront réglés chaque année au 10 novembre.

Fait en triple original dont un restera déposé aux archives du Comité.

A..... le..... 19....

Le bailleur prend à sa charge les impôts fonciers, fournit le cheptel mort en bon état de travail, paie la moitié des engrais et des frais de battage. Pour le cheptel vif, il est fait, à l'entrée du preneur, un état descriptif des animaux de travail et de croit, suivant le poids, l'âge, la robe, le sexe et la race. Le preneur s'engage à laisser un nombre égal d'animaux présentant les mêmes qualités. Si au moment du règlement de sortie, il laisse des animaux d'une valeur intrinsèque supérieure, il lui sera tenu compte de la moitié de cette plus-value, en prenant comme base les cours du dernier marché.

En Lot-et-Garonne, notamment dans le canton de Port-Sainte-Marie, est pratiqué un système de cheptel un peu différent, dû à M. Bivès. Ce système pose en principe que la valeur marchande des animaux de travail suit les oscillations des cours des animaux de boucherie : les bestiaux sont estimés à l'entrée et à la sortie par des experts : en regard du prix d'estimation, on inscrit le cours moyen du dernier marché de Bordeaux. A la fin du bail la valeur à l'entrée est multipliée par le rapport des cours du marché à l'entrée et à la sortie. On obtient ainsi la valeur théorique des animaux que

le métayer doit laisser sur la propriété pour que le bailleur retrouve un cheptel semblable à celui qu'il a donné. La différence de cette valeur théorique avec l'estimation de sortie donne l'augmentation ou la diminution qu'il y a lieu de partager :

Premier exemple. — Un maître qui, en 1912, aurait donné à un métayer deux paires d'animaux de travail, estimés 2.400 francs, le cours des bœufs de boucherie étant à ce moment-là de 40 francs les 50 kilogrammes, poids vif, aurait eu droit au moment où le prix des 50 kilogrammes poids vif était à 200 francs : à :

$$\frac{2.400 \times 200}{40} = 12.000 \text{ francs}$$

somme représentant à ce moment deux paires d'animaux de travail, équivalents à ceux qu'il avait donnés.

Deuxième exemple. — Au moment où le prix des 50 kilogrammes poids vif des bœufs de boucherie était de 200 francs, un métayer qui aurait pris deux paires d'animaux, estimés 12.000 francs, devra laisser à la sortie, si alors les 50 kilogrammes poids vif ne valent plus que 40 francs, un cheptel de :

$$\frac{12.000 \times 40}{200} = 2.400 \text{ francs}$$

somme qui, à ce moment représentera deux paires d'animaux équivalents à ceux qu'il avait pris.

Ce système qui a l'avantage de garantir le propriétaire contre la hausse des cours et le métayer contre la baisse, fut imaginé pour faire pièce aux métayers qui,

tentés par l'élévation constante des prix changaient chaque année d'exploitation pour réaliser la plus-value de leur cheptel.

Tous les produits sont partagés par moitié. Le propriétaire reçoit en outre une rente d'un certain nombre de poulets et de douzaines d'œufs.

Le bail est fait d'ordinaire pour une durée de trois, six, neuf ans.

Enfin, une clause particulière prévoit que tout différend sera soumis à l'arbitrage obligatoire du Bureau du Comité départemental. C'est un spectacle curieux que de voir se débattre devant un châtelain des environs, à l'esprit conciliant, un petit propriétaire gascon qui ruse avec son métayer lombard. L'un et l'autre ont l'air de ne rien comprendre quand l'arbitre leur demande de réduire leurs prétentions, et ils trouvent soudain, dès qu'ils sont sortis, une langue commune pour échanger, sur le palier, des injures bruyantes....., mais ils retourneront le soir, chez eux, dans la même voiture !

* * *

Il ne faudrait pas conclure de cet exemple que le contrat à l'année ait complètement disparu. Les cas en sont encore nombreux et la faute en est plus aux métayers qu'aux propriétaires. Le gascon est jaloux de son indépendance. Il restera toute sa vie dans la même « borde », mais il y restera volontairement, sans avoir

signé un « papier » qui lui semble plus lourd d'obligations que de profits.

Quand le contrat est à l'année ; il part de la Saint-Martin (11 novembre) ou de la Sainte-Catherine (25 novembre). Le congé se donne par huissier six mois auparavant. Le métayer qui sort doit revenir l'année suivante pour la récolte, ce qui est la source de bien des difficultés.

On ne peut que souhaiter, dans l'intérêt de tous et surtout pour le meilleur entretien des terres, que ces contrats de trop courte durée, aient tendance à disparaître. La terre ne rend que si on lui accorde certaines avances et le métayer qui ignore s'il sera encore là dans six mois, ne travaille pas avec le même cœur. En prolongeant les baux, on donne au colonage partiaire une stabilité dont il peut retirer les plus grands profits.

On a beaucoup critiqué le métayage. A notre avis, c'est une question de lieu et de circonstances. Dans un pays de petite propriété, comme la Gascogne, alors que les familles italiennes ne disposent pas toujours d'un capital d'exploitation suffisant pour devenir fermiers, le métayage peut rendre de grands services. C'est en somme une association entre le travail et le capital dont la valeur économique dépend des deux associés. Or, le colon italien s'est révélé travailleur acharné ; de plus, il est secondé par une nombreuse famille : si, de son côté, le bailleur accepte de l'initier aux méthodes culturales françaises et s'il veut bien prendre la peine de l'accompagner au début sur les marchés, pour l'aider à

tirer de ses produits le maximum, leur collaboration peut être très féconde.

C'est ainsi qu'on a pu voir des propriétaires qui se désintéressaient de leur domaine, y revenir d'eux-mêmes pour surveiller le travail de leurs métayers italiens et ne pas hésiter, le cas échéant, à leur consentir les avances nécessaires à l'achat de semences sélectionnées, d'engrais et de machines.

III. — Les fermiers.

Si l'Italien accepte le métayage, ses préférences n'en vont pas moins au fermage. Cela tient à deux raisons, d'abord, le métayage est assez rare en Italie et il surprend les habitudes du colon ; mais surtout l'Italien qui ne craint ni la peine, ni les privations, estime qu'il a plus d'avantages à payer un loyer et à garder pour lui tous les bénéfices de son travail.

En 1919, on ne trouvait en Lot-et-Garonne qu'un fermier pour sept métayers. Depuis l'arrivée des Italiens, le nombre des premiers a sensiblement augmenté au détriment de celui des seconds.

Les baux sont généralement de trois, six, neuf ans sur la base de 150 à 300 francs l'hectare. Des dispositions spéciales sont prises pour les terres en friche : le plus souvent, le fermage augmente par paliers, à chaque renouvellement. Quand le bailleur fournit en partie le capital d'exploitation : animaux, machines, semences, les fermages sont stipulés payables d'avance. Pour les cheptels vif et mort, la valeur en est fixée par

experts, à l'entrée en jouissance. Si la somme dépasse les disponibilités du locataire, il n'est pas rare de voir le propriétaire accepter d'être remboursé par échéances, en prélevant un intérêt pour la somme qui lui est due.

* * *

Ce sont surtout les grands domaines qui ont été afferlés et souvent, plusieurs familles se sont associées pour exploiter en commun, une propriété trop lourde pour une seule d'entre elles. L'exemple le plus curieux de ce communisme agraire, au bon sens du mot, est fourni par la colonie bergamesque, installée au nord de la station d'Aubiet, sur la commune de Blanquefort.

Il y a là un magnifique domaine de 500 hectares, propriété de la famille de Scoraille. Le père du marquis de Scoraille, l'avait exploité pendant longtemps lui-même, en entretenant, au château, la célèbre race des chiens bleus de Gascogne, et en faisant l'élevage des chevaux de sang. En 1913, il avait accepté d'annexer à son haras un dépôt de remonte de l'armée. Une vingtaine de pavillons, élégants d'allure, avaient été édifiés pour loger le personnel et les 400 chevaux. Des canalisations distribuaient l'eau en abondance. De vastes paddoks faisaient de cette installation moderne un de nos meilleurs dépôts de remonte. Après la guerre, la réduction de la cavalerie entraîna la suppression du dépôt du Brucka, et les bâtiments demeurèrent inutili-

sés..... Déjà le marquis de Scoraille redoutait d'être obligé, par le manque de main-d'œuvre, d'abandonner une partie de son domaine dont les cultures avaient été souvent primées dans les concours et les comices. On était à la fin de 1922 : quelques italiens avaient été signalés dans la région, mais le marquis de Scoraille ne songeait nullement à avoir recours à eux...

Au même moment, trois prêtres de Bergame, parcouraient la Gascogne, à la recherche d'un domaine assez grand pour y installer plusieurs familles. Ils vinrent au Brucka. Nulle part, ils n'avaient trouvé des bâtiments aussi vastes. Leur enthousiasme convainquit le marquis de Scoraille qui se décida à leur louer pour une durée de 18 ans, 320 hectares de terre labourable, 4 hectares de vigne, et 90 hectares de bois.

Bientôt arrivèrent à Blanquefort 14 familles, comprenant 167 personnes (au village, il n'y avait plus que 30 habitants).....

Ces familles ne sont pas des salariés. Elles ont constitué entre elles une société, en versant, pour la plupart, un apport de 10 à 20.000 francs entre les mains d'une banque de Bergame « Le Piccolo Credito ». La banque conserve la charge financière de l'entreprise : une commission, nommée par elle, vient chaque année faire une enquête sur les lieux. Tous les pouvoirs sont centralisés entre les mains d'un chef, M Milési, au nom duquel le bail a été passé.

Les produits sont partagés par moitié, une partie est acquise à la famille ; l'autre est remise à la société et sert à payer les frais généraux, les intérêts des avances

de la banque, et le fermage qui a été stipulé en nature, en prenant comme éléments les cinq principales sources de recettes : blé, vin, fourrage, viande de bœuf, et viande de veau. Pour les 90 hectares de bois une somme forfaitaire a été fixée et il a été convenu que le propriétaire désigne et surveille la coupe, limitée au vingtième, chaque année.

Ainsi, vis-à-vis du marquis de Scoraille, les 14 familles sont des fermiers, et vis-à-vis de la société, elles se trouvent dans la situation de métayers. Le but poursuivi est de parvenir à se passer du concours de la Banque, pour devenir uniquement une association de 14 fermiers exploitant en commun.

Il est encore trop tôt pour dire s'ils réussiront. Des essais semblables ont été tentés avec succès, paraît-il, en Italie. Jusqu'ici les familles du Brucka ont eu à faire face à de très lourdes charges financières. D'abord, comme beaucoup d'autres Italiens, elles ont été victimes de la hausse de la lire : lorsqu'elles ont emprunté les fonds de première mise en œuvre, 123 livres valaient 100 francs ; lorsqu'aujourd'hui elles doivent rembourser ou du moins payer les intérêts, le même billet de 100 francs ne vaut plus que 60 liras.

D'autre part, elles ont commis l'erreur de s'installer trop nombreuses sur le même domaine. Dans une métairie où il y avait autrefois trois travailleurs, doivent vivre aujourd'hui huit italiens. A trop augmenter le nombre des participants du même gâteau, on réduit à peu de chose la part de chacun.

Heureusement, M. Milési a vu le danger. Il a d'abord

annexé à l'exploitation une tuilerie destinée à absorber le surplus de main-d'œuvre. Puis il a repris des métairies voisines dans lesquelles il a placé quelques familles qui restent toutefois sous son contrôle financier et sous sa dépendance morale. Car tous les membres de la colonie du Bruka sont des catholiques fervents et leur foi commune est le secret de l'unité de leur groupement. Quand on a assisté un dimanche matin à la messe de Blanquefort, quand on a vu tous ces hommes et toutes ces femmes prier à haute voix tous ensemble, on ne s'étonne plus de la forte discipline, qui, seule, peut rendre possible une telle entreprise (1).

Nous devons signaler également un autre groupe qui occupe à La Testère, sur les bords du Gers, un domaine de 120 hectares : c'est là une seule famille qui comprenait à son arrivée 112 personnes. L'arrière grand-mère elle-même avait été déracinée à 93 ans. Comme à Blanquefort, certains ont dû essaimer aux environs. Quatre-vingt-onze cependant sont restés, alors que le village ne compte que quatre-vingts Français.

1. On peut citer des exemples du même phénomène, parmi les propriétaires. Ainsi, M. Larnaude, doyen honoraire de la faculté de Droit de Paris, nous signalait, en nous recevant trop aimablement dans son domaine de Hontambert, qu'il avait pour voisins cinq familles italiennes, comprenant en tout 23 personnes, exploitant en commun une terre de 60 hectares, sur laquelle vivaient autrefois 5 ou 6 travailleurs tout au plus. La consommation familiale arrive à absorber la meilleure part de la production.

IV. — Les propriétaires.

Il semble qu'il doive être facile de connaître le nombre d'hectares que possèdent les Italiens. La terre de France ne peut pas passer entre des mains étrangères sans que les Pouvoirs Publics ne s'en préoccupent et sans qu'ils en tiennent un minutieux contrôle... Or, il n'en est rien, et c'est là qu'on peut se rendre compte de l'insuffisance de notre organisation en face d'une immigration, non plus de salariés, mais d'exploitants, possesseurs d'un certain capital (1).

Dans le Gers, le Préfet, sollicité par une voix très autorisée, a fait procéder à une enquête avec beaucoup de soin et de persévérance. Le rapport qu'il a présenté au Conseil Général lors de la session de septembre 1926, nous apprend qu'au 1^{er} janvier 1926, le nombre des hectares possédés par des étrangers s'élevait à 17.178, soit 2,74 % de la superficie totale du département. De ce chiffre, les Italiens possédaient environ les deux tiers. Lors de la session de mai 1927, le Préfet du Gers a complété ces premières indications : « D'après les renseignements qui m'ont été fournis par les services de l'Enregistrement, 102 ventes de biens

1. En 1922 une enquête avait été faite par *La Main-d'œuvre agricole*, publication de la Société française de Protection de la main-d'œuvre agricole, sur les agriculteurs étrangers en France. Cette enquête avait relevé dans la Haute-Garonne un Italien, propriétaire; dans le Lot-et-Garonne 2; dans le Tarn-et-Garonne, 2 et 3 locataires; dans le Gers, 3 propriétaires et 3 locataires. C'était alors le début de l'immigration.

ruraux ont été consenties à des étrangers en 1926 ; ces ventes portent sur une superficie de 3.130 hectares dont la valeur atteint 6.442.005 francs. Par contre, dans la même période, 57 propriétés, possédées par des étrangers, ont été revendues à des Français, portant sur une superficie de 2.189 hectares dont la valeur atteint 3.415.710 francs. Le chiffre total d'hectares possédés par les étrangers était donc au 1^{er} janvier 1927 :

$17.178 + 941 = 18.119$ hectares, soit 2,89 % de la superficie totale du département ».

Cette enquête est venue à point rassurer les esprits troublés par le chiffre de 40 % qui avait été jeté dans une retentissante campagne de presse.

Dans le Lot-et-Garonne, une statistique de la Préfecture fixait, au 1^{er} janvier 1927, à 1832 le nombre des Italiens propriétaires de 8.984 hectares, c'est-à-dire 1,68 % de la superficie totale, alors que les fermiers et métayers exploitaient 12.456 hectares.

Pour la Haute-Garonne, nous ne possédons aucun renseignement. Les propriétaires italiens y sont nombreux dans l'arrondissement de Muret et dans la plaine de Toulouse. Le nombre d'hectares qu'ils possèdent doit être voisin de celui du Gers.

Pour le Tarn-et-Garonne, malgré l'activité et l'intelligence avec lesquelles le Chef de Cabinet dirige le service des étrangers, nous ne pouvons fournir qu'une statistique dressée par la Gendarmerie au 1^{er} janvier 1926 et qui fixait alors à 299 le nombre des Italiens propriétaires.

Ces renseignements sont manifestement incomplets. Toutefois, après une enquête à travers toute la région, ils suffisent pour nous confirmer dans cette conclusion que c'est principalement dans le Gers et dans la Haute-Garonne que les Italiens ont acheté. Cela tient à ce que la propriété est beaucoup plus morcelée dans le Lot-et-Garonne et dans le Tarn-et-Garonne. Les petits cultivateurs qui bornaient leur ambition à être métayers ou fermiers, se sont portés de préférence vers ces deux derniers départements, tandis que leurs compatriotes qui cherchaient à se créer un capital foncier, ont acheté dans le Gers et dans la Haute-Garonne de vastes propriétés, dont l'importance rendait la vente très difficile (1).

Il ne faut pas d'ailleurs se faire d'illusions sur les chiffres fournis par l'Administration de l'Enregistrement ; ils n'englobent pas toutes les mutations. En effet, beaucoup de capitalistes de Turin et de Milan, entraînés à leur tour par ce rush vers la Gascogne, n'ont acheté que pour spéculer. Alors que l'hectare valait en Italie 25.000 liras, ils trouvaient là des domaines à 1.500 francs l'hectare. Ils ont acheté de la terre comme d'autres des actions de la Royal Dutch ou du Suez, se disant que, sous l'afflux des demandes, les prix monteraient et qu'à ce moment-là ils revendraient avec bénéfice. Pour ne pas payer de droits, ils ont passé un acte sous seing privé non daté, échappant

1. Le missionnaire italien d'Auch évalue à 8.500 les Italiens installés dans le Gers : $\frac{1}{3}$ comme propriétaires, $\frac{1}{3}$ comme domestiques, $\frac{1}{3}$ comme fermiers, $\frac{2}{3}$ comme métayers.

ainsi au contrôle de l'Enregistrement. La pratique s'est généralisée depuis la loi du 3 août 1926 qui a frappé d'une taxe supplémentaire de 7 % la première mutation d'immeubles, à titre onéreux. Lorsqu'un Italien achète aujourd'hui un domaine, il passe avec son vendeur un acte sous seing privé non daté ; il paie et il attend la réduction des droits, si bien qu'on en arrive à cette conclusion paradoxale que le jour où les droits de mutation seront abaissés, les recettes de l'Enregistrement doubleront immédiatement, car l'Administration récupérera alors toutes les sommes qui ont fui devant un impôt au taux prohibitif.

* * *

Les capitalistes de Turin et de Milan ont eu raison. Une des premières conséquences de l'immigration a été de faire monter rapidement le prix de la terre. En 1914 l'hectare en côteau, dans le Lot-et Garonne, valait en moyenne 700 francs, en plaine, de 2 à 3.000 francs. Il vaut aujourd'hui de 3 à 4.000 francs en côteau, de 10 à 12.000 en plaine. La différence s'explique par ce fait que les terres d'alluvions des vallées de la Garonne et du Lot sont de plus en plus recherchées pour les cultures maraîchères et fruitières qui donnent de gros profits. Mais plus significative est la hausse rapide des terres de côteaux qui, en 1921, n'avaient plus d'amateurs. Or, elles valent à l'heure actuelle proportion-

nellement plus cher que des terres supérieures en qualité comme celles de la Brie, par exemple.

Le meilleur exemple de la spéculation qui a atteint les mutations foncières, est fourni par un domaine de 90 hectares, situé dans la plaine de Toulouse, et qui, vendu en 1918, 80.000 francs, fut acheté par un Italien, en 1923, 300.000 francs et revendu par lui, en 1926, à un compatriote, 600.000 francs ; mais cette fois, le domaine n'a pas été payé comptant.

* * *

La plupart des Italiens qui ont acheté des propriétés, ont commis deux fautes : 1° Ils les ont payées trop cher ; 2° Ils les ont choisies trop grandes pour les capitaux dont ils disposaient ; et ils se sont trouvés devant ce dilemme : ou bien ne payer que partiellement et contracter des échéances très lourdes : ou bien verser la somme comptant, mais ne plus rien avoir comme fonds d'exploitation.

Il faut dire à leur décharge qu'ils ont été, à leur arrivée, la proie des marchands de biens. Ceux-ci s'étaient octroyé un tel monopole de fait qu'aucune vente ne pouvait se faire sans eux et que le propriétaire gascon, de gré ou de force, devait accepter leurs services. Ils se faisaient consentir une option pour un prix déterminé, puis c'était un jeu pour eux de trouver un acheteur à un prix plus élevé.

De ces trafiquants de terres, il en est venu de partout, d'Italie autant que d'ailleurs. Quand on quitte la gare d'Agen par le boulevard Carnot, on est saisi de trouver autant de cabinets d'affaires dont les vitrines disparaissent sous les annonces des propriétés à vendre. L'humble bien de famille de cinq hectares y voisine avec le grand domaine à château historique, en passant par tous les échelons intermédiaires. On croirait que toute la terre du département s'offre à l'étranger qui débarque.

Plus dangereux que les cabinets d'affaires ayant pignon sur rue et dont certains ont agi très honnêtement, furent les rabatteurs qui travaillaient librement. Dans le hall de l'hôtel, vous trouviez encore, l'an dernier, un personnage qui était là pour repérer les nouveaux arrivants. Il flairait et dépistait les étrangers en quête d'un domaine et dès le lendemain, il mettait sa Citroën à leur disposition. Il connaissait si bien la région, il avait l'air tellement désintéressé que l'étranger se laissait faire. Le plus souvent, il était roulé. Ignorant la valeur réelle de la terre, et ce qu'elle pouvait produire, s'embrouillant dans les différences de change, il traitait au prix fort et s'endettait pour longtemps.

Les Italiens ont accepté ces prix, parce qu'ils étaient habitués à payer la terre à un taux beaucoup plus élevé : de 15 à 25.000 liras, et quelquefois davantage. Un agent d'affaires leur offrait en Gascogne, 4.000 francs l'hectare, une propriété « cancello chiuso », « à porte close », comme ils disent joliment, c'est-à-dire avec le cheptel. Ils n'ont pas songé à comparer la valeur et le

rendement différents des terres d'Italie et de France, à apprécier le manque d'eau, le bétail insuffisant et trop âgé, à évaluer le temps nécessaire à remettre en pleine production un sol envahi par les mauvaises herbes. Ils ont traité, sans marchander, au prix qu'on leur demandait, comme un poisson avale d'un seul coup et l'hameçon et l'appât. De là sont venues pour beaucoup des déceptions d'autant plus dures que leur confiance avait été plus grande.

Aujourd'hui, les marchands de biens ayant vendu tout ce qui était à vendre, s'efforcent de provoquer des échanges. A les entendre, ce qu'ils offrent vaut dix fois ce que l'on tient et l'Italien qui devrait pourtant être instruit par l'expérience, se laisse encore prendre à leurs paroles dorées. Ces excès, complaisamment reproduits dans la presse italienne, ont certainement détourné de la Gascogne d'excellents éléments qui s'apprêtaient à y venir.

Enfin, il faut tenir compte de ce que certains Italiens qui avaient acheté de grands domaines, étaient souvent mal préparés par leur passé, pour bien les gérer. Architectes, ingénieurs, avocats, ils avaient cru pouvoir se transformer impunément en agriculteurs. Or, l'agriculture est un métier qui ne s'improvise pas plus que les autres. Il faut, pour bien cultiver la terre, l'aimer et la connaître ; car les expériences coûtent d'autant plus cher qu'on ne peut en tenter qu'une par an. Ces intellectuels, agriculteurs par raison d'Etat, ont presque tous abandonné la partie et revendu leur domaine, souvent avec pertes.

* * *

Mais il n'y a pas que des individus qui ont acheté en Gascogne. Des sociétés se sont constituées pour mettre en valeur des domaines. Ainsi, à Toulouse, existe une Société Immobilière franco-italienne, qui exploite, avec l'aide de familles italiennes, une dizaine de propriétés. On a dit parfois que ces sociétés renvoyaient en Italie ces familles, au bout de deux ans, pour en faire venir d'autres. Nous ne l'avons constaté nulle part. Le fait a pu se produire, mais il semble tellement contraire à la bonne marche d'une exploitation que nous doutons que ces sociétés n'y aient point renoncé. Au lieu d'exploiter directement, elles afferment parfois leurs domaines. Le fermage comporte dans ce cas une redevance fixe augmentée d'un pourcentage sur les récoltes. Cette application à l'agriculture de méthodes industrielles et financières nous laisse sceptique, quant aux résultats, et nous n'avons pas été surpris de voir cet été, les banques italiennes qui avaient subventionné largement, à l'origine, ces entreprises, commencer à s'effrayer du chiffre des avances consenties, par rapport aux bénéfices réalisés. En agriculture, il ne suffit pas d'avancer dix pour que la terre produise immédiatement et mathématiquement vingt.

CHAPITRE V

Lorsqu'on interroge les présidents des Associations agricoles du Sud-Ouest sur les résultats économiques obtenus par les Italiens, tous reconnaissent que les colons italiens n'ont pas ménagé leur peine, mais qu'ils ont commis la faute de croire la Gascogne d'une fertilité inépuisable, comme si elle était une terre du Nouveau-Monde. Leur confiance était si grande qu'ils reprochaient volontiers aux indigènes de n'avoir pas su en tirer profit. Les Gascons les laissèrent parler et attendirent la première récolte.

Les Italiens avaient repris pour la plupart des domaines abandonnés, ou des terres négligées... Ils ont arraché les ronces, ramassé les cailloux, relevé les toits, creusé des puits, labouré et défriché sans relâche. Levés avant le jour, ils ne s'arrêtaient que lorsque la nuit était complètement venue. Après une année d'efforts, leur métairie était méconnaissable : elle était ressuscitée.

Les résultats étaient d'autant plus surprenants qu'ils n'avaient pas usé de machines. En Italie, cultivant de faibles étendues, la bêche leur suffisait. Ils ont cru pouvoir agir de même en Gascogne, dans un domaine vingt fois plus grand. Pendant que le père labourait avec une vieille charrue, la femme et les enfants bê-

chaient et piochaient de leur côté. Sans leur famille nombreuse, les Italiens n'auraient pas pu mener à bien leur tâche et il faut avoir vu une de ces familles en plein travail pour comprendre le sens de la réponse de ce métayer auquel on demandait comment il était parvenu à remettre en culture un domaine de 15 hectares de friches et qui montrait simplement ses six enfants et ses mains.

Il est juste de reconnaître également que les métayers et les fermiers n'ont pu surmonter les difficultés de la première année qu'en s'imposant une nourriture très frugale, où les pommes de terre alternaient avec la « pollenta ».

Les premières récoltes devaient cependant leur causer de grandes déceptions.

Des conditions atmosphériques défavorables y ont certainement contribué. Mais, la véritable raison est que les Italiens, méconnaissant les usages du pays qu'ils traitaient de préjugés, ont voulu cultiver exactement de la même façon qu'en Italie. Venant de plaines très fertiles et très riches, comme la vallée du Pô, ils ont voulu appliquer aux côteaux de Gascogne les méthodes de culture intensive qui réussissaient chez eux. Délaisant la polyculture, ils ont prétendu ne faire que des céréales : du blé et du maïs. Les résultats furent désastreux pour beaucoup. Du moins l'expérience leur apprit-elle qu'ils avaient tort de passer outre à des habitudes que le temps avait prouvées les meilleures et les plus sûres.

Un professeur à la Faculté de Droit de Pavie, M. Cic-

cotti qui, proscrit politique, cultive près d'Agen un beau domaine, nous disait : « Les usages ont une raison. Ils renferment une part de vérité. Ceux qui ont su conformer leurs méthodes aux usages, ont réussi. Les autres qui se sont entêté dans leurs habitudes ont échoué. Mais dans toute lutte, il en est ainsi. Il faut que les inaptes succombent ».

* * *

La diversité de production est en Gascogne une garantie contre les dommages que les conditions climatiques d'une année peuvent causer ; car il est bien rare que toutes les cultures aient à souffrir à la fois. Les brouillards fréquents qui gênent la fécondation du blé, favorisent les récoltes de primeurs. Les pluies d'été parfois torrentielles, qui abîment la fenaison ou amènent la verse des blés, sont bonnes pour les tabacs et les arbres fruitiers ; les pluies d'automne qui retardent les semailles, augmentent le rendement des racines. La polyculture est une assurance contre les caprices du climat et en Gascogne, elle est une nécessité.

Le blé semblait aux Italiens d'un rendement plus certain et plus rapide que la vigne, les arbres fruitiers et l'élevage. Ils ont défriché des prairies pour semer du blé. Les ravages du vent « d'autan » (vent du sud-est qui, lorsqu'il souffle en juin, au moment où les blés sont en fleurs, réduit parfois de moitié la récolte) leur ont ouvert les yeux. Ils se sont rendu compte de l'utilité

de diviser les risques et leur persévérance leur a permis de réparer assez vite les pertes des premières années.

A l'heure actuelle, ils s'adonnent à toutes les cultures du Midi et ils pratiquent le même assolement que les Français (blé, trèfle de Lodi (deux ans), maïs). Très peu font des primeurs ; quelques-uns ont tenté avec succès la culture des fleurs médicinales et déjà dans des Concours agricoles et des Comices, des Italiens, métayers, fermiers ou propriétaires, ont été récompensés pour l'excellence de leurs cultures.

On peut dire qu'au point de vue culture et production, les Italiens sont maintenant acclimatés.

* * *

On a prétendu parfois qu'ils avaient amené avec eux des animaux. Le fait est exceptionnel. Ils ont préféré adopter les races du pays. On peut sur ce point leur reprocher de soigner assez mal leurs bêtes. Ils exigent de leurs vaches trop de travail et nuisent ainsi au succès de l'élevage. Or, les produits de la « grange » sont à l'heure actuelle, une source de revenus importants et il est à espérer que les Italiens comprendront rapidement qu'ils doivent adopter une manière d'agir plus conforme à leurs intérêts.

Si les Italiens n'ont pas introduit en Gascogne des races nouvelles, ils y ont apporté par contre, des variétés de céréales, notamment un maïs qui donne de très bons résultats et que les Gascons eux-mêmes com-

mencent à rechercher. Les variétés de blé qu'ils sèment de préférence sont le Todaro n° 48, l'Ardito et surtout le Carlotta Strampelli. En Italie l'Ardito, semé en octobre, vient assez vite pour qu'on sème du maïs après lui et qu'on amène ce maïs à graines. C'est ainsi que M. Bonomelli, cultivateur aux environs de Toulouse a pu, en 1926, récolter l'Ardito le 10 juin ce qui lui a permis de vendre son blé nouveau au prix de l'ancien. Après irrigation, il a semé du maïs qu'il a récolté dans de très bonnes conditions, en novembre.

C'est en effet un phénomène curieux que les propriétaires italiens n'aient pas hésité à entreprendre immédiatement de grands travaux d'irrigation destinés à fertiliser leurs domaines.

M. Paon, Directeur du Service de la main-d'œuvre et de l'Immigration agricoles, a fourni sur ce point à l'Académie d'Agriculture des renseignements très intéressants : « M. Casati, cultivateur originaire de Lombardie, a acquis en avril 1924 le domaine de Soulancé, abandonné depuis plusieurs années et dont les terres étaient complètement en friche.

« Ce domaine sis à 60 kilomètres de Toulouse comporte 125 hectares dont 60 en prairies naturelles ou artificielles. Le premier soin de M. Casati fut de profiter de la proximité relative du canal de Saint-Martory pour organiser l'irrigation de ses terres.

« Une canalisation en ciment armé de 1 mètre de diamètre et de 1.147 mètres de longueur lui amena l'eau du canal.

« Cette construction nécessita une dépense de

160.000 francs. Un réseau de canaux de distribution fut ensuite tracé sur tout le domaine... Pour mesurer l'importance des travaux entrepris, il suffit d'indiquer qu'à une certaine époque 160 ouvriers terrassiers étaient occupés sur le domaine de M. Casati.

« En effet, M. Casati, en vrai cultivateur lombard, ne conçoit pas la culture sans eau, là où l'eau existe tant soit peu, et nous avons retrouvé cette science et cet amour de l'irrigation chez la plupart des Italiens installés dans la région.

« Les résultats obtenus sont remarquables et c'est avec juste raison qu'il pouvait répondre à notre question relative aux limites de son domaine : « Là où ce n'est plus vert, le terrain n'est plus à moi »

« Son excellent exemple, qui a laissé sceptiques, au début, les cultivateurs de la région, est maintenant suivi, et, dans un domaine voisin, la tranchée est ouverte pour organiser l'irrigation.

« Les prairies de M. Casati se composent de prairies naturelles et de pièces de trèfles de Lodi.

« Toutes les prairies sont enrichies par des composts spéciaux constitués à l'aide de mottes herbues prélevées dans les parties hautes ou bossuées qu'il convient d'aplanir. A ces mottes on mélange le fumier des étables et on arrose du purin. On l'épand en hiver ou au printemps.

« Dans ces prairies qui donnent une herbe particulièrement riche en légumineuses et très nutritive, on arrive à faire de cinq à huit coupes par an, ce qui permet à M. Casati d'entretenir une étable de

150 vaches laitières. Il espère même arriver, lorsque ces prés seront en parfait état à nourrir 250 bêtes à cornes. Ses méthodes sont la transplatation pure et simple des méthodes lombardes qui permettent l'entretien sur la ferme d'un nombre d'animaux inusité en France.

« A Soulangé également, M. Casati a tenté en 1925 sur 5 hectares un essai de culture de riz. La variété dite « précoce » donna d'excellents résultats qui engagèrent M. Casati à renouveler la tentative en 1926 sur une superficie plus grande. Le rendement obtenu fut de 45 quintaux à l'hectare et le prix de vente à Marseille fut de 280 francs les 100 kilos, le grain étant livré non décortiqué.

« Le champ du culture, de préférence une terre maigre, doit être parfaitement nivelé et entouré d'un bourrelet de terre susceptible de retenir l'eau d'une façon permanente sur la surface à cultiver. L'époque des semailles est comprise entre le premier et le 10 avril. Une épaisseur constante de trois doigts d'eau doit recouvrir le terrain. Le sol est asséché dix jours seulement avant la récolte qui a lieu en septembre-octobre. Le riz est fauché, séché et battu comme le blé. Il peut être fait quatre ou cinq récoltes consécutives sur le même terrain. »

* * *

Mais plus encore que d'avoir démontré que le riz peut pousser en Gascogne, nous devons être reconnais-

sants aux Italiens de leurs efforts pour remettre en honneur la culture du mûrier.

Le temps n'est pas si lointain où l'industrie séricicole était une des grandes richesses de nos contrées méridionales. Au siècle dernier, les marchés de cocons à Montauban, Lavaur, Guitalens et Toulouse approvisionnaient largement plusieurs importantes filatures de la région. Il en fut ainsi jusqu'au jour où la maladie de la « Pébrine » vint décimer les chambrées de vers à soie.

Les éleveurs, angoissés, appelèrent à leur secours Pasteur. Le grand savant put isoler le terrible corpuscule et, avec une admirable déduction, il indiqua le moyen d'obtenir des semences saines. On peut dire qu'en 1873, le mal était vaincu.

Mais la production mondiale des cocons devint de plus en plus grande au point de dépasser les besoins des soieries et, tandis que la main-d'œuvre devenait plus chère et plus rare, le prix des cocons baissait si bien que les agriculteurs ne trouvant plus cette industrie, rémunératrice, renoncèrent peu à peu à l'éducation des vers à soie.

Les filatures de Gascogne disparurent les unes après les autres et, en 1914, la dernière, celle de Villebourbon, ferma ses portes.

L'industrie séricicole avait vécu. Il n'en restait plus que le souvenir... et quelques vieux mûriers, le long des chemins. Ce sont ces vieux mûriers, que les Italiens ont découverts et ce sont eux qui leur ont donné l'idée de planter de nouveaux pieds. Dans la

région de Montauban, 26.000 pieds ont été plantés en 1925, 50.000 en 1927.

Lé Dr Bruno Bonotto, a même pris l'initiative de créer à Toulouse, 67 Allées Jean-Jaurès, un Institut séricicole destiné à encourager la culture du mûrier. L'Italien du Nord qui aime passionnément l'élevage du ver à soie, ne demandait qu'à se laisser convaincre, car il sait que la vente des cocons est, pour le petit agriculteur « une pluie d'été ». La vente se fait en mai ou en juin, alors qu'il n'a encore rien récolté, et qu'à cette époque de l'année, la moindre recette est pour lui appréciable.

Le Dr Bonotto, Ingénieur agricole, actif et intelligent, s'est chargé de la vente des cocons. En 1926, il fut vendu, par ses soins, trois mille kilos de cocons, à raisons de 30 à 40 francs le kilo. En 1927, 90 éducateurs arrivèrent au total de 7.000 kilos. Malheureusement la soie est une marchandise internationale, directement influencée par les changes. De plus, la crise économique a fait baisser les prix à 18 et 20 francs le kilo. Avec des cours aussi bas, les éducateurs qui ont dû assumer de gros frais de plantations et de mise en état, ne peuvent réaliser aucun bénéfice. Certains parlent déjà d'abandonner, pour se tourner vers des cultures plus rémunératrices, et nous estimons que le Gouvernement agirait sagement en accordant une surprime à tous les éducateurs de Gascogne. Car la prime actuelle, qui est de 0,60 par kilo, est manifestation insuffisante.

Venir en aide aux premiers éducateurs, c'est mul-

tiplier rapidement leur nombre, et la France, tributaire pour les cocons, de l'Orient et de l'Italie, a le plus grand intérêt à produire sur son sol la matière première nécessaire à son industrie. La dépense sera d'ailleurs de courte durée. Deux années de bons résultats peuvent permettre avec un faible travail, de gagner plusieurs milliers de francs. L'exemple décidera tous les Italiens à se mettre à l'œuvre et il entraînera peut-être leurs voisins français, alléchés par les bénéfices réalisés.

Comme le disait dans un article de *La Voce dei Campi* M. Vidal-Marty, Doyen des anciens filateurs de la région : « Le champ d'action est là. Il ne reste qu'à trouver des hommes de tête et bonne volonté pour réussir. » Les hommes de bonne volonté ne manquent pas. Il importe au Gouvernement de les aider.

Devant la renaissance d'une industrie autrefois si prospère, on ne peut s'empêcher de songer à Sully qui introduisit en France la culture du mûrier, et à Colbert qui appela des ouvriers italiens pour initier ses compatriotes à cette industrie nouvelle. Nous n'avons plus aujourd'hui ni Sully, ni Colbert. Mais si les Italiens viennent d'eux-mêmes faire revivre dans le bassin de la Garonne l'élevage des vers à soie, devons-nous nous en plaindre ?

Un tel mouvement devrait être, non seulement favorisé, mais subventionné.

* * *

Si l'on s'en tient au terrain économique, l'immigration italienne apparaît pour la Gascogne comme un bienfait et une source de richesses.

Certains ont accusé les nouveaux propriétaires de s'être livrés à des coupes abusives de bois. Le préfet du Gers a demandé au Service des Eaux et Forêts de procéder à une enquête minutieuse. Il a été constaté au cours de cette enquête, qu'aucun défrichement direct ou indirect n'avait été commis. Ce qui a pu émouvoir l'opinion publique, c'est la disparition des chênes séculaires qui étaient comme le panache de chaque métairie de Gascogne, ou même de ces vieux arbres isolés, conservés jusque là par les anciens propriétaires pour la beauté du paysage, pour les souvenirs qu'ils évoquaient et pour la physionomie particulière qu'ils donnaient à la propriété. « Les nouveaux propriétaires, dit le Préfet du Gers, soustraits aux souvenirs du passé, n'ont considéré que le présent et en abattant des arbres centenaires, ont entendu récupérer une partie de leur mise de fonds. » L'excuse des Italiens est en effet qu'ils ont acheté très cher et qu'ils ont cherché à tirer de leurs domaines le maximum de revenus.

Toute résurrection se paie. La Gascogne eût pu payer la sienne plus cher que de quelques têtes de chênes. En 1921, elle mourait du manque de main-

d'œuvre. Les propriétaires ne trouvaient plus de métayers ; les métayers ne trouvaient plus de domestiques et si toutes les terres n'étaient pas abandonnées, elles étaient toutes négligées : la thuie et la ronce couvraient les prés de plaques lépreuses. Dans les villages, les toits s'effondraient... Les Italiens sont venus. Ils ont rebâti les maisons, repeuplé les villages, et l'on voit encore sur la couverture des granges, les tuiles trop rouges qu'ils y ont mises. Ils ont semencé à nouveau les champs et là où il n'y avait plus que des genêts, se sont dorées les moissons. Les marchés ont repris leur animation d'antan. En un mot, les Italiens ont infusé à la Gascogne un sang nouveau qui l'a régénérée.

S'il fallait regretter quelque chose, ce serait moins la chute de ces bouquets de chênes que la disparition de ces vieilles familles, nobles ou bourgeoises, qui, en vendant aux Italiens châteaux et maisons, leur ont cédé avec la terre les traditions et l'avenir, au point qu'on peut se demander qui, demain, jouera dans ces campagnes le rôle social des élites ? Il faut souhaiter que les nouveaux propriétaires se pénétrant de l'héritage moral que leur ont légué les vieilles familles de Gascogne et qu'ils s'en montrent les dignes héritiers.

* * *

La commune de Montesquieu, à 16 kilomètres d'Agen, peut témoigner, à elle seule, de la renaissance écono-

mique de toute la région. Ses terres sont réputées depuis longtemps pour les abricots, les pêches et les prunes d'Ente. Malgré ces richesses naturelles, la population de la commune qui était de 1.300 en 1870 est tombée en 1920 à moins de 700. Les habitants avaient dû renoncer à cultiver tout le territoire ; les champs que les vieux, sans descendance, ne pouvaient plus travailler, demeuraient incultes. Aujourd'hui toutes les terres ont été remises en culture ; elles sont en pleine production grâce à l'installation de 300 Italiens. On constate même que leur ardeur a rendu courage aux indigènes. Il y a dorénavant entre eux et les nouveaux venus une sorte d'émulation. La commune a repris confiance en sa destinée.

Ce qui s'est passé à Montesquieu s'est reproduit dans beaucoup d'autres villages.

Les habitants, devant tant d'abandons, en étaient venus à prendre en horreur leur métier. Il leur semblait qu'ils étaient condamnés à faire ce que d'autres refusaient de faire. Ils ne voyaient plus ni la noblesse, ni les avantages du travail de la terre ; ils se croyaient serfs de la glèbe et ils traînaient en maugréant leur boulet. La venue des Italiens, les efforts qu'ils ont déployés, les résultats qu'ils ont obtenus, ont stimulé leur amour-propre et excité leur ardeur, si bien que nous sommes redevables aux Italiens, non seulement de ce qu'ils produisent eux-mêmes mais encore de ce qu'ils font produire aux autres.

A Montesquieu, précisément, un Italien affirma, en 1924, une propriété d'une vingtaine d'hectares pour un

loyer de 4.500 francs. Jamais un prix si élevé n'avait été consenti dans la région. Et les voisins de dire au nouveau venu qu'il avait été trompé, qu'il ne pourrait pas s'en tirer, qu'il était perdu. L'Italien eut la force de ne pas désespérer. Avec ses deux mules, il retourna et il ensemença tout son domaine. En 1925, il réalisa 25.000 francs de revenus, en 1926, il dépassa 35.000 fr. et ses voisins ont été les premiers à le féliciter quand il reçut, l'an dernier, une récompense au concours du Comice de Nérac.

De même à Léguevin (Haute-Garonne), un agriculteur qui faisait en Italie la culture des semences, a acheté en 1924 un domaine de 117 hectares qui n'était plus cultivé. Le jardin qui entourait autrefois la demeure avait disparu sous les mauvaises herbes. Avec l'aide de trois familles italiennes, il a remis entièrement la propriété en état. En 1927, il a récolté 2.000 sacs de blé et son exploitation mérite d'être citée comme modèle.

* * *

Dans les quatre départements du Gers, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne, la superficie des terres, dites « labourables », c'est-à-dire, occupées en majeure partie par des céréales, a tendance à augmenter depuis 1921. Nous ne connaissons, à l'heure actuelle, que les résultats de la statistique agricole de 1925, mais ils sont déjà significatifs.

	1913	1921	1925
Tarn-et-Garonne	224.160	195.720	205.190
Haute-Garonne	374.720	355.600	365.360
Lot-et-Garonne	276.220	255.390	254.780
Gers	367.530	336.160	334.180

D'autre part, les pâturages dont la superficie avait doublé de 1913 à 1921, retombent peu à peu à leur chiffre d'avant-guerre. Les Italiens, plus attirés par la culture des céréales que par l'élevage du bétail, ont remis en culture de nombreux espaces que le manque de main-d'œuvre avait fait convertir en prairies.

En résumé, l'immigration des colons italiens, qui était pour la Gascogne dépeuplée, une nécessité, a été pour elle un bienfait. Sans ces 40.000 Lombards et Frioulands, les terres qu'ils cultivent seraient en friche, le prix de la terre avili, les métayers de plus en plus exigeants, la main-d'œuvre de plus en plus rare et par conséquent la production agricole de moins en moins abondante.

CHAPITRE VI

Si heureux qu'aient pu être, au point de vue économique les résultats de l'immigration italienne, il ne faudrait pas hésiter néanmoins à la condamner, s'il était établi qu'elle présentât un danger pour la sécurité nationale. Que des familles étrangères viennent se fixer sur le sol de France, parce qu'il n'y a plus de place pour elles dans leur pays, nous l'acceptons volontiers. Les pertes de la guerre et la faiblesse de notre natalité nous obligent à rechercher hors de nos frontières un supplément de main-d'œuvre, et il vaut mieux recevoir des familles entières que des célibataires qui venus avec les oiseaux migrateurs, s'en retournent trop souvent avec eux. Mais le remède serait pire que le mal, si nous laissions ces familles se grouper, s'organiser, former des îlots ou des « colonies », réfractaires à l'influence du sol, du climat et des lois, colonies qui se suffiraient à elles-mêmes, parce qu'elles resteraient sous la dépendance morale de leur pays d'origine.

Il est temps de nous demander dans quelles dispositions sont venus les colons italiens. Leur départ d'Italie a-t-il été définitif ou est-il seulement provisoire? Vont-ils prendre racine chez nous et se franciser? Ou bien Italiens, entendent-ils le rester, par tous les moyens?

La question est très délicate. Elle mérite d'être considérée de près, sans passion et sans parti-pris. C'est un problème à la fois national et international.

Nous étudierons, dans ce chapitre, en suivant pas à pas les faits que nous avons observés sur place, quelle politique l'Italie a adoptée à l'égard de ses émigrants et nous définirons dans le chapitre suivant quelle devrait être celle de la France pour parvenir, en dépit de la politique italienne, à assimiler rapidement ces éléments étrangers.

* * *

De tous les pays belligérants, seule, l'Italie est sortie de la fournaise avec une population plus nombreuse qu'au début de son intervention. Le rapatriement de ses immigrants et sa forte natalité ont plus que compensé les 750.000 hommes qu'elle a perdus au cours de la guerre. A l'heure actuelle, sa population dépasse celle de la France, alors que sa superficie ne représente que les 3/5 de la nôtre.

On comprend aisément que dans ces conditions, l'Italie, pauvre en matières premières et privée de colonies, ait besoin d'un territoire où elle puisse déverser son excédent de population. « L'émigration économique (1), a noté avec raison le Pr Roberto Michels, découle d'une disproportion entre le nombre des habi-

1. *L'Economiste Français*, 17 octobre 1925.

tants et les moyens de subsistance ». Or l'Italie est un pays essentiellement agricole. Son industrie qui s'applique surtout à la fabrication des pâtes alimentaires et à la confection des soieries, est bridée par le manque de charbon. D'autre part, la petite propriété paysanne est loin d'être aussi répandue qu'en France ; la plupart des riches territoires de la plaine du Pô sont divisés en immenses domaines qui ne sont pas à vendre, et il en est de même dans les montagnes et les plaines du reste de la péninsule.

De tout temps, cet état de choses a provoqué une émigration saisonnière vers les pays d'Europe et un courant d'émigration définitive vers les Etats Unis, la République Argentine et la Tunisie. Car l'empire colonial italien, tardivement formé, n'est pas susceptible d'absorber le surplus de la population. D'après les renseignements fournis par le P^r Michels, l'Erythrée et la Tripolitaine reçoivent à peine 15.000 Italiens sur un contingent annuel de 500.000 émigrants. Enfin, les Etats-Unis, en exécution de la loi du 19 mai 1921 le « bill Dillingham » leur ont fermé presque entièrement leur porte (1).

Comme le dit nettement une brochure officielle, publiée à Rome en 1926 (2), le problème de l'émigration

1. Les Etats-Unis ont réduit le contingent annuel des immigrants à 2 % en prenant pour base les chiffres d'immigration de 1890, ce qui limite l'immigration italienne à 3.845 individus, alors qu'en 1921, 194.320 italiens étaient partis pour l'Amérique.

2. *L'Italie fasciste*. Rome. Stab. Poligrafico Editoriale Romano. La première page est ornée d'un magnifique portrait de M. Mussolini.

apparaît donc « comme le problème basilaire de la politique étrangère de l'Italie. Du 1^{er} janvier 1872 au 31 décembre 1925, la population italienne est passée de 27 à 42 millions, avec une densité de 125 habitants par kilomètre carré. La natalité italienne est de 31,4 pour 1.000 contre 18,1 en France. L'excédent des naissances sur les décès est d'environ un demi-million par an. Avant la guerre, l'émigration constituait une soupape de sûreté contre le phénomène de la surpopulation : après la guerre, le protectionnisme ouvrier (Etats-Unis), la crise économique (ex-Empires centraux), des raisons politiques (Tunisie) ou hygiéniques (Brésil) ont réduit de beaucoup le flux migratoire italien. La question se pose dans toute sa formidable intégrité au gouvernement fasciste. »

* * *

M. Mussolini a d'ailleurs porté toute son attention sur ce grave problème et les paroles qu'il a prononcées, à diverses reprises, ne sont pas sans causer quelque inquiétude pour l'avenir. Au cours d'une interview qu'il a accordée, en novembre 1926, au représentant de la *Gazette générale de l'Allemagne*, il n'a pas hésité à déclarer que : « si les autres peuples ne voulaient pas reconnaître à l'Italie son besoin absolu de vivre et d'avoir une place sur la terre, elle serait contrainte d'assurer elle-même son droit ». Il est vrai que M. Mussolini ne faisait que confirmer ainsi la déclaration qu'il

avait faite deux ans plus tôt (1), à la Conférence internationale de l'Emigration dont l'Italie avait provoqué la réunion : « L'émigration doit être considérée, non comme un douloureux phénomène de misère et de faiblesse, mais comme un problème moral et politique de force. »

Placée sur un tel terrain, la question dépasse singulièrement la Gascogne. Reconnaissons simplement que deux thèses s'affrontent. D'un côté, l'Italie qui réclame sa place, au soleil, peut-être même pourrait-on ajouter, au soleil d'Afrique ou d'Orient, sous lequel se courbèrent les légionnaires romains. C'est la thèse du dynamisme, par opposition à la thèse française du *statu quo*. Elles s'expliquent toutes deux par la logique des faits, par l'évolution historique des deux pays :

D'un côté, un peuple prolifique, qu'enserme le corset de fer de ses frontières : un peuple intelligent, laborieux, ingénieux, économe, qui vient de gagner la première grande guerre qu'il a livrée, depuis qu'il a réalisé son unité et qui, mis en appétit, ne peut pas admettre que l'évolution géographique de la plus grande Italie soit déterminée. L'Italie est tout naturellement partisan du mouvement.

De l'autre côté, un vieux pays, le nôtre, qui a, depuis longtemps, achevé son unité, conquis le deuxième domaine colonial du monde et qui, suivant l'expression d'un pamphlétaire italien, est pour ainsi dire « saturé de colonies ». La France est tout naturellement

1. Rome, 15 mai 1924.

partisan du *statu quo*, c'est-à-dire de l'actuel équilibre des forces dans le monde.

Mais cependant ce ne sera jamais la France qui refusera à l'Italie le droit de vivre et nous sommes les premiers à souhaiter qu'interviennent rapidement des accords internationaux qui donnent satisfaction à nos frères latins, tout en assurant le respect des droits légitimes de leurs voisins.

* * *

Du moment que l'émigration est pour l'Italie un problème essentiel, il n'est pas surprenant qu'elle ait pris soin de la régler par des lois très précises et de la soumettre à une organisation complète qu'il importe de connaître. Car, il est impossible d'écrire l'histoire de l'immigration italienne dans le bassin de la Garonne, sans se heurter constamment aux manifestations de l'activité du Commissariat général de l'Emigration. Comme l'a écrit avec raison M. de Boyer Montégut, « négliger cet organisme serait laisser dans l'ombre le principal acteur ».

Depuis 1901, en effet, existe à Rome, rattaché au Ministère des Affaires Etrangères, un Commissariat Général qui a la haute main sur tout ce qui touche de près ou de loin au contrôle de l'émigration et à la protection des « colonies » italiennes à l'étranger. Le Commissaire général, M. de Michelis, est assisté d'un conseil

supérieur de l'Emigration où figurent des représentants des associations corporatives et des délégués des œuvres d'assistance aux émigrants. Dans les ports d'embarquement, à Gênes, à Naples, à Messine, à Palerme, à Trieste, se trouve un inspecteur de l'émigration qui s'occupe des émigrants jusqu'à leur départ. D'autre part, dans chaque province, un délégué officiel a pour mission de réprimer les enrôlements clandestins de main-d'œuvre pour l'étranger. Par de nombreux comités locaux, composés du juge de paix, du maire, du médecin, du curé, et d'un représentant des associations ouvrières, le Commissaire général fait distribuer des notices où il désigne les lieux favorables à l'immigration et ceux, au contraire, qu'il faut éviter. Enfin le Commissariat publie un bulletin qui est distribué gratuitement aux Comités locaux, à tous les grands journaux, aux Préfets et aux Membres des Chambres.

Mais cette organisation ne s'arrête pas à la frontière : des offices d'émigration « Patronato emigranti italiani » sont installés à l'étranger, pour mettre les émigrants à même de bénéficier des accords passés avec les autres Etats, pour leur assurer un salaire égal à celui des travailleurs indigènes, pour les faire profiter des lois sur l'assistance et les accidents du travail, tout en maintenant sur eux un contrôle très étroit.

Tous ces services relèvent directement du Commissaire Général de l'Emigration, l'animateur de tout le mouvement.

Voilà les organismes officiels que M. Mussolini a trouvés, à son arrivée, au pouvoir. Il les a développés

et perfectionnés, en les libérant « de la routine administrative et des habitudes bureaucratiques ». S'il faut en croire la brochure, citée plus haut. « L'émigration italienne est maintenant choisie, réglée, contrôlée et surveillée même dans les pays de destination. Partout où vivent des Italiens, les « Fasci italiani all' Estero » ont pris la direction de leur vie collective ».

* * *

Nous n'avancions ici que des faits que nous avons vus et observés nous-même. Il est certain qu'en Gascogne, l'Italie a mis en œuvre une politique essentiellement nationaliste par l'esprit et par les moyens et que tant pour conserver chez les émigrants le sentiment national que pour maintenir les liens qui les rattachent à la mère-patrie elle s'est efforcé d'établir sur eux un patronage financier, technique, religieux et politique.

A première vue, une telle entreprise présentait de grandes difficultés. D'une part, tout effort du Gouvernement de Rome devait se heurter à la propagande contraire des antifascistes. D'autre part, on n'a pas oublié le caractère spontané de l'immigration italienne : des propriétaires français avaient parcouru l'Italie du Nord : ils avaient dit l'abandon des terres dans le bassin de la Garonne ; des cultivateurs italiens les avaient suivis, de leur propre volonté. Ils étaient arrivés en Gascogne, suivant l'expression d'un journaliste italien : « en

reconstructeurs, avec la fierté de ceux qui, arrivant là où le soleil décline, semblent y apporter l'aurore ». La France leur apparut comme un pays doux, aimable, riche, fertile où il ne se trouvèrent nullement dépayés, puisqu'en parlant leur patois, ils étaient encore compris de leurs voisins gascons. Ils étaient des « déracinés » que l'intérêt attacherait insensiblement à leur nouvelle patrie, comme l'arbre transplanté prend racine dans la terre qui le nourrit. Aussi est-il permis de penser que si la France avait facilité leur installation, si elle avait pris immédiatement à leur égard une attitude nettement favorable, le Gouvernement de Rome, un an plus tard, aurait cherché en vain à reprendre la direction du mouvement.

Jusqu'en 1924, en effet, le Commissariat Général s'était borné à agir en Italie.

En 1922, il avait indiqué à ses agents que les passeports ne devaient être délivrés que sur la présentation des contrats de travail rédigés par ses soins, dans les deux langues; que ces contrats devaient renfermer un certain nombre de clauses essentielles, notamment que l'employeur s'engageait à mettre à la disposition des familles une habitation rurale hygiénique et suffisamment grande; que le chef de famille devait visiter le domaine avant de donner sa signature définitive; qu'il recevrait à cet effet du propriétaire une provision de 150 francs.

En 1923, le Commissariat avait rappelé aux Préfets des provinces du Nord qu'à lui seul appartenait le droit de recruter des colons pour l'étranger et qu'ils devaient

poursuivre et faire condamner le recrutement clandestin, s'opérant par l'intermédiaire des familles résidant en France.

Enfin une circulaire du 13 décembre 1923 laissait entendre que la Gascogne était saturée de métayers et qu'un nouveau courant ne pourrait être provoqué que lorsque les émigrants disposeraient sur place des « organismes nécessaires ».

* * *

Ce sont ces « organismes nécessaires » que le Gouvernement français aurait dû créer, s'il ne s'était pas complètement désintéressé, au début, des problèmes que posait l'immigration italienne. Il préféra laisser faire les associations agricoles qui avaient pris l'initiative du mouvement, mais celles-ci n'avaient à s'occuper que des métayers et des maitres-valets qu'elles avaient fait venir et feignaient d'ignorer les fermiers et les propriétaires qui s'étaient installés, sans rien demander à personne. Or ceux-ci, victimes de leur enthousiasme et de courtiers peu scrupuleux, sur le point d'être ruinés faute de pouvoir trouver des crédits, étaient précisément ceux qui avaient le plus besoin d'être aidés et protégés.

Le secours financier qu'ils imploraient leur vint... d'Italie. De nombreux journaux italiens envoyèrent des rédacteurs enquêter sur place. Ceux-ci dirent à leur retour l'isolement des émigrés et ils se firent l'écho de

leurs plaintes. Rome entendit l'appel. L'occasion était trop belle d'intervenir auprès de ses nationaux sans risquer d'indisposer les autorités françaises. L'Italie allait jouer la partie que la France n'avait pas voulu gagner. L'histoire vaut d'être contée :

I. — Patronage financier et technique.

L'Italie a toujours cherché à drainer vers ses banques les économies réalisées par ses fils émigrés. Les avantages qu'elle tire d'une telle politique sont de deux sortes : *immédiats*, parce que ces rentrées sont un élément très précieux pour sa balance des comptes et contribuent à la défense de la lire ; *lointains* parce qu'elle garde le légitime espoir que les émigrés reviendront jouir sur le sol natal du pécule qu'ils y auront placé.

Par le décret-loi du 15 décembre 1923, un « Institut national de Crédit pour le travail italien à l'étranger » a même été créé à Rome, uniquement dans le but de favoriser les entreprises de colonisation agricole. Dans une lettre adressée à M. de Michelis, spécialement chargé d'organiser le nouvel Institut, M. Mussolini en a tracé lui-même le programme :

« Soutenir les humbles et courageux pionniers italiens, avec l'appui de techniciens italiens et avec l'aide de capitaux italiens empruntés partiellement à l'épargne de l'émigrant lui-même : faire que le fruit du travail italien, sûrement garanti, devienne une force pacifique de l'expansion morale et économique de la Patrie... Car les noyaux italiens à l'étranger, compacts, cons-

cients et économiquement bien pourvus, sont des moyens puissants d'irradiation des idées italiennes et des produits italiens... »

En tout état de cause, il est donc vraisemblable que l'Italie aurait tenté d'installer des banques dans les principales villes du Sud-Ouest, mais elle ne pouvait pas espérer que nous lui laisserions aussi volontiers le champ libre.

Nous avons déjà signalé le fait : les Italiens, à leur arrivée, en Gascogne, ont été éblouis par le bas prix des terres et des fermages, par comparaison aux prix pratiqués en Italie, et ils ont acheté ou loué des domaines, trop grands pour leurs moyens. Ou bien ils ne les ont payés qu'en partie, et ils ont accepté des échéances très lourdes. Ou bien, ils les ont payés comptant, mais sans garder aucun capital d'exploitation : un propriétaire de 30 hectares, près de Nérac, ne disposait plus des 5.000 francs nécessaires à l'achat d'une paire de génisses. Un autre se voyait obligé de vendre les siennes pour acheter des engrais... Dans les deux cas, le problème était le même : les Italiens avaient besoin de crédits.

Ils sollicitèrent d'abord l'aide des banques françaises offrant en garantie leurs terres, leurs animaux, leurs cultures. Les banques refusèrent d'accorder la moindre avance, esclaves de cette vieille tradition qu'il est impossible de faire fortune dans l'agriculture. — Il est certain qu'un cultivateur a toujours rencontré en France beaucoup plus de difficultés qu'un industriel pour se faire ouvrir des crédits. C'est là une des causes qui a

paralysé le plus longtemps le développement de notre agriculture.

Les Italiens se sont adressés alors aux Caisses de Crédit Agricole. L'occasion était propice de nous attacher définitivement ces colons étrangers dont nous avions besoin pour cultiver nos champs. Leur consentir des prêts, c'était d'abord remettre en valeur du sol français. Mais c'était surtout créer entre eux et la France un lien de dépendance. S'ils trouvaient auprès des Caisses de Crédit agricole l'appui passager dont ils avaient besoin, c'est à elles qu'ils confieraient plus tard leurs dépôts et la France conserverait ainsi le contrôle de leurs fonds. Il fallait prendre une décision rapide. Les Caisses locales demandèrent des ordres aux Caisses Régionales qui en référèrent à leur tour à la Caisse centrale de Paris. L'Office central n'avait qu'à se reporter à l'article 9 du Traité franco-italien du 30 septembre 1919 pour y lire que la loi elle-même autorisait les prêts (1). Mais une Administration, qui ne peut pas invoquer de précédents, demeure sans solution pour ce qui ne s'est jamais fait. L'Office répondit : « Prêtez si vous voulez. » C'était la plus mauvaise des formules. Les petits propriétaires qui administrent les Caisses Rurales, sont gens fort prudents quand il s'agit de leur bourse

1. Article 9 : « Pour tout ce qui concerne l'acquisition, la possession, la transmission de la petite propriété rurale et urbaine, les ressortissants de chacun des deux pays auront dans le territoire de l'autre, les mêmes droits et avantages assurés aux ressortissants du pays, à l'exclusion toutefois des avantages concédés à l'occasion des faits de guerre et sous réserve des dispositions prévues dans l'intérêt de la sécurité nationale. »

personnelle, mais ils le sont encore plus quand il s'agit des fonds de leur Caisse de Crédit. Effrayés à la pensée de prendre une responsabilité, par crainte de manquer d'argent ou de ne pas être remboursés, ils rejetèrent les demandes de prêts des Italiens.

Un tel geste allait nous coûter la première manche : car ce refus catégorique étonna d'autant plus les agriculteurs italiens qu'en Italie, ils avaient été habitués à trouver très facilement près des Caisses Rurales l'argent dont ils avaient besoin, en donnant en garantie leurs terres et leur bétail. Ils imaginèrent que les Banques et les Pouvoirs Publics français avaient lié partie pour les obliger à revendre leurs propriétés à des prix de faillite. Désespérant d'être aidés par le Gouvernement Français, ils accueillirent avec joie l'installation des banques italiennes.

Dans le Gers cependant, le Directeur de la Caisse de Crédit Agricole, M. Rhodes, homme de grand mérite, avait pris sur lui d'adopter une politique toute différente. Son exemple fut suivi par son collègue de Montauban. L'un et l'autre consentirent aux Italiens qui s'affilièrent aux Caisses de Crédit Agricole, des prêts à court et à moyen terme et l'on put constater, alors que dans la Haute-Garonne et dans le Lot-et-Garonne, les banques italiennes multipliaient leurs succursales, elles devaient fermer les quelques agences qu'elles avaient essayé d'ouvrir dans le Tarn-et-Garonne et dans le Gers.

Si les Caisses de Crédit Agricole avaient été invitées à aider dès le début les agriculteurs italiens, les banques

italiennes n'auraient pas osé affronter leur concurrence. C'est donc l'incurie de nos banques et de notre Administration qui a rendu possible et même nécessaire, l'établissement de sociétés de crédit étrangères.

Or une banque, par les moyens dont elle dispose, est plus puissante qu'un consulat, et par les sociétés et les syndicats qu'elle peut former ou soutenir, est de taille à retarder l'assimilation des immigrants.

Ce fut d'abord la Banque franco-italienne pour l'Amérique du Sud qui prit pied à Toulouse, puis à Agen (janvier 1926) mais bientôt la Banca Popolare italiana de Turin, ouvrit, à son tour, des agences par l'intermédiaire de sa filiale de Nice : « Le Crédit Franco-Italien ». La première passait pour être acquise au gouvernement fasciste, tandis que la seconde, disait-on, lui était hostile... Il est certain qu'au début, le Crédit Franco-Italien attira à lui les intellectuels réfugiés en Gascogne et auxquels la gestion de leur domaine laissait des loisirs ; mais avec le temps et les circonstances, il évolua sensiblement, prouvant une fois de plus qu'une banque n'a pas d'autres opinions que celles que lui dicte son intérêt.

Mal administré, le Crédit Franco-Italien, devenu « la Banque Commerciale Franco-Italienne du Sud-Ouest », se livra à des dépenses d'installation exagérées, multiplia les succursales dans tous les marchés de la région : Agen, Toulouse, Auch, Montauban, puis Nérac, Eauze, Fleurance, Castelsarrasin, etc., se paya le luxe d'un siège à Paris ; fit tant et si bien qu'au début de l'hiver 1926, il se trouva dans une situation fort gênée. Il n'est

pas douteux qu'à ce moment-là il chercha un appui financier auprès du Consulat italien : mais la tentative de sauvetage échoua et la banque fut déclarée en faillite le 3 janvier 1927. En moins d'une année d'existence, alors qu'elle n'avait consenti que 700 000 francs de crédits, elle avait reçu pour 3 millions de dépôts dont auraient pu bénéficier les Caisses Régionales du Lot-et-Garonne et de la Haute-Garonne, si elles avaient adopté plus tôt une attitude favorable aux immigrants.

* * *

Mais l'ex-Crédit Franco-Italien allait-il entraîner dans sa chute, les Syndicats et les « Consorzi » qu'il avait créés ?

Ici, un mot d'explications est nécessaire sur l'aménagement du crédit en Italie.

Les banques italiennes, lorsqu'elles se trouvent dans un milieu rural, ne limitent pas leur champ d'activité aux opérations bancaires. Mais elles poussent à l'extrême toutes les possibilités du crédit agricole, pratiquant pour les avances importantes la vente à réméré et les effets de commerce. Si l'occasion s'en présente, elles ne craignent pas d'affermier des domaines et d'en surveiller l'exploitation par leurs agents. Mais surtout elles excellent à développer autour d'elles des organismes agricoles destinés à aménager la production, en même temps qu'ils servent leurs intérêts particuliers.

La Banque Franco-Italienne pour l'Amérique du Sud et le Crédit Franco-Italien transportèrent ces habitudes en France et elles agirent en Gascogne, comme elles l'eussent fait dans le Milanais. On devine les conséquences d'une telle politique : l'immigrant n'éprouve pas le besoin d'entrer dans des organisations locales puisque la banque lui en offre d'autres, purement italiennes, avec lesquelles il est déjà familiarisé.

Ce furent d'abord les « Consorzi agrari », sociétés coopératives par action à capital variable, formées entre agriculteurs.

La Banque Franco-Italienne pour l'Amérique du Sud en créa un à Toulouse, le Crédit Franco-Italien, un autre à Agen, avec la possibilité d'ouvrir des bureaux « partout où le besoin s'en ferait sentir ».

Les buts du « Consorzio agrario » d'Agen étaient énumérés à l'article 2 de ses statuts :

« Acheter ou éventuellement produire pour son propre compte et celui des tiers, et distribuer aux cultivateurs associés des engrais, des semences, des outils, des machines, du cheptel vif et mort et en général tout ce qui peut servir à l'agriculture.

« Acquérir, vendre ou entreposer dans des magasins généraux, pour son propre compte ou celui des tiers, les produits agricoles des cultivateurs.

« Mettre en rapport direct les propriétaires avec ceux qui veulent acheter, louer ou prendre en métayage.

« Enfin instituer et développer les organismes qui peuvent faciliter le crédit aux membres du consorzium. »

Il était convenu, d'autre part, — et c'est cette mesure qui assura le succès du consorzio — que les agriculteurs qui ne pourraient pas payer comptant les engrais, les semences ou les machines dont ils auraient besoin, remettraient au consorzio qui l'endosserait près de la Banque un effet à échéance éloignée. Bien entendu les crédits que la Banque consentirait seraient en proportion de l'importance des affaires que les membres du consorzio lui feraient réaliser.

Le consorzio était ainsi tenu sous le contrôle et sous la dépendance de la Banque et il est superflu d'ajouter que les membres de son comité de Direction étaient les mêmes que ceux du Conseil d'Administration de la Banque. Consorzio et Banque apparaissent comme les colonnes d'un même édifice. La Banque se charge des opérations financières ; le consorzio des opérations techniques et les clients de l'un deviennent forcément les clients de l'autre.

Il est juste de reconnaître que les consorzi ont cherché à entrer en rapports et à agir en harmonie avec les Associations françaises similaires. Mais leurs propositions n'ont pas rencontré l'accueil qu'elles auraient mérité. Les Français ont l'esprit beaucoup moins syndicaliste que les Italiens : ils hésitent toujours à entrer dans un groupement professionnel quel qu'il soit, et quand ils acceptent d'en faire partie, c'est à la condition de rester libres d'agir comme ils l'entendent. Les Italiens, habitués à une organisation corporative complète, entreprirent de la créer en Gascogne de toutes pièces, suivant leurs propres méthodes. Mieux aurait valu pour

nous, profiter du zèle des nouveaux venus pour développer sous notre contrôle des organismes mixtes dont les Français ont autant besoin que les Italiens.

Pour compléter l'organisation, la Société des agriculteurs italiens d'Agen faisait paraître chaque mois un journal rédigé en français et en italien : *L'Agriculateur franco-italien*. On y trouvait surtout des renseignements techniques, des propriétés à vendre et de la publicité. A ce dernier point de vue, il est curieux de voir les efforts que les commerçants de la région dépensaient pour attirer chez eux la clientèle italienne. On voit ainsi un M. B..., ci-devant quincaillier, dont la maison devenait pour les besoins de la cause une « chincaglierie » réputée pour ses « utensili da cucina » ; ou encore un M. R..., devenu « meccanico forniture generali per cicli et motocicli ». Quant aux marchands de chevaux, ils ne s'occupaient plus que du « commercio di cavalli ».

La notice placée immédiatement sous le titre du journal méritait de retenir l'attention : « Conseils et consultations agricoles gratuits. Défense et assistance techniques dans toutes les branches de l'agriculture. Rédactions de contrats de métayages, fermages et compromis pour ventes. Expertises de propriétés, domaines et forêts. Arbitrage et solution de tous conflits et contestations agricoles. Représentation d'établissements de fournitures agricoles, français et étrangers, semences sélectionnées, machines agricoles et instruments aratoires, engrais, tourteaux, etc... Gestion et administration de propriétés et de domaines... »

En un mot, à la fois une direction des services agricoles, un cabinet d'affaires et une maison de commerce.

Les « consorzi » avaient loué des immeubles, le plus près possible du siège de la banque, et ils avaient entrepris une active campagne auprès des agriculteurs italiens. Ceux-ci s'étaient montrés, au début, assez réservés, à cause du caractère politique, fasciste ou antifasciste, qu'affichaient les « consorzi », et beaucoup n'avaient donné leur adhésion que faute de trouver ailleurs le même appui et les mêmes conseils. Tout jours est-il que le « consorzio » créé par le Crédit Franco-Italien avait déjà réuni 400 propriétaires quand le krak de la banque l'immobilisa. Restait celui de la Banque pour l'Amérique du Sud ; mais son développement avait été beaucoup moins rapide et, dans ces conditions, on comprend mieux les efforts que tenta le Gouvernement italien pour renflouer le Crédit Franco-Italien, car, en cas de succès, il aurait acquis une influence prépondérante sur la masse des agriculteurs rassemblés dans le « consorzio » d'Agen.

Mais, entre temps, le Gouvernement français, mieux informé, avait reconnu son erreur et il avait fait savoir par dépêche aux directeurs des Caisses Régionales de Crédit agricole, « qu'il importait que les familles étrangères ne demeurent pas isolées au milieu de la population française et qu'elles puissent bénéficier largement du Crédit Agricole, spécialement du crédit à moyen et à court terme, lorsqu'elles présentaient des garanties matérielles ou morales ». De leur côté, les présidents des organisations françaises aviaent vu les Italiens à

l'œuvre. Ils avaient compris que leur devoir et leur intérêt leur commandaient de les accueillir parmi eux et de les soutenir de toute manière. Enfin les agriculteurs italiens, instruits par l'expérience, étaient prêts à entrer en collaboration. Ainsi le changement d'attitude était-il complet : la deuxième manche allait se jouer. Nous l'étudierons dans le chapitre suivant, mais néanmoins nous tenons à indiquer ici que ce n'est qu'après s'être entourés des conseils des hommes les plus compétents de la région que les agriculteurs italiens fondèrent à Toulouse, en 1927, une nouvelle société coopérative agricole, conforme aux lois des 5 août 1920 et 12 juillet 1923, qui prit le nom de « La Ruche Agricole ».

Sans être l'héritière officielle du consorzio créé par le Crédit Franco-Italien, la Ruche a pris en fait sa place et nous dirons les espoirs que l'on peut mettre en elle.

II. — Patronage religieux.

Presque tous les immigrants sont des catholiques fervents. Ils ont donc voulu trouver en Gascogne les moyens de pratiquer leur religion et la possibilité de donner à leurs enfants l'éducation religieuse qu'eux-mêmes avaient reçue. Or, en Gascogne, comme dans beaucoup d'autres provinces, bien des paroisses sont aujourd'hui sans pasteur... Le premier dimanche, les Italiens sont venus jusqu'à l'église : ils ont trouvé la porte fermée, et ils ont appris que le desservant ne disait la messe qu'une fois par mois, car il devait se partager entre quatre paroisses. Devant ces clochers

muets et ces sanctuaires vides, les Italiens ont senti peser sur eux un abandon moral qu'ils n'avaient pas prévu... Dans les villages où il y avait encore un prêtre la situation n'était guère plus favorable : la méconnaissance de la langue italienne par le clergé français rendait les rapports impossibles ou les limitait strictement aux cérémonies du culte. Or l'Italien est habitué à obtenir du prêtre davantage. Le curé est resté, dans les campagnes d'Italie, le confident et le conseiller de chaque jour. Il participe de toutes les joies comme de tous les malheurs. Rien ne se décide sans lui, aussi bien dans la vie familiale que dans la vie agricole. Un métayer marie-t-il sa fille ? il appelle le « padre ». Un enfant tombe-t-il malade ? Les parents courent chez le « padre ». Une épidémie frappe-t-elle les bêtes de l'étable ? C'est encore le padre qu'on va chercher. A-t-on besoin d'un domestique, de semences ou d'engrais, c'est toujours le « padre » qu'on va trouver. Dans certains villages d'Alsace et de Bretagne, le recteur joue encore le même rôle... Mais en Gascogne, l'hostilité de certains, l'indifférence du plus grand nombre ont amené le curé à s'enfermer dans son église et tout ce qui n'est pas religieux lui est étranger... Un tel changement dans leurs habitudes et dans leurs coutumes déconcertait les Italiens.

* * *

Les autorités ecclésiastiques cherchaient les moyens de remédier à cette situation quand l'Opera Bonomelli

sembla leur apporter une solution, en leur offrant, en juillet 1924 d'installer un secrétariat à Agen.

L'Opera Bonomelli, fondée en 1900 par Mgr. Bonomelli, évêque de Crémone, a pour but de procurer aux émigrés italiens les secours moraux et matériels dont ils ont besoin. Elle possède à l'heure actuelle, à l'étranger, plus de 30 secrétariats, 6 hospices et un grand nombre de bureaux de correspondance. Les permanences sont toujours confiées à des prêtres, qui en dehors de leur ministère, se consacrent à la protection matérielle de leurs compatriotes et au maintien dans les groupes dont ils ont l'âme, de l'esprit d'attachement à la Patrie. Un journal hebdomadaire : *La Patria* publié par les soins de l'OEuvre, est adressé aux émigrés et son titre suffit à indiquer son esprit et son but...

Le secrétariat d'Agen fut confié à Mgr. Torricella, prélat de Sa Sainteté, ancien secrétaire de la nonciature de Vienne. Suivant les règles de l'OEuvre, il s'occupa de tout : des intérêts spirituels d'abord, mais aussi des rédactions de contrats de travail et de métayage, du placement des familles italiennes, des demandes de cartes d'identité, des liaisons régulières avec l'Italie, etc...

Un an plus tard l'archevêque d'Auch obtint de Rome l'envoi d'un missionnaire, spécialement chargé de veiller aux intérêts religieux des Italiens fixés dans le Gers, et Mgr. Ricard tint à le présenter lui-même à son clergé, dans une lettre pastorale.

Enfin trois autres missionnaires vinrent s'installer dans la région, l'un à Toulouse, l'autre à Montauban, et

le dernier à Agen, comme adjoint de Mgr. Torricella (1).

Ce sont ces cinq prêtres que certains journaux ont dénoncé comme les agents militants du Gouvernement Fasciste, capables à eux seuls de s'opposer à l'assimilation des colons. Suivant la méthode objective que nous avons suivie jusqu'ici nous dirons très franchement ce qu'il faut en penser :

D'abord Mgr. Torricella n'habite pas un « palais » ; son bureau est au bout d'un couloir sombre et carrelé ; les murs sont décorés d'affiches de salle d'attente : Palerme, Bologne, Vicence, Capri, Amalfi, c'est le seul luxe de la demeure. Le dimanche, Mgr. Torricella célèbre la messe au couvent des Filles de Marie ; selon un journaliste, il y prononcerait des sermons « nationalistes » ; si ce critique avait eu la curiosité de se rendre à la chapelle des Filles de Marie, il aurait vu une quarantaine d'Italiens, habitant Agen ou venus des villages voisins, suivre l'office, très recueillis, et il aurait entendu Mgr. Torricella commenter en italien l'évangile du jour, comme aurait pu le faire en français, un chanoine de la cathédrale Saint-Etienne.

Enfin Mgr. Torricella rédige depuis un an un journal hebdomadaire *Il Corriere* qui a pris la place de *La Patria* dont les articles trop généraux, intéressaient peu la masse des émigrés, à l'instruction rudimentaire. *Il Corriere* publie l'Evangile du dimanche, l'horaire des tournées du missionnaire du Lot-et-Garonne, les lois et les règlements qui concernent les émigrés, une large chro-

1. On annonce comme prochaine l'arrivée de deux nouveaux missionnaires, l'un dans l'Aude et l'autre dans l'Hérault.

nique italienne et internationale, des conseils de pratique agricole et les cours des marchés.

Les quatre missionnaires, tantôt bicyclette, et tantôt par le train, parcourent chacun leur département. Ils visitent chaque paroisse et réunissent à leur passage les émigrés. C'est pour ces derniers une grande joie d'apprendre l'arrivée du missionnaire et il n'est pas douteux que beaucoup de familles aux prises avec les difficultés matérielles du début, n'auraient pas eu la force de rester en Gascogne si elles n'avaient pas eu la possibilité de retremper de temps en temps leur courage à cette source d'énergie spirituelle. L'âme, comme le corps, a ses exigences, et nous ne pouvons pas avoir la prétention d'attirer la sympathie de ces catholiques étrangers, si nous les froissons dans leurs sentiments familiaux et religieux les plus intimes et les plus puissants.

D'ailleurs nous nous plaisons à reconnaître que tous les missionnaires italiens, Mgr. Torricella le premier, ont toujours encouragé les familles italiennes à envoyer leurs enfants aux écoles françaises. Ils leur ont naturellement recommandé les écoles libres ; mais là où il n'en existait pas, ils ont insisté pour que les enfants suivent régulièrement les classes de l'école publique. On leur a reproché d'avoir eu l'intention d'ouvrir des écoles italiennes. S'ils en ont un instant formé le projet, il en ont compris l'impossibilité et les cinq sœurs italiennes — d'une congrégation missionnaire d'Afrique — qui vivent à Blanquefort, ne surveillent en réalité qu'une classe enfantine, en même temps qu'elles tien-

nent une épicerie et une laiterie coopératives... On nous pardonnera ce détail savoureux : comme elles occupent le bâtiment affecté autrefois à la troupe, les gens du pays ont continué d'appeler leur demeure : « la caserne ». Des sœurs logées à la caserne : n'est-ce pas la revanche du couvent sur les mousquetaires ?

* * *

Mais, nous dira-t-on peut-être, vous semblez faire bon marché du rôle politique de l'Opéra Bonomelli, qui, dans son rapport de gestion de 1924-1925, a pu dire avec orgueil « que ses missionnaires avaient lutté efficacement contre les efforts déployés de plus en plus dans le sens de l'assimilation des émigrés ? » Loin de là, aucun parti pris ne nous aveugle, et notre conclusion demeure très nette.

Durant la période d'adaptation, nous estimons que la présence des missionnaires italiens était indispensable. Mais nous ne pensons pas que ce soit là une solution définitive. En effet, comme l'a marqué avec beaucoup de justesse M. Maurice Vaussard, dans le *Correspondant* : « La façon même dont les fondateurs de l'Opéra Bonomelli ont compris la tâche des missionnaires en fait autant, sinon davantage, des collaborateurs des consuls italiens et des agents d'influence italienne que des prédicateurs de l'Evangile. Non pas que la fin de leur apostolat ne soit incontestablement reli-

gieuse et leur défense même de l'«italianité» des masses qu'ils assistent, ne soit elle-même, en somme, au bénéfice de la foi et de la préservation morale de celle-ci ; mais pratiquement, faute d'être assez nombreux ou aidés par un personnel laïque, les missionnaires se voient souvent contraints de faire passer le *moyen* avant la fin, l'accessoire avant le principal...

« D'ailleurs, les dirigeants de l'Œuvre ne cherchent nullement à donner le change sur ce point :

« L'Œuvre d'Assistance — proclamait en 1913 l'un de ses conseillers, le comte Jacini — est essentiellement complémentaire ; complémentaire des fonctions d'Etat et spécialement de la protection consulaire là où les consuls ne peuvent pas arriver ; complémentaire des fonctions du Commissariat de l'émigration, avec ses secrétariats et ses refuges de frontière : complémentaire de l'action des industriels et des employeurs avec ses hôpitaux et ses maisons de famille... ; complémentaire du ministère ecclésiastique étranger, par son action religieuse ; complémentaire enfin de l'initiative spontanée des colonies italiennes, avec ses écoles, ses sociétés de secours mutuel, etc... Il en résulte que notre activité est essentiellement dynamique ; elle se modèle, pour ainsi dire, sur les lacunes qui se rencontrent dans la vie italienne à l'étranger, lacunes sujettes à de continuels changements et transformations. »

Cette conception du rôle des missionnaires bonomelliens est assurément très défendable, et ce n'est pas à nous, qui sommes le premier peuple missionnaire du monde, de reprocher leur patriotisme aux missionnaires

italiens. Mais puisqu'il s'agit, avant tout, d'assurer aux émigrés une vie religieuse ardente, nous estimons infiniment préférable la judicieuse façon avec laquelle le curé de Blanquefort a résolu le délicat problème moral que pose l'immigration italienne.

Dans sa cure, il n'avait plus que quelques fidèles. L'arrivée des Italiens lui en donna soudain 167 nouveaux. Pour entrer en rapport avec ce troupeau dont il était dorénavant le pasteur, il ne vit qu'un moyen : apprendre l'italien. Il s'y mit avec le même courage que pour le latin, autrefois au séminaire. Il se perfectionna, en allant visiter chaque famille. Il organisa des cérémonies, fit tant et si bien, qu'il gagna rapidement l'estime et la confiance de toute la colonie.

Il faut avoir vu un dimanche matin, avant la messe, ce curé français suivre la procession chantante d'hommes, de femmes et d'enfants, tous italiens, jusqu'à une croix de fer, dressée à 100 mètres de l'église, au milieu d'un champ de vigne et d'un carré de trèfle, et là, tous à genoux, offrant leur dur labeur, le prêtre en aube blanche, apparaît vraiment comme le « père » de tous ceux qui répondent à ses invocations.

D'autres curés ont fait de même ; leurs efforts ont connu le même succès ; c'est donc dans cette voie que le clergé français doit résolument s'engager. Certes, nous savons combien il est déjà surmené, mais nous savons aussi quels sont son dévouement et son zèle. C'est entre ses mains et entre celles des instituteurs que repose l'assimilation des colons italiens. C'est en donnant à ces émigrés la vie religieuse à laquelle ils

aspirent que nous les attacherons plus fortement à notre sol. Aussi souhaitons-nous que dans les séminaires des diocèses du Sud-Ouest, on enseigne aux futurs prêtres les rudiments de langue italienne qui leur permettront par la suite, de se livrer à un apostolat doublement fructueux puisqu'il servira à la fois l'Eglise et la France (1).

III. — Patronage politique.

Depuis longtemps un Français, M. Mazelier, faisait fonction de consul d'Italie à Toulouse. Très au courant des choses de la Péninsule, il veillait à la défense des intérêts des quelques Italiens fixés dans la région. C'est lui qui reçut en 1922-1923, le premier flux d'émigrants.

Mais dès que le Gouvernement italien, devant l'ampleur du mouvement, entreprit de contrôler et de surveiller de près l'émigration, son premier soin fut de remplacer ce consul marchand par un diplomate de carrière, qui arriva à Toulouse avec un personnel de Consulat digne d'une Ambassade. Le nouveau consul de Toulouse, le Comm. Grazzi, élevé à la première classe, reçut pleins pouvoirs pour viser les demandes de main-d'œuvre et les transmettre au Commissariat de l'Emigration. C'est entre ses mains que le propriétaire qui a besoin d'une famille de métayers, doit déposer un cau-

1. Les diocèses de Grenoble et de Nancy ont l'habitude d'envoyer de jeunes prêtres à Rome, avec l'obligation d'apprendre l'italien pendant leur séjour en Italie, afin qu'ils puissent se dévouer aux Italiens habitant leur diocèse, à leur retour.

tionnement de 1.000 francs. C'est lui qui fait connaître au Contrôleur de la main-d'œuvre les salaires minima, exigés par l'Italie pour ses travailleurs, suivant un barème établi par le Conseiller de l'Emigration près de l'Ambassade de Paris.

Mais plus encore que de contrôler l'émigration, il comportait de maintenir le contact avec les Italiens déjà installés. Par des conférences et par des réunions, le consul s'efforça de stimuler chez eux le sentiment national et il les invita notamment à participer à la contribution volontaire d'un dollar, destinée à éteindre une partie de la dette de l'Italie envers l'Amérique.

Pour renforcer l'influence du Consul, des agents consulaires furent installés à Montauban, à Agen et à Auch. Chaque département reçut ainsi une organisation complète : banques, consorzio, missionnaire, agent consulaire.

Mais consul et agents consulaires sont tenus à une certaine réserve diplomatique. Aussi le « Patronato emigranti italiani » fut-il créé à Toulouse pour doubler leur action. Les agents du « Patronato » ont pour mission de visiter les familles, de les suivre dans leurs déplacements, de leur servir d'arbitres en cas de difficultés avec leurs propriétaires, d'organiser des tournées d'artistes italiens. Bien entendu, au cours de ces longues randonnées qu'ils font en automobile, ils ne négligent pas de relever les opinions et les tendances politiques de chaque famille. Ainsi le « Patronato » qui vit sur le fonds d'émigration du Commissariat de Rome, est-il un peu la police privée du Consulat. Mais la princi-

palé tâche qu'a poursuivie jusqu'ici le « Patronato », est le recensement des jeunes gens en âge de faire leur service militaire. Si ces conscrits ne retournaient pas en Italie, il était à craindre qu'ils n'osassent plus jamais repasser la frontière. Il convenait donc, pour les encourager à repartir, de leur faciliter les voyages. C'est ainsi que, dans bien des cas, le « Patronato » avance au conscrit le prix de son billet de chemin de fer jusqu'à la frontière, si bien que presque tous les jeunes Italiens repartent faire leur service, soit de plein gré, soit par crainte de voir inquiéter, à cause d'eux, les membres de leur famille, demeurés en Italie.



Toutes ces mesures bouleversent notre ancienne conception de l'émigration qui nous faisait considérer volontiers l'émigrant comme perdu pour sa patrie. Aujourd'hui, au contraire, le citoyen, que les circonstances économiques obligent à s'expatrier, ne doit pas relâcher pour cela le lien qui l'unit à la terre natale et la protection que l'Etat d'origine étend sur lui à l'étranger ne se borne plus à être charitable et défensive, mais se donne pour but de maintenir présente par la conservation de la langue et des traditions la réalité abstraite de la patrie lointaine.

Comme le disait un professeur italien : « Les Italiens

en France doivent rester Italiens et une fois fortune faite, rejoindre leur chère patrie ».

Tel est du moins le but de la politique que l'Italie a cru pouvoir mener à bien. Ainsi comprise et protégée, contre tout danger d'assimilation, l'émigration devient une véritable richesse, non seulement parce qu'elle détermine l'exportation des produits italiens (pâtes, saucisses, vin) et qu'elle fait bénéficier les banques italiennes des économies réalisées par les émigrants, mais encore parce qu'elle permet de monnayer cet apport de main-d'œuvre contre des matières premières ou des avantages politiques.

L'Italie n'a jamais sérieusement songé, comme certains l'ont prétendu, à constituer dans le Sud-Ouest des groupements homogènes, à les utiliser comme éléments de pénétration, en un mot d'entreprendre, pour la Gascogne, sans parler de Nice et de la Savoie, ce que les Japonais ont fait pour la Corée. La France n'est pas plus la Chine qu'elle n'est restée la Gaule de Vercingétorix et aucun homme d'Etat italien — rêva-t-il de César ? — ne peut espérer faire revivre les anciennes provinces romaines. Mais ce qui est certain, c'est que le Gouvernement italien chercha à exploiter, au profit de sa politique étrangère, cette nécessité qu'est pour lui l'émigration, se disant que les 800.000 travailleurs italiens de France lui fourniraient un moyen excellent pour pousser notre pays à consentir une révision des mandats coloniaux en faveur de l'Italie.

Mais est-il vraiment possible pour un Etat de prêter à un autre Etat ses nationaux, à plus ou moins long

terme, sans risquer de les perdre à jamais ? Il semble que l'Italie se soit fait, sur ce point, des illusions que l'expérience lui a révélées.

En effet il n'est pas douteux qu'elle n'a pas obtenu en Gascogne les résultats qu'elle avait espérés, malgré les puissants moyens mis à la disposition des organisations d'assistance aux émigrés. Les banques n'ont pas réussi à placer sous leur tutelle les propriétaires et les fermiers. Les antifascistes, tout en restant d'excellents Italiens, se sont montrés rebelles à toute influence, et si les métayers ont été heureux de se réunir à certaines occasions (pèlerinage à Lourdes, fête nationale) pour parler en commun leur langue et pour échapper au sentiment de l'isolement, le « mildiou » de l'émigration, ils se sont refusés obstinément à se laisser embrigader dans une organisation politique quelle qu'elle soit. D'autre part, nous verrons dans le chapitre VII, que les colons italiens ne sont pas restés insensibles aux charmes de la Gascogne. Les enfants qui fréquentent nos écoles, connaissent le patois italien, le patois gascon, parlent et écrivent en français, mais ignorent l'italien...

* * *

L'Italie s'est-elle rendu compte que, malgré ses efforts la plupart des émigrants étaient perdus pour elle ? Il est permis de le penser. Car depuis 1926, le Commissariat général de l'émigration s'est montré de plus en

plus rebelle à autoriser les familles à s'expatrier. Les actes d'appel de familles pour le Sud-Ouest qui avaient été de 2.400 en 1926 n'atteindront pas 500 en 1927, et le chiffre total des émigrants ne dépassera 100.000, c'est à dire le 1/3 de ce qu'il était les années précédentes.

L'Italie a donné comme prétextes à ces mesures de restriction de l'émigration, les grands travaux entrepris pour remettre en culture la Sardaigne et la Campagne Romaine et la nouvelle tentative de mise en valeur de la Tripolitaine. Mais la véritable raison est que l'Italie se reconnaissant impuissante à lutter à l'étranger contre l'assimilation de ses émigrants, s'est jetée à corps perdu dans une politique toute différente. « Donnez des bras, des cerveaux à la France, a écrit le sénateur Pedrazzi. C'est très bien : lui donner des citoyens, c'est impossible. Si en récompense de l'immense cadeau que les agriculteurs italiens lui font, la France veut leur changer l'âme, mieux vaut fermer la frontière ». Visiblement le Gouvernement italien voudrait ne plus avoir en Europe que des émigrants temporaires. En fait, par des moyens détournés, il a jugulé l'émigration, sans vouloir considérer que cette surabondance de main-d'œuvre était susceptible de produire à l'intérieur une crise économique et même des troubles sociaux très graves. Persévérer dans cette politique serait pour l'Italie une folie et pour l'Europe un danger, et nous ne doutons pas que dans un avenir prochain l'Italie soit obligée de chercher à nouveau des débouchés pour son excédent de population.

Quoi qu'il en soit, n'ayant à porter un jugement que sur l'œuvre passée, nous comprenons que l'Italie ait le désir très naturel de conserver à ses ressortissants le fait et le sentiment de leur nationalité ; mais il ne faudrait pas que son ardeur l'entraînât à porter atteinte à la souveraineté des pays d'immigration en maintenant sur ses nationaux une sorte de droit de suite indéfini. Pour éviter les frictions et les conflits, le Traité du Travail franco-italien a posé le principe que les immigrés jouiraient de la même protection que les nationaux (conditions de travail, hygiène, accidents de travail, assistance). La France s'est montrée là extrêmement généreuse ; car alors qu'elle abrite plus de 800.000 Italiens, on compte à peine 8.000 Français en Italie. Qui pourrait donc reprocher à la France de faire tous ses efforts afin d'obtenir que ces étrangers qu'elle enrichit, qu'elle instruit ou qu'elle hospitalise, se décident à faire partie de notre famille nationale ?

Chacune des deux nations est dans son rôle : le Gouvernement italien, en veillant au respect des droits de ses nationaux, le Gouvernement français en facilitant leur assimilation volontaire.

Bien que leurs intérêts semblent inconciliables, nous persistons à penser que les deux pays ont le plus grand avantage à chercher dans une amitié sincère la solution d'un tel antagonisme...

Du moins après avoir exposé les efforts déployés par l'Italie est-il temps de nous demander quelle politique la France leur a opposée.

CHAPITRE VII

En face des dispositions législatives et des institutions officielles et privées de l'Italie, qui tendent, à l'intérieur, à régler et à contrôler l'émigration, et à l'extérieur, à maintenir les émigrés dans l'allégeance nationale, il faut avouer que la France n'a pas de politique d'immigration. Bien qu'elle soit devenue le second pays d'immigration du monde, elle attend encore la législation qui en fixera les principes et qui créera et dotera les organismes nécessaires.

Nous n'avons pas la prétention de tracer le programme d'ensemble de cette politique. Des hommes plus qualifiés s'en sont chargés... notre but est plus modeste : mettre en lumière, par l'étude objective de l'immigration italienne dans le bassin de la Garonne, un des aspects du problème et indiquer les meilleurs moyens d'assimiler ces colons étrangers. Ce qui vaut pour les Italiens du Sud-Ouest ne vaut peut-être pas pour les groupes polonais du Nord et de l'Est ; mais nous croyons que ce n'est qu'après avoir regardé, — comme avec une loupe — chaque sphère d'immigration, agricole et de classe moyenne dans le Sud-Ouest, industrielle et salariée dans le Nord et l'Est, qu'on parviendra

à édifier une large politique française d'immigration. Car il n'y a pas qu'une sorte d'immigration. Tout se ramène, au contraire, à des questions d'espèces dont les éléments sont à la fois la race, la nationalité, la profession des immigrants, les conditions sociales et démographiques des régions auxquelles ils sont destinés. La conduite à tenir, en matière d'immigration, ne saurait être uniforme. Aussi considérons-nous comme une faute d'avoir suspendu, en février 1927, l'immigration agricole italienne, sous prétexte qu'il y avait à Paris du chômage industriel. C'était confondre à tort agriculture et industrie et négliger ce fait d'expérience que les familles italiennes fixées en Gascogne, ne désertent pas la terre pour l'usine, qu'elles n'augmentent donc pas d'une unité le nombre des chômeurs, alors qu'elles contribuent à une production agricole plus intense, capable de réduire la durée de la crise industrielle.

*
* *

Cette mesure inopportune nous révèle que l'erreur est d'abord dans le principe qui a fait considérer jusqu'ici l'immigration comme une pure question de main d'œuvre, la France se contentant de puiser hors de ses frontières les travailleurs dont elle avait besoin. Or le but d'une politique française d'immigration doit être beaucoup moins de s'assurer des concours temporaires,

que d'intégrer dans la population française et de préférence dans les milieux ruraux, des familles étrangères susceptibles d'être assimilées avec profit.

Mais elle nous révèle en même temps que l'erreur est aussi dans l'organisation des services. Sept ministères s'occupent des questions concernant les étrangers.

Le ministère des Affaires étrangères négocie les conventions d'immigration. Le ministère du Travail a dans ses attributions les questions de main-d'œuvre pour l'industrie et le commerce, et les questions d'hygiène et de police sanitaire pour tous les immigrants, agricoles ou ouvriers. Le ministère de l'Agriculture surveille le recrutement de la main-d'œuvre agricole et la répartit dans le pays. Le ministère de l'Intérieur est chargé de la police des étrangers et leur délivre les cartes d'identité. Le ministère de l'Instruction publique prépare leur assimilation par l'école et les cours du soir. Le ministère de la Justice a le service des naturalisations. Quant aux travailleurs coloniaux ils relèvent du ministère des Colonies.

« Qui ne voit qu'une telle organisation aussi peu coordonnée, aussi divergente dans ses principes, ne peut aboutir qu'à des résultats non seulement insuffisants et contradictoires, mais à certains égards lamentables ? » (1).

Aussi sommes-nous partisans d'un office national de l'immigration (2) qui donnerait à notre politique la cohésion et l'esprit de suite nécessaires.

1. Lambert. *La France et les étrangers. Dépopulation, naturalisation*, p. 60.

2. M. Herriot, lors de son ministère éphémère de juillet 1926.

Nous savons que c'est précisément la tâche que se propose la Commission interministérielle de l'immigration, créée par le décret du 18 juillet 1920, et dans laquelle figurent des représentants des ministères intéressés. Mais nous estimons que l'heure est venue de substituer à cet organisme consultatif un Office National puissant, ayant à sa tête un chef responsable. On a dit parfois que mieux vaut une politique d'immigration sans office, qu'un office sans politique. Nous ne n'y contredisons pas, mais actuellement nous n'avons ni l'un ni l'autre.

Nous nous hâtons d'ajouter d'ailleurs qu'il ne s'agit pas de créer un monopole de plus. Cet Office National d'immigration ne pourra fonctionner efficacement qu'à la condition de réaliser une collaboration effective entre l'Etat et les organisations professionnelles. L'Office National qui dirigera toute la politique d'immigration n'aura pas à se substituer dans les détails aux syndicats ; les Comices de Nérac, de Condom, les bureaux de main-d'œuvre d'Auch et de Toulouse témoignent des services que les initiatives privées peuvent rendre à la collectivité.

Le rôle de l'Office sera au contraire d'encourager et d'aider les groupements régionaux qui resteront toujours les meilleurs juges du recrutement, de la sélection.

avait créé un Haut-Commissariat de l'Immigration et des naturalisations. Auparavant le 12 octobre 1922, M. Poincaré, comme Président du Conseil, avait présenté un projet de loi portant création d'un Office National de l'Immigration. Ce projet n'a jamais été porté devant la Chambre des Députés.

tion professionnelle et de la répartition des immigrants.

* * *

M. Pairault a marqué avec justesse les quatre étapes successives que doit se proposer une bonne politique d'immigration : sélectionner, accoutumer, assimiler, naturaliser. Nous allons faire l'expérience de ces principes à la Gascogne, jugeant ce qui a été fait et disant ce qui reste à faire.

Le premier acte est de sélectionner au quadruple point de vue sanitaire, moral, professionnel et ethnique. Ce n'est pas parce que la France a besoin de main-d'œuvre, qu'elle doit devenir le dépotoir de l'univers. Suivant l'exemple des Etats-Unis, elle doit faire, parmi les étrangers qui se pressent à ses frontières un choix judicieux et sérieux.

1° *Au point de vue sanitaire.* — N'immigrer que des éléments physiquement sains est la première préoccupation. Du soin qu'on y apporte dépendent à la fois l'équilibre financier (hôpitaux) et l'avenir de la race. Tout individu malade ou malsain est une charge éventuelle, un poids mort pour la collectivité à laquelle il coûte plus qu'il ne rapporte. Sur ce point, presque tout reste à faire. Les Italiens qui se présentent à Modane ou à Menton sont soumis à un examen médical rapide, qui se borne à constater si le postulant n'est pas atteint de maladie très-contagieuse et à s'assurer s'il a été vacciné

récemment contre la variole. Qu'on juge de l'insuffisance de ce contrôle, en apprenant que le médecin n'a pas le droit de refuser les immigrants atteints seulement... de tuberculose et d'épilepsie.

Heureusement, les Italiens qui viennent en Gascogne, sont tous originaires de milieux ruraux et jouissent d'une santé robuste. Des familles de métayers sont arrivés en plein hiver, trainant avec elles des enfants tout jeunes encore ; tous ont facilement supporté ce long voyage de plusieurs jours. Et les médecins gascons sont unanimes à reconnaître l'excellente santé des colons italiens, qui observent cependant une hygiène assez sommaire.

Mais il n'en reste pas moins vrai qu'à l'exemple des Etats-Unis, il importe d'organiser à la frontière une véritable « douane des hommes » qui soumette chaque immigrant à un contrôle sanitaire sévère.

2° *Au point de vue moral.* — Doivent être éliminés d'office les repris de justice, les individus de basse moralité et les fauteurs de troubles. Il ne s'agit pas pour la France de renoncer aux traditions d'hospitalité qui l'ont toujours faite accueillante aux persécutés politiques. Mais en échange de l'asile qu'elle leur offre, elle est en droit de leur demander d'abandonner leurs revendications en franchissant la frontière ; elle ne saurait tolérer qu'ils fassent de son territoire ni le siège de leurs complots contre leur pays d'origine, ni le théâtre de leurs luttes intestines. Comme l'a dit M. Oualid, « l'hospitalité dicte des devoirs au pays qui la donne, mais elle impose aussi des obligations à l'individu qui la reçoit. »

Nous regrettons sur ce point que le Gouvernement français n'ait pas invité à plus de modération certains rédacteurs de journaux socialistes italiens, de Toulouse et d'Agen, qui se sont livrés parfois à des attaques très violentes contre le gouvernement de Rome. Nous nous plaisons à reconnaître d'autre part que fascistes et anti-fascistes n'ont pas importé en Gascogne les méthodes de discussions italiennes. A peine peut-on relever quelques coups de bâton et les Préfectures n'ont eu à sévir que très rarement.

3° *Au point de vue professionnel.* — Un examen minutieux des contrats de travail, à la frontière permet de déterminer les capacités professionnelles des émigrants, et d'éviter l'introduction en France, de travailleurs susceptibles d'accentuer le chômage dans des carrières déjà encombrées. Sous le prétexte que certains étrangers, les Polonais et les Tchéco-Slovaques notamment, introduits pour les besoins de l'agriculture, avaient tendance à rompre leur contrat et à s'embaucher dans les usines, le ministère du Travail, devant le nombre des chômeurs, demanda la fermeture des frontières au début de 1927. C'était généraliser à tort : ce qui est exact pour les Polonais et les Tchéco-Slovaques ne l'est plus pour les Italiens, venus en France pour travailler la terre.

Une autre difficulté subsiste : le Commissariat Royal de l'émigration n'accepte plus de demandes nominatives ; il est donc impossible de contrôler, par des renseignements privés les qualités professionnelles des futurs travailleurs agricoles. Le Commissariat en reste seul

juge, et il est à craindre que dans l'avenir les familles, choisies par lui seul, donnent moins satisfaction aux employeurs, soit parce qu'originaires de l'Italie du Sud, elles connaîtront moins bien nos cultures, soit même parce qu'elles ne seront pas habituées aux travaux de la terre. Une entente cordiale des services d'émigration français et italiens éviterait ce danger que redoutent certains propriétaires gascons, surtout depuis qu'ils sont obligés de déposer un cautionnement de 1.000 francs par famille.

4^e *Au point de vue ethnique.* — L'intérêt de la France est non seulement d'attirer les éléments étrangers qui présentent avec notre race les affinités les plus grandes, mais encore de les répartir dans la région qui par ses caractères physiques et la nature de ses cultures, se rapproche le plus de leur pays d'origine. Ainsi leur dépaysement sera-t-il moins grand et leur assimilation plus rapide.

La Gascogne, dévastée par ce nouveau phylloxéra qu'est pour elle depuis près d'un siècle la dénatalité, a essayé de bien des « plants » pour se reconstituer.

Pour réparer ses vignobles, elle a eu recours aux hybrides américains ; pour peupler le désert des Landes, elle sema des pins. Pour vaincre l'abandon des hommes, elle essaya de semer des étrangers. Mais toutes les greffes n'ont pas donné les mêmes résultats.

Nous avons dit que les Espagnols qui avaient émigré, en grand nombre, entre 1840 et 1870, durant les guerres carlistes, s'étaient assez rapidement assimilés. La terre d'asile des pères devint la patrie des enfants.

Mais la guerre mit fin à cette invasion espagnole.

Les essais d'Arméniens, de Russes, de Tchéco-slovaques échouèrent et prouvèrent par leur propre insuccès la supériorité de l'élément italien. Latins comme nous, les Italiens du Nord retrouvent en Gascogne le même ciel, le même climat, les mêmes cultures et rappellent presque dans leur aspect physique les paysages gascons. Au point de vue ethnique, il n'y a pas de meilleure greffe pour la Gascogne.

* * *

Mais on ne transplante pas des hommes aussi facilement que des sapins. Avant de songer à assimiler ces colons étrangers, il faut d'abord les « accoutumer », c'est-à-dire leur donner le bien-être matériel et moral qui les prédisposera à faire de la France leur véritable patrie.

Nous avons déjà dit combien étaient insuffisants les logements des métairies de Gascogne... Certains propriétaires ont été surpris de voir les Italiens refuser ce dont les Français s'étaient toujours contentés. Ils oubliaient que ceux-ci, habitués à leur sort, étaient attachés à leur coin de terre par tout un passé, fait de souvenirs et de traditions de famille, alors que ceux-là, dépaysés dans un pays étranger, avaient besoin de trouver une aisance matérielle qui pût leur faire paraître moins dur l'éloignement du village natal qui avait gardé leur jeunesse et leurs morts.

Il faut dire qu'en bien des cas, l'accueil aimable des Gascons facilita l'installation des Italiens. Ici, ce fut un propriétaire qui fournit à ses métayers le linge et les meubles indispensables ; là, ce fut un voisin qui avança aux nouveaux venus le blé et les pommes de terre qui leur manquaient pour emblaver leurs champs. Immédiatement des rapports amicaux se nouèrent entre Italiens et Gascons, tout surpris de se comprendre en parlant chacun leur patois, et quand vint l'époque des battages, ils « dépiquèrent » de concert. C'est en effet un vieil usage que lorsque la machine à battre arrive chez un cultivateur de la commune, tous ses voisins viennent l'aider et nous avons pu surprendre en plein travail plusieurs de ces équipes improvisées, moitié Français, moitié Italiens qui, après avoir travaillé tout le jour, buvaient et chantaient en chœur.

Aussi faut-il regretter que le Gouvernement français, au lieu de mettre à profit ces dispositions favorables, se soit aliéné la sympathie des colons, en faisant voter deux lois de défense contre l'immigration.

La loi du 4 décembre 1925 qui soumettait à une taxe de 20 % les mutations d'immeubles opérées au profit d'un étranger, et la loi du 3 août 1926 qui portait à 375 francs les droits de la carte d'identité.

Ces deux lois durent être rapportées quelques mois après leur promulgation devant les protestations et les menaces de représailles des autres Etats. Le bénéfice financier fut nul, le préjudice moral considérable, car les journaux étrangers en profitèrent pour persuader leurs compatriotes qu'ils n'avaient pas à compter sur l'appui

du gouvernement français. Il est permis d'espérer que si un office national de l'immigration avait existé, il aurait épargné à la France cette double atteinte à son prestige. Il était en effet facile de se rendre compte que la loi du 4 décembre 1925 violait les clauses des traités d'établissement et qu'elle était pratiquement inapplicable. Elle aboutissait à ce résultat inattendu que tandis que nos ennemis d'hier étaient exonérés de la taxe, seuls la payeraient nos alliés : les Belges et les Italiens. Devant ce défi à l'équité et au bon sens, la loi du 30 janvier 1926 effaça de nos Codes cette erreur législative.

Et cependant nous sommes les premiers à reconnaître qu'il importe de protéger la terre de France contre la mainmise étrangère. Mais les mesures à prendre, au lieu de faire l'objet d'une loi « en l'air », doivent être conçues dans le plan d'ensemble de la politique d'immigration.

Il ne s'agit pas de discuter si l'immigration est un bien ou un mal ; elle est une nécessité pour notre pays auquel la dénatalité et la guerre ont fait subir des pertes beaucoup plus fortes qu'à aucun autre. Nous n'avons pas le choix des remèdes et nous ne pouvons pas refuser celui qui s'offre à nous comme le plus immédiat et le plus efficace : la transfusion du sang, à condition de l'entourer de toutes les garanties qu'elle comporte.

En plus de la sélection sanitaire, morale, professionnelle et ethnique, nous reconnaissons volontiers que la sécurité de la Nation peut exiger d'interdire aux étrangers l'acquisition d'immeubles dans certains départements voisins des frontières, ou même dans certaines zones de l'intérieur ; mais par contre, nous estimons

qu'étendre à tout le territoire cette législation restrictive, serait non seulement nous exposer aux représailles de certains Etats, mais aussi aller à l'encontre de l'intérêt national.

Nous avons des régions dépeuplées, des villages où les feux s'éteignent les uns après les autres, où les champs sont en friche. Il faut créer là des zones de peuplement, comme Frédéric II a fait autrefois pour la Prusse. Qu'on interdise à des étrangers enrichis par la guerre d'enlever à prix d'or nos belles fermes du Nord et de l'Est, cela est parfaitement légitime, mais par contre qu'on leur facilite l'accès des régions moins favorisées où la terre s'avilit, faute d'acheteurs, où les domaines restent incultes, faute de bras. Car qui oserait prétendre qu'il vaut mieux que notre sol reste improductif plutôt que d'être cultivé par des mains étrangères ?...

Au lieu d'interdire aux étrangers d'acheter des immeubles en France, mieux vaudrait organiser une surveillance spéciale des acquisitions faites par eux. Car il est inadmissible que personne ne sache exactement à l'heure actuelle le nombre d'hectares possédés par des étrangers. Comme l'a écrit M. Paon (1), « c'est le rôle de l'Administration de se documenter sur les mouvements immobiliers, de même que sur tous autres faits concernant les étrangers, de façon à pouvoir, le cas échéant, proposer les mesures de protection qui pourraient devenir nécessaires. Mais il semble bien inutile de bou-

1. *L'Immigration en France*, p. 141.

leverser préventivement le Code Civil et le droit des gens ».

La loi du 4 décembre 1925 ne vécut qu'une année. Mais le Gouvernement italien sut en user pour arrêter l'exode des capitaux italiens qui venaient s'investir en terres françaises.

* * *

Loin de profiter de cette première expérience, nous avons renouvelé le même pas de clerc, à propos de la carte d'identité. C'était en juillet 1926. Les Français, effrayés par l'effondrement du franc, rendaient les étrangers responsables de leur malheur et c'est dans ce mouvement de xénophobie que la loi du 3 août 1926, complétée par le décret du 30 novembre suivant, porta de 68 à 375 francs le prix de la carte d'identité que devrait dorénavant posséder tout étranger, âgé de plus de 15 ans et devant résider en France plus de deux mois. L'article 15 prévoyait que la carte, valable pour deux ans, serait réduite à 40 francs pour les travailleurs salariés, mais l'Administration refusait de comprendre parmi eux, les métayers qu'elle assimilait, au mépris de toutes notions juridiques, aux fermiers et aux propriétaires. Ainsi, les manœuvres étrangers qui encombraient nos chantiers, bénéficieraient de la réduction, tandis que les familles de cultivateurs payeraient la taxe entière. Un ménage de métayers, ayant quatre enfants au-dessus de 15 ans, payerait tous les deux ans :

$$375 \times 6 = 2.250 \text{ francs}$$

alors qu'à la ville il aurait seulement à déboursier :

$$40 \times 6 = 240 \text{ francs.}$$

Excellent moyen, n'est-il pas vrai, de repeupler nos campagnes !

C'était taxer la main-d'œuvre en même temps que la production, vexer les émigrants, les rejeter vers leur pays d'origine auquel ils demanderaient de les défendre et de les protéger, et tout cela pour une somme qui payerait à peine les fonctionnaires chargés de les recouvrer (1).

Cette loi émut vivement les milieux italiens. Des journaux de Rome, le *Corriere della Sera* (2) notamment, protestèrent avec violence. L'Italie et plusieurs autres Etats s'élevèrent contre cette taxe trop élevée, dans laquelle ils dénoncèrent un impôt permanent contraire aux traités internationaux. L'Espagne prétendit même que la vieille convention de 1862, toujours en vigueur exonérerait ses ressortissants de toute taxe spéciale. Devant cette levée de boucliers, le Gouvernement, une nouvelle fois, recula.

L'article 19 de la loi de finances du 19 décembre 1926, précisa d'abord que « les étrangers installés en France en qualité de fermiers et de métayers qui cul-

1. Les cartes à 68 francs et à 40 francs payées par les 2.845.214 étrangers fixés en France au 1^{er} janvier 1925 ont rapporté 9.820.000 francs. Or, les dépenses totales du service des étrangers qui fonctionne à la Préfecture de police ont atteint environ 10 millions.

2. 8 août 1926.

tivent par eux-mêmes les domaines qui leur sont confiés et qui n'emploient pas, ordinairement, une main-d'œuvre étrangère à leur famille, seraient assimilés aux travailleurs salariés et bénéficieraient du tarif réduit ». Enfin l'article 88 de la loi du 26 mars 1927 ramena le prix de la carte d'identité respectivement à 100 francs et à 20 francs, tout en maintenant sa validité à deux ans.

Or beaucoup d'Italiens avaient déjà fait parvenir à la Préfecture de leur département les droits de leur carte d'identité, tels que les avait fixés la loi du 3 août 1926 : aucune carte ne leur avait été délivrée. Quand parut la loi du 26 mars 1927, ils réclamèrent la restitution de ce qu'ils avaient payé en surplus. Mais quel ne fut pas leur étonnement de s'étendre alors répondre que les timbres mobiles avaient été apposés sur les cartes et que leur valeur était définitivement acquise au Trésor. Ainsi ceux qui avaient été les premiers à se soumettre, voyaient leur zèle récompenser par une pénalité de 275 francs, ou même de 355 francs, s'ils étaient métayers, tandis que ceux qui s'étaient dérobés, pouvaient boire l'asti à leur santé.

Un tel procédé n'est pas digne de la France et c'est par ces mesures vexatoires qu'on retarde l'assimilation et partant la naturalisation, des étrangers de bonne foi.

* * *

51406

-00113

00113

Le troisième objectif que doit se proposer notre politique d'immigration est d'assimiler. C'est un mot qui ne

plaît guère aux pays d'émigration, à l'Italie notamment. Nombreux sont les journalistes italiens qui depuis deux ans ont dénoncé : « l'œuvre passionnée d'assimilation qu'exercerait la France à l'égard des Italiens ». Or nous estimons avec M. Pairault qu'il y a là un malentendu. L'amour de la terre natale, pour être profond et sincère, peut ne pas être exclusif, et il est naturel que sans renier ses origines, un étranger s'attache au pays dans lequel résident ses nouveaux intérêts, surtout si cette nation a tout fait pour se faire aimer. Le résultat sera peut-être le même, mais du moins l'émigrant se sera prononcé en toute liberté. La France ne cherchera jamais à obtenir par la force des conversions nationales. Mais nul ne peut l'empêcher de travailler à gagner les cœurs et les esprits, en favorisant les intérêts matériels légitimes.

Et c'est précisément ce qui inquiète le Pr Bertorelli, de l'Université de Pavie : « En admettant que les Italiens passés en France s'y trouvent bien, il est certain que ce ne sera pas l'esprit italien qui sera répandu parmi eux dans une vingtaine d'années, non pas par faute de la France, mais par une fatalité inexorable exercée par les civilisations bien évoluées et bien définies. Les nations policées telles que la France, non seulement naturalisent légalement les étrangers en un clin d'œil, mais surtout dénaturalisent automatiquement les tendances nationales »... Et le Pr Bertorelli conclut : « Servir de pépinière à une nation voisine peut tout d'abord piquer l'amour-propre, mais c'est en réalité travailler pour produire unique-

ment la matière première du bonheur d'autrui. »

Le P^r Bertorelli nous permettra de lui répondre que fermer la frontière ne serait pas pour l'Italie une solution meilleure, et qu'au lieu d'opposer des intérêts, mieux vaudrait chercher à les concilier : une entente franco-italienne n'est pas impossible et elle serait pour les deux pays un gage de sécurité et une source de richesses.

* * *

Toute œuvre d'assimilation est une œuvre de longue haleine, et il faut se persuader de cette idée que c'est beaucoup plus sur la seconde génération que sur la première que doit porter notre effort persuasif et discret d'assimilation. C'est pourquoi, avant d'exposer la politique à suivre vis-à-vis des colons, au point de vue financier, religieux et professionnel, nous traiterons d'abord des enfants et du problème de l'école.

Quand on essaie de construire une large politique d'immigration, on ne peut pas s'empêcher de demander aux Etats-Unis des renseignements et des leçons. Car enfin de quoi a été faite cette nation, qui veut être la première du monde, la plus riche et la plus puissante ? D'éléments anglo-saxons et hollandais au début, mais depuis cinquante ans d'éléments venus d'Allemagne, d'Italie, des Balkans, de Pologne, de Suède, d'un peu partout. Comment donc sont-ils devenus Américains ?

La réponse ne peut pas faire de doute : C'est l'école américaine qui a été le creuset où s'est forgée la grande nation des Etats-Unis.

C'est aussi à l'école que nous devons offrir aux petits Italiens les bases d'une éducation qui leur permette de se fondre avec nous, de connaître notre histoire, d'avoir les mêmes goûts, de se pénétrer des mêmes idées, nous dirons presque des mêmes préjugés, de façon à avoir une âme semblable à la nôtre. Ceci nous conduit à cette première conclusion que pour remplir pleinement son rôle il faut que notre école soit accueillante et qu'elle ne heurte pas certains sentiments.

Or pour beaucoup de familles italiennes, l'école laïque était un « épouvantail », et il était à craindre que là où n'existait pas une école libre, les enfants italiens ne fréquentent pas l'école publique. Il faut savoir gré aux missionnaires italiens d'avoir usé de leur influence pour pousser les parents à y envoyer leurs enfants. Nous sommes heureux de reconnaître que nulle part nous n'avons recueilli de plaintes sur l'enseignement des maîtres, si ce n'est quelques familles qui se plaignent d'un défaut de surveillance, alors que filles et garçons jouent dans la même cour. Mais, en général, on peut dire que tous les instituteurs ont eu à cœur de ne pas blesser les jeunes consciences qu'ils avaient charge d'éveiller à l'amour de la France.

L'Inspecteur d'Académie du Gers, a traité dans un rapport excellent, de l'admission des enfants étrangers dans nos écoles. Nous ne pouvons mieux faire que le

citer, heureux de rendre hommage à sa compétence et à son amabilité :

« L'élément italien se répartit, en 1926 (1), entre les écoles publiques des quatre circonscriptions d'enseignement primaire de la manière suivante :

Auch (1 ^{re})	140
Auch (2 ^e)	266
Condom	266
Mirande	50
	662

« Cet afflux étranger est très disséminé : on ne trouve de groupes importants qu'à Lauraët, Fourcès, Cutxan, Montestruc, Monferran-Savès, Pujaudran, Castillon, Pergain-Taillac. D'une manière générale, les élèves étrangers ne sont pas les plus nombreux dans les écoles qu'ils fréquentent, sauf à Blanquefort (15 Italiens pour 2 Français), à la Testère (école spéciale de 20 élèves avec un maître détaché) et à Préchac où les 7 élèves inscrits sont tous italiens.

« ... MM. les Inspecteurs primaires marquent à l'envi que l'assimilation des petits Italiens s'opère facilement et dans un laps de temps relativement très court. « Si les enfants sont jeunes, écrit M. l'Inspecteur primaire de Condom, et s'ils n'ont jamais fréquenté l'école en Italie, ils font partie du cours préparatoire. Il n'y a pas de difficulté particulière, car ils sont sensiblement dans les mêmes conditions que nos petits ruraux non

1. En 1926-1927, les chiffres ont doublé : 1.264 Italiens fréquentaient les écoles publiques ; 159 les écoles libres ; et la rentrée d'octobre s'annonce plus nombreuse encore.

familiarisés avec le français. Lorsque les enfants ont fréquenté l'école en Italie, ils sont mis le plus tôt possible en mesure d'utiliser leur savoir grâce à de nombreuses leçons spéciales de français. La période de transition dure de trois à cinq mois.

« L'on a soin d'encadrer autant que possible les petits étrangers, et l'on évite de les isoler soit en groupe, soit individuellement. En cette tâche, les écoliers sont les plus actifs collaborateurs du maître, qu'il s'agisse des élèves indigènes ou des étrangers déjà assimilés qui servent de modèles et d'entraîneurs. La vie scolaire en général, mais particulièrement les jeux en commun, les relations de camaraderie complètent l'action enseignante proprement dite. Au bout de quelques mois, l'assimilation, étonnamment rapide, est si complète qu'un léger accent seulement différencie les petits Italiens ou les petits Espagnols de leurs camarades français ; encore cette distinction n'est-elle pas toujours commode. J'ai entendu dans un cours moyen une jeune Italienne très intelligente et la première de sa division, dont l'assimilation faite en un an était tellement achevée, qu'elle gasconnait plus que ses petits voisins.

« Les progrès des enfants italiens sont fort prompts. Ils s'adaptent vite à la langue, aux habitudes, à la mentalité de leurs camarades. Dans nombres d'écoles, garçons ou filles, sont à la tête de leur division. Dans certaines communes c'est déjà le français qu'ils emploient entre eux ou dans leur famille, et même aussi le patois gascon. Parfois les deux langues se mêlent et il n'est pas rare d'entendre un italien dire « oui » au lieu de

« si ». Ces élèves étrangers sont loin d'être un poids lourd. Ils font naître l'émulation dans les écoles où ils viennent recevoir l'enseignement de nos maîtres, et à un autre point de vue, c'est grâce à cet apport d'éléments nouveaux renforçant nos effectifs trop appauvris que certains cours squelettiques ont pu être peuplés, certains postes maintenus. Une seule difficulté a quelquefois gêné le personnel enseignant ; il a fallu s'employer à fond, patiemment, dans bien des cas, pour obtenir que les petits étrangers, fils de pauvres colons, se montrassent à l'école dans un état convenable ; les premiers temps ils se présentaient pieds nus, déchirés, sales et non sans vermine ; en ce domaine, l'école a fait une œuvre saine d'élévation morale et de civilisation.

« Mais il s'annonce une difficulté plus grave, c'est la non fréquentation. Les élèves étrangers ont pris dans presque toutes les écoles les habitudes d'irrégularité de leurs camarades gascons. Cette irrégularité varie selon la condition des familles ; les propriétaires aisés envoient très régulièrement leurs enfants à l'école ; les pauvres, au contraire, louent leurs aînés pour les travaux agricoles, ou les emploient eux-mêmes, ou bien les retiennent pour la garde des plus jeunes. Quelquefois un sentiment de fierté empêche qu'on envoie à l'école des enfants dont les vêtements en mauvais état contrasteraient trop avec ceux des petits Français ou même des camarades de la même nationalité plus fortunés ; très rares sont cependant les communes où les Caisses des Ecoles, quand il en existe, n'ont pas aidé

les étrangers sans ressources de la même façon que les Français (1). »

Nous avons recueilli le même son de cloche dans le Tarn-et-Garonne où un millier d'enfants italiens fréquentent les écoles. Tous les maîtres les disent studieux, dociles et disciplinés et quelques élèves ont déjà passé avec succès l'examen du certificat d'études.

Pour la Haute-Garonne, nous avons eu la bonne fortune de recueillir le témoignage de M. Blanc, Inspecteur de la troisième circonscription de Toulouse. Pour sa seule circonscription, le nombre des élèves italiens qui était de 103 en 1925, a atteint en 1926, 164 dont 77 se trouvent dans le canton du Muret. Dans certaines écoles, les Italiens sont les plus nombreux : ainsi à Empeaux : 8 sur 12 ; Ox : 15 sur 20 ; la Bastidette : 12 sur 16.

Au cours de notre entretien, M. Blanc a bien voulu nous faire part des remarques suivantes : « Sur le chiffre de 103, 55 ne savaient lire à leur arrivée, ni en français, ni en italien ; 48 savaient lire en italien. Or aujourd'hui 18 sont suffisamment avancés pour pouvoir d'ici 1929 affronter les épreuves du certificat d'études : 3 en 1927 ; 8 en 1928 ; 7 en 1929.

Les progrès en lecture ont été plus rapides avec les illettrés qu'avec ceux qui savaient lire en Italie. L'alphabet est le même, mais la prononciation diffère et il faut un bon semestre pour effacer l'ancienne prononciation.

1. A. Nérac, existe une Société mutuelle scolaire qui a accueilli immédiatement les pères de famille italiens. On a pu même observer que les Italiens sont beaucoup plus réservés et moins quémandeurs que les Espagnols.

Mais une fois au point, petits Italiens et petits Français font les mêmes devoirs, étudient et récitent les mêmes leçons, si bien que le visiteur non prévenu est incapable de déceler l'origine des élèves. L'homogénéité est complète à partir du cours moyen.

« Mais il y a mieux. Peu à peu l'enfant pense en français. Après deux ans, il a presque perdu la pratique de l'italien. Un maître voulut se servir d'un élève d'un cours supérieur comme interprète auprès d'un tout petit. Cet élève ne savait plus dire en italien ce que l'instituteur lui demandait de traduire. Sans doute il comprenait son jeune camarade, mais il pensait plus clairement en français qu'en italien. »

Et M. Blanc, tout possédé par son sujet, de conclure : « La langue mère de ces élèves sera demain la langue française. Quant aux plus jeunes, comme ils auront suivi les mêmes cours que leurs camarades français, ils réciteront nos morceaux choisis et diront avec conviction d'après leurs livres : « Notre pays s'appelait autrefois la Gaule, du nom de ses premiers habitants, les Gaulois. » Et ils ne mentiront pas, car leur pays sera la France. Rien ne vaut l'école pour absorber les fils d'étrangers. »

Dans le Lot-et-Garonne, l'Inspecteur d'Académie, M. Rouède, s'occupe tout spécialement des enfants Italiens. Mais n'est-il pas lui-même agrégé d'italien ? Un millier d'enfants fréquentent les écoles publiques dont ils sont souvent les meilleurs élèves. Il semble en être de même dans l'enseignement secondaire puisqu'au lycée d'Agen, c'est un jeune Italien qui a rem-

porté, en 1927, le prix d'excellence et le prix de langue française de la classe de septième.

* • *

Ces résultats sont très encourageants, si l'on songe que l'instruction des jeunes a une importance de premier plan. C'est à l'école que les Italiens apprendront à connaître notre culture, notre langue et notre histoire. C'est là qu'ils noueront des amitiés précieuses qui leur permettront de ne plus se sentir étrangers dans un pays qu'ils regarderont désormais comme leur vraie et seule patrie. Les instituteurs ont un rôle délicat et difficile. Rendons-leur cet hommage mérité qu'ils ont été partout à la hauteur de leurs responsabilités et de leurs devoirs.

Nous avons dit que les Italiens avaient songé à ouvrir des écoles privées. L'article 22 du Traité franco-italien prévoyait que les deux pays « se réservaient de négocier une convention générale relative à l'enseignement et d'y inclure les mesures nécessaires pour faciliter l'instruction primaire et l'instruction professionnelle des travailleurs immigrés et de leurs familles. » Cette convention n'a jamais été passée et dans le silence du Traité, les Italiens auraient pu invoquer la loi du 30 octobre 1886 qui ne prohibe pas absolument l'ouverture d'écoles étrangères. C'est, à notre sens, une grave lacune. Car on ne peut pas admettre

que des enfants nourris par notre sol et appelés à devenir Français, soient instruits dans notre pays dans des écoles spécifiquement étrangères.

La loi du 30 octobre 1886 qui n'avait pas d'autre but que de permettre l'ouverture d'écoles saisonnières dans des centres balnéaires, très fréquentés par les étrangers, ne répond plus aux exigences des temps présents. Comme l'a marqué avec raison M. Paon : « La politique de la France en matière d'immigration doit être une politique de fusion entre les divers éléments de sa population. Cette ligne de conduite ne porte pas atteinte aux droits des étrangers qui restent libres de conserver leur nationalité, mais elle est par essence absolument opposée à la constitution de minorités ethniques, et par conséquent toutes dispositions pouvant favoriser leur création doivent être éliminées. »

Mais le jour où le législateur corrigera sur ce point la loi du 30 octobre 1886, il sera bien inspiré de modifier en même temps celle du 28 mars 1882, sur l'obligation scolaire. Un ministre de l'Instruction publique a dû déclarer, dans une circulaire du 30 juin 1925, « qu'il devait être considéré comme acquis que la loi du 28 mars 1882 s'appliquait indistinctement aux jeunes étrangers, comme aux jeunes Français ». Il n'en reste pas moins certain que la loi du 28 mars 1882 est une loi relative au statut personnel et non une loi d'ordre public, c'est-à-dire qu'elle ne peut être appliquée qu'aux nationaux dont le pays a conclu avec la France un traité de réciprocité. Or l'Italie n'est pas dans ce cas et il est actuellement impossible de contraindre les parents ita-

liens à envoyer leurs enfants à l'école. Un Inspecteur d'Académie l'a appris récemment à ses dépens. Voici comment *l'Ecole et la Vie* (1) raconte cet incident :

Un Inspecteur constate, dans une classe, l'absence de quelques élèves. Il interroge le maître et apprend qu'un enfant a été retenu à l'église par le curé pour un service d'anniversaire. Aussitôt il fourbit sa plume, et, d'une dextre nerveuse, il rédige à l'adresse du curé une lettre bourrée de menaces, dont quelques-unes en latin. Invoquant le respect de la loi, — le ministre ne lui avait-il pas dit que la loi s'appliquait à tout le monde, — il énumère les peines applicables et fait savoir au délinquant, nonobstant la gravité de la faute, que, pour cette fois, il daignera pardonner.

Notre ecclésiastique, en homme plus dégourdi que son correspondant, ne répond pas tout de suite. Il va consulter un de ses paroissiens, passé maître en l'art de lire les textes. Puis, très benoîtement, il remercie l'Inspecteur de son cours de législation qu'il dit connaître autant que le latin, et annonce que c'est pour s'y conformer qu'il a gardé l'élève en question, et pas les autres, parce que cet élève est tout bonnement un petit Italien. Il le prie, en terminant, de bien vouloir lui faire connaître depuis quelle date la loi du 28 mars 1882 s'applique aux enfants des ouvriers de la noble Italie.

L'Inspecteur ne put qu'enregistrer. Qu'aurait fait le ministre à sa place ?

Il est d'ailleurs bien certain que si notre enseignement

1. 22 mai 1926, p. 549.

public se montre toujours respectueux des convictions religieuses des Italiens, le Gouvernement de Rome se trouvera privé, par là même, du seul argument moral qu'il puisse faire valoir pour réclamer l'ouverture d'écoles italiennes. L'exemple de Blanquefort suffit à le prouver : les sœurs italiennes ont accepté de ne faire qu'une classe enfantine, parce que l'école publique était dirigée par une institutrice française dont l'esprit tolérant est très apprécié par toute la colonie.

Enfin pour faciliter aux instituteurs leur tâche, pour leur permettre de devenir plus aisément les confidents et les conseillers des familles immigrées, il serait bon d'accorder à certains d'entre eux des bourses d'études grâce auxquelles ils pourraient se rendre en Italie et se familiariser là-bas avec la langue, les mœurs et les usages.

* * *

I. — Aide financière.

L'enfant devenu rapidement l'interprète de sa famille dans tous les actes de la vie, est appelé à être au milieu d'elle le meilleur agent de pénétration française. Mais pour que son action soit efficace, encore faut-il que ses parents et ses frères aînés soient en état de réceptivité. Or, lorsqu'on a en face de soi des familles de cultivateurs, à l'esprit réaliste parce qu'ils connaissent le prix de l'effort, le plus sûr moyen de gagner leur cœur et

leur esprit est de favoriser leurs intérêts matériels légitimes.

A peine installés, les Italiens ont souffert énormément du manque de crédit. Nous en avons exposé les raisons dans le chapitre V et nous avons montré que le Gouvernement français, après avoir laissé les banques italiennes prendre pied dans le Sud-Ouest, avait compris que son intérêt était de procurer lui-même aux émigrants l'appui dont ils avaient besoin, en les faisant bénéficier du Crédit agricole. Car il en est pour le Crédit agricole comme pour le reste de notre législation. Lors des travaux qui ont précédé le vote des différentes lois sur le Crédit agricole, le législateur n'a eu en vue que de donner des facilités de crédit aux agriculteurs français. Ne prévoyant pas que la France deviendrait un pays d'immigration, il n'a pas envisagé le cas où des étrangers résidant en France pourraient solliciter des prêts. Mais sur ce point la Convention franco-italienne du 30 septembre 1919 a résolu la question, et il n'est pas douteux que les cultivateurs italiens, affiliés à une caisse locale, puissent obtenir des prêts à court et à moyen terme, « lorsqu'ils présentent des garanties matérielles et morales ».

On sait que la loi a prévu la création de caisses locales et de caisses régionales de Crédit agricole. Les Caisses régionales — qui siègent le plus souvent au chef-lieu du département — ont pour but d'aider les caisses locales et de servir d'intermédiaire entre ces caisses et l'Office National qui fonctionne sous le contrôle du Ministère de l'Agriculture.

Elles sont autorisées à consentir trois sortes de prêts :

1^o Des prêts à court terme, pour permettre à un agriculteur d'acheter ses engrais, ses semences, ses outils, de payer sa main-d'œuvre, etc., sans être réduit à vendre précipitamment sa récolte.

Le taux d'intérêt de ce prêt est actuellement de 6 % il suit les fluctuations d'escompte de la Banque de France. Il est représenté par des billets à ordre de dix à trois cent soixante jours, escomptés à la Caisse locale du demandeur et réescomptés par celle-ci à la Caisse régionale. Ces effets ainsi revêtus, de trois signatures, ont accès à la Banque de France, comme du papier commercial.

2^o Des prêts à moyen terme qui présentent un plus grand intérêt social. Ces prêts ont pour but de permettre à des ouvriers agricoles, ayant déjà fait quelques économies, de devenir des exploitants, soit comme métayers, soit comme fermiers..

Ces prêts facilitent aussi la trésorerie de tous les exploitants agricoles, propriétaires, fermiers ou colons, en mettant à leur portée, un capital-exploitation qui les aide à acheter le cheptel vif dont ils peuvent avoir besoin.

Le taux d'intérêt en est de 5 %. Cet intérêt est sensiblement inférieur à celui que réclamerait n'importe quel prêteur ou, à plus forte raison, n'importe quel banquier.

La durée de ce prêt est de deux à dix ans.

L'agriculteur qui a contracté un prêt de ce genre se libère par annuités constantes et égales qui compren-

nent, à la fois, l'intérêt et une fraction du capital, en sorte qu'à l'expiration du délai consenti pour le remboursement, l'emprunteur est entièrement libéré, et se trouve ainsi plein propriétaire du cheptel vif ou mort acheté grâce au prêt qui lui a été consenti.

3° Des prêts à long terme à 3 %.

Ces prêts d'une durée moyenne de dix à vingt ans, pouvant aller jusqu'à vingt-cinq ans, à la condition que l'emprunteur n'ait pas plus de 65 ans au dernier terme de remboursement, ont pour objet principal l'achat d'une petite propriété rurale, dont la valeur, pour mériter cette appellation, ne doit pas dépasser sensiblement quarante mille francs.

D'après les dernières instructions de l'Office national du Crédit agricole, cette valeur peut être proportionnelle au nombre des enfants et peut aller jusqu'à soixante-dix mille francs pour les familles de plus de trois enfants et à quatre-vingt-dix mille francs pour les familles de plus de six enfants.

Ces prêts peuvent être aussi consentis pour des améliorations d'ordre purement immobilier : réparations aux bâtiments, constructions nouvelles, hangars, remises, écuries, etc.

L'intérêt est abaissé à 1 %, avec bonification en ristourne de 0,50 % par enfant de moins de 16 ans pour les pensionnés militaires ou les victimes civiles de la guerre.

4° Des prêts collectifs à long terme, accordés aux coopératives agricoles de production, de transformation ou de vente en commun, d'utilisation de machines

agricoles, aux conditions générales du long terme ordinaire.

De plus les Caisses régionales acceptent les dépôts à vue, auxquels elles servent un intérêt de 3 %.

L'institution est par elle-même excellente. Elle aurait dû rendre les plus grands services à notre agriculture. En fait, elle n'a réussi que dans les départements où le directeur de la Caisse régionale s'est transformé en un apôtre de la mutualité et où il est parvenu à convaincre les cultivateurs, routiniers et individualistes par nature, des bénéfices que leur procurerait la création d'une caisse de crédit agricole.

Ce tableau que nous donne le *Journal officiel* du 9 décembre 1926 est très significatif : à comparer les chiffres du Gers et ceux du Lot-et-Garonne, deux départements à peu près semblables, on mesure immédiatement les résultats magnifiques que peut obtenir un directeur, comme M. Rhodes.

	Nombre des sociétaires	Prêts à court terme au 31 déc. 1925	Prêts à moyen	Long terme
Gers	6.503	3.401.392	1.827.935	8.137.912
Lot-et-Garonne	2.876	322.145	261.310	3.000.979
Haute-Garonne	3.872	917.284	770.601	2.130.824
Tarn-et-Garonne (1).	892	406.600	136.500	311.800

Dans le Gers, les Italiens ont obtenu facilement des prêts à court et à moyen terme et le directeur de la

1. Il est juste de noter ici que le directeur de la Caisse régionale de Montauban, M. Jayles, n'a pris possession de son poste qu'en 1924 et que depuis son arrivée, la Caisse a pris une extension considérable que la prochaine statistique constatera.

Caisse régionale pouvait adresser en avril 1926 la lettre suivante (1) au Préfet du Gers qui lui recommandait, au nom du gouvernement, « d'aider moralement et pécuniairement les agriculteurs étrangers installés dans le département » :

« La Caisse régionale du Gers estime qu'en raison de la faible densité de la population agricole dans le département et dans la région, il convient de favoriser dans la plus large mesure possible l'immigration d'agriculteurs étrangers, particulièrement lorsque ces agriculteurs se fixent dans le pays. Mais elle estime que les prêts de faveur prévus par la loi du 5 août 1920 et dits prêts à long terme ordinaire ou prêts à long terme spéciaux doivent être réservés à nos nationaux.

« En application de cette double conception, la Caisse régionale du Gers a prié ses Caisses locales affiliées de se montrer favorables, sous les conditions ordinaires de moralité, de solvabilité et de compétence professionnelle, aux demandes de prêts à moyen terme et à court terme introduites par des agriculteurs immigrés.

« Cette recommandation a produit déjà des effets sensibles puisqu'à l'heure actuelle nous avons accordé à cette catégorie d'emprunteurs, en prêts encore en cours, 549.000 francs en moyen terme et 78.000 en court terme.

« De nouvelles demandes sont en instance, et la liste est loin d'être close. »

Il est inutile de préciser que la plupart de ces agri-

1. *L'agriculteur du Gers*, 13 mai 1926.

culteurs étrangers étaient des Italiens. En 1927, le chiffre des prêts consenti aux Italiens atteignait le million, et leurs comptes de dépôts créaient un mouvement de fonds considérable, en augmentation de près d'un million sur le solde de l'exercice précédent.

Il en est de même dans le Tarn-et-Garonne. Les Italiens représentent, en 1927, le tiers des sociétaires ; ils ont permis au nouveau directeur de ressusciter la Caisse au point que son chiffre d'affaires dépasse certains mois le million : et cependant la Caisse est reléguée dans un faubourg de Montauban : elle occupe un rez-de-chaussée étroit, assez mal installé pour qu'on la comprenne de l'extérieur pour un bureau de postes ; et pour tenir les comptes, suivre les affaires, répondre aux lettres, recevoir les visiteurs, il n'y a que le directeur et un seul employé.

Les Italiens bénéficient des prêts à court et à moyen terme, ceux à long terme étant réservés jusqu'ici aux nationaux. Il se sont montrés beaucoup plus syndicalistes que les Français et ils ont toujours tenu scrupuleusement leurs engagements. On peut citer un seul cas où le remboursement n'a pas été fait et l'histoire mérite d'être rapportée : un Italien qui avait emprunté 3.000 francs, meurt subitement. Sa veuve ne peut pas continuer à exploiter ; un compatriote lui rachète le bétail, mais elle refuse l'argent ; elle sait que son mari a contracté une dette envers le Crédit agricole ; elle demande à l'acheteur d'aller porter pour elle l'argent, à Montauban. Celui-ci se trompe de banque et au lieu d'aller au Crédit agricole, dépose l'argent au Crédit

franco-italien qui, quelques jours après, tombe en faillite. Quand il apprit son erreur, l'Italien vint de lui-même au Crédit agricole offrir de payer une seconde fois.

Ce geste ne prouve pas seulement l'honnêteté de celui qui l'a fait, mais encore le respect et l'attachement qu'éprouvent les colons italiens pour les hommes qui savent leur rendre service.

Dans la Haute-Garonne, le Crédit agricole n'a pas consenti de prêts aux agriculteurs italiens avant le mois d'avril 1927. Les caisses locales s'étaient montrées intransigeantes et la Caisse régionale avait estimé insuffisantes les garanties offertes par les emprunteurs.

La faillite de la Banque commerciale Franco-Italienne poussa les Italiens à renouveler leurs demandes, et ils en appelèrent au ministre des Finances lui-même. Ils offraient de verser au Crédit agricole, par l'intermédiaire de la « Ruche agricole », un cautionnement qui permettrait l'ouverture de crédits, aux membres de la Ruche, jusqu'à concurrence d'une certaine somme (4 fois le cautionnement). Mais cette « Ruche agricole » était une société coopérative d'achat et de vente, réalisant des bénéfices et le Crédit agricole ne pouvait pas traiter avec elle.

Les pourparlers furent repris sur une autre base et finalement fut créée, pour les besoins de la cause, une « Ruche coopérative » qui versa immédiatement au Crédit agricole le fonctionnement fixé. Le système put fonctionner en juillet dernier : le Crédit agricole consent des avances, soit à la Ruche, soit directement aux

agriculteurs italiens qui s'adressent à leur caisse locale, s'il y en a une dans leur commune. La somme est remise à la Ruche qui la transmet à l'intéressé. Le Crédit agricole obtient ainsi trois garanties de remboursement :

L'aval du propriétaire, s'il s'agit de métayers ou de fermiers ;

Le cautionnement de la Ruche ;

Le warrant agricole.

Ce système, assez compliqué, a du moins l'avantage de limiter au minimum les risques du Crédit agricole. Mais nous avons vu, par l'exemple du Gers et du Tarn-et-Garonne, qu'il n'y avait pas eu jusqu'ici d'affaires contentieuses et il est permis de se demander si ce luxe de précautions n'était pas inutile.

En tout cas, cela vaut mieux que de n'avoir rien fait, comme dans le Lot-et-Garonne. Jusqu'en septembre 1927, aucun Italien n'a pu obtenir de prêts et tous les colons s'étonnent d'un tel ostracisme, alors que les départements voisins les ont favorablement accueillis. Nous souhaitons que lorsque cet ouvrage paraîtra directeur et administrateurs de la Caisse d'Agen aient fini par comprendre que l'intérêt national lui-même leur commande de sortir de leur inertie et de suivre l'exemple qui leur est donné par Auch et par Montauban.

L'argent prêté aux Italiens ne doit-il pas servir à des améliorations foncières dont la région et la nation elle-même, seront les premières à profiter !

Persévérer dans les erreurs passées, serait raisonner

à la manière de ce correspondant du *Quotidien* (1) qui écrivait : « Les premiers émigrants étaient des humbles. Aujourd'hui c'est l'élite qui nous vient, cadres d'une armée qui lentement s'est infiltrée dans le pays. Les Italiens ne payent que la moitié des domaines comptant : cela sent le mot d'ordre. » — Labiche eût dit plus justement : « cela sent... le romain ».

En résumé, les agriculteurs italiens doivent jouir du Crédit agricole dans les mêmes conditions que les Français. Jusqu'ici on ne les a pas admis à jouir des prêts à long terme ordinaires, toujours accordés avec parcimonie faute de crédits. Or si l'article 9 du Traité de Travail franco-italien réserve aux nationaux les avantages concédés à l'occasion des faits de guerre (prêts à 1 %), il déclare par contre que les « ressortissants des deux pays jouiront des mêmes avantages et des mêmes droits pour tout ce qui concerne l'acquisition, la possession, la transmission de la petite propriété rurale et urbaine ».

Il est donc possible de consentir aux agriculteurs italiens des prêts à long terme, à condition de n'accorder ces prêts qu'aux familles qui présentent les garanties morales les plus sûres. Nous aurions tort de négliger cet excellent moyen d'assimilation, car on n'abandonne pas une terre qu'on a acquise par vingt-cinq années d'efforts. En échange, nous devons exiger des Italiens qu'ils entrent dans les Caisses locales, qu'ils contribuent au besoin à les créer, et à doter ainsi leurs

1. 3 octobre 1926.

voisins français des bienfaits du Crédit agricole. Mêmes avantages, mais aussi mêmes devoirs : telle doit être notre politique de crédit.

II. — Organisation professionnelle.

Tous les journalistes italiens qui ont visité la Gascogne, se sont plaint de l'isolement dans lequel se trouvaient leurs compatriotes immigrés. Tous ont été unanimes à déclarer que cette situation ne pouvait plus se prolonger et qu'il était indispensable que les Italiens se groupent et se réunissent. Tous ont demandé pour eux des conseils techniques, des chaires ambulantes d'enseignement, et surtout des associations professionnelles spéciales, sur le type des « Consorzi » et des banques de Crédit agricole.

C'est à la suite de ces campagnes de presse que le Gouvernement italien a tenté de créer, avec l'appui des banques, des organismes agricoles purement italiens : société d'agriculteurs, consorzio d'Agen, etc... Nous avons dit que ces essais avaient mal réussi. Mais il n'en reste pas moins vrai que les immigrés gardent un très grand besoin de groupement, de réunions, de conseils.

« Ce besoin, qui le satisfera ? ».

C'est la question qu'a posée avec beaucoup de franchise M. de Boyer-Montégut, agriculteur émérite et économiste averti, devant l'Assemblée du Syndicat central des agriculteurs du Sud-Ouest (1).

1. *Bulletin du syndicat central des Agriculteurs du sud-ouest*, janvier 1927.

« D'une façon plus précise, a dit M. de Boyer-Montégut, faut-il admettre les Italiens dans nos syndicats ? »
Oui, a-t-il répondu très nettement.

Au point de vue juridique, les syndicats professionnels sont largement ouverts aux étrangers, avec cette réserve toutefois qu'ils ne peuvent être chargés des fonctions d'administrateur ou de président.

Sur le terrain économique, comme du point de vue national, M. de Boyer-Montégut ne voit avec raison à cette mesure que des avantages : « Les Italiens trouveront auprès de nous des conseils techniques dont la plupart ont un grand besoin de l'aveu même des professeurs d'agriculture italiens qui les ont visités. Nos coopératives leur fourniront des engrais et des matières premières à des prix intéressants, ils prendront contact avec nous et feront ainsi partie de la famille agricole gasconne. A notre tour, nous pourrions profiter de ce que leurs méthodes ont de bon, surtout en ce qui concerne les consorces ».

En s'engageant dans cette voie, les associations agricoles rendront de grands services aux Italiens et serviront en même temps la cause de la France. Les Italiens ont besoin de nous, nous avons besoin d'eux : notre intérêt est d'accord avec notre générosité naturelle pour nous commander de les traiter en toute cordialité.

Dès 1925, le comice de Nérac a accueilli dans son sein quelques Italiens : et il s'est efforcé de leur faciliter la connaissance de nos méthodes afin de leur éviter les essais malheureux. Il a même fait mieux. Dans un de

ses derniers Concours, il a créé deux prix supplémentaires destinés à récompenser deux Italiens qui avaient remis en culture deux propriétés en friche, l'une de 80 et l'autre de 100 hectares.

Le comice de Condom a cherché de même à attirer les agriculteurs italiens et les familles nombreuses italiennes bénéficient des primes de sursalaire qu'il distribue, au même titre que les familles françaises. Il faut souhaiter que toutes les associations agricoles suivent ces exemples et admettent comme membres les agriculteurs italiens. Tout ce que l'Italien ne sera pas appelé à faire avec nous, il le fera sans nous, et peut-être contre nous.

Dans le Gers, la coopérative agricole d'Auch leur est largement ouverte. Cette société, fondée en 1918, est une coopérative de production et de consommation, distribuant à ses adhérents les engrais, les semences, les machines et tous les produits nécessaires à l'exploitation culturale et à l'élevage. Elle reçoit de ses sociétaires et vend pour leur compte tout ou partie des graines provenant exclusivement de leurs cultures. Elle procède, elle-même, au triage, calibrage et décus-tage des céréales et graines fourragères destinées aux semences. Enfin elle est outillée pour servir de magasins généraux et pour faciliter le warrantage des récoltes, à l'exclusion des vins, pailles et fourrages.

Pendant l'exercice 1926-1927, le mouvement de caisse s'est chiffré par 1.595.341 francs en entrées et 1.683.663 francs en sorties. Cette coopérative fort bien dirigée, a l'avantage non seulement de fournir à ses

adhérents des marchandises de bonne qualité, à meilleur compte, mais encore de régulariser les prix dans toute la région.

* * *

A côté de cette coopérative agricole, du type français, nous trouvons à Toulouse : « la Ruche agricole » (1) qui rappelle beaucoup le « consorzio agrario » italien. Il y a là un essai intéressant pour adapter chez nous un organisme qui fonctionne fort bien dans l'Italie du Nord. La Ruche s'étend sur les quatre départements (Haute-Garonne, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne et Gers). Les conditions d'admission suffisent à marquer l'esprit qui a présidé à sa constitution : tout membre doit être agriculteur et affilié à un syndicat agricole français. Il ne s'agit donc plus ici d'une association purement italienne, mais d'une collaboration franco-italienne sincère.

La Ruche est à la fois une coopérative d'achat (machines, semences, engrais, etc...) et une coopérative de vente car elle envisage dans son activité le placement sur les marchés, la conservation ou la transformation des primeurs, légumes et autres produits.

Le capital social (125.000 f.) est formé par des parts

1. A Montauban existe, place Nationale, une autre coopérative italienne dont le rôle consiste surtout à placer des graines et des engrais à des prix réduits moyennant une cotisation mensuelle **minime**.

souscrites par les membres qui reçoivent un intérêt de 6 % sans dividende. En cas d'excédents, il est constitué une réserve spéciale, destinée à compléter le cautionnement déposé par la « Ruche coopérative » dans la Caisse du Crédit agricole, en garantie des avances consenties par lui. S'il y a encore un excédent, après ce prélèvement, il est réparti entre les sociétaires, sous forme de ristourne proportionnelle aux opérations faites par eux. Bien entendu, le Crédit agricole exerce un droit de contrôle sur la Ruche, comme sur toute société affiliée.

Enfin les métayers qui ne peuvent pas emprunter au Crédit agricole, peuvent signer un effet que la Ruche leur escompte à 6 %.

Dans l'esprit des fondateurs de la « Ruche Agricole », tout cela n'est d'ailleurs qu'un début. Ils rêvent de réaliser dans un avenir prochain des laiteries et des fabriques de conserves coopératives. Ils ont été frappés des difficultés que rencontraient certains cultivateurs pour écouler le lait, dans des régions où il n'existe pas de voies de communication et où les moyens de transport sont restés très rudimentaires. Il leur a semblé que le meilleur remède serait d'installer sur place une laiterie perfectionnée où le lait serait pasteurisé avant d'être dirigé vers les centres urbains, « pour empêcher de périr, suivant la propre expression du Professeur Ciccoti qui est l'âme de ce mouvement coopératif, tous les petits enfants français que leur mère, obligée de travailler, ne peut nourrir elle-même ».

Cette phrase que nous avons recueillie, au cours de

notre enquête, nous a convaincus que du rapprochement de l'élite des agriculteurs français et italiens, peuvent jaillir pour notre Sud-Ouest, les éléments d'une nouvelle ère de prospérité. Les syndicats agricoles français, adaptés aux nécessités nouvelles, doivent encourager et aider les initiatives des colons italiens, cimentant dans un effort commun, des relations d'amitié inébranlable, et le gouvernement serait bien inspiré en facilitant à de jeunes Italiens l'entrée de nos écoles d'agriculture. Rapprocher les individus, c'est aussi rapprocher les peuples. La France et l'Italie, comme leurs ressortissants, ont un intérêt égal à la prospérité agricole du Midi océanique et nous souhaitons que l'esprit latin soufflant dans les plaines gasconnes provoque une nouvelle renaissance dont les deux nations n'auront qu'à se réjouir.

III. — Secours religieux et moraux.

Nous ne pouvons pas avoir la prétention de gagner la sympathie des Italiens, si nous les froissons dans leurs sentiments familiaux et religieux ; il ne suffit donc pas de favoriser leurs intérêts matériels légitimes ; il faut encore tenir compte de leurs besoins spirituels.

Or les huit-dizièmes des immigrants italiens sont catholiques et ce serait une faute grave de blesser, en quoi que ce soit, leurs convictions. M. Roubaud, dans les conclusions d'une enquête parue dans le *Quotidien* (1) a réclamé l'interdiction des ligues, des œuvres

1. 24 septembre 1926.

d'assistance dirigées par les missionnaires italiens, et même des offices célébrés par eux... Si on avait suivi M. Roubaud, on aurait immédiatement découragé un grand nombre de familles et leur départ eût abandonné à nouveau aux mauvaises herbes des terres qu'elles avaient défrichées à grand'peine. Personne n'y eût rien gagné, la Gascogne y eût perdu beaucoup.

Nous avons traité longuement dans le chapitre VI de la délicate question des prêtres étrangers. Nous n'y reviendrons pas ; nous insisterons simplement — parce que c'est une constatation que nous avons faite partout, au cours de notre enquête, — sur le bien inestimable qu'est pour ces déracinés le secours de leur religion, et sur la nécessité de leur donner le sentiment qu'ils sont chez eux lorsqu'ils vont prier dans une de nos églises...

Oui, il est exact qu'à certains égards, l'emploi de la langue maternelle dans les relations de la vie religieuse, avec le missionnaire italien, la fréquentation d'œuvres particulières, la participation au pèlerinage national italien à Lourdes, sont de nature à retarder, plutôt qu'à hâter l'assimilation des immigrés. Cependant on ne saurait trop nettement affirmer qu'en gardant catholiques les Italiens on travaille dans le sens de l'intérêt français. « Il n'importe guère que le moment de l'assimilation complète soit en apparence un peu différé, si en sauvant sa foi, l'immigré a sauvé du même coup sa conscience et ses vertus familiales, c'est-à-dire l'apport qu'il doit faire au patrimoine moral de la France (1). »

1. Duval-Arnould, *Les problèmes de l'immigration étrangère en France* (Semaine sociale du Havre, 1926).

Actifs, sobres, économes, religieux, les Italiens ressemblent un peu aux Français d'il y a cinquante ans. Une ferme discipline morale maintient l'unité de la famille, affectueusement groupée autour du « papa et de la maman ». Chaque foyer compte de nombreux enfants dont les parents sont légitimement fiers. Ces solides qualités des colons italiens, entretenues jusqu'à présent par une vie pénible sur une terre surpeuplée, auront à résister aux sourires moqueurs des Gascons et aux charmes d'une vie facile sous le ciel aimable de France. Si les Italiens ne trouvent pas dans la pratique régulière de leur religion, la force de maintenir intacts les principes sur lesquels reposent leur vie familiale et leur idéal moral, il est à craindre qu'ils ne renoncent rapidement à leurs vertus ancestrales, qu'ils aient moins d'enfants, et qu'ils finissent par céder à l'appel tentateur des villes. Le remède n'aurait été que transitoire pour la Gascogne. Une nouvelle fois, la source de vie serait tarie.

Nous avons cité en exemple certains prêtres français devenus les conseillers et les protecteurs de leurs paroissiens italiens, mais il ne faudrait pas en déduire que la tâche fût exclusivement réservée au clergé. Chaque catholique français doit, au contraire, se dire que toutes les fois que, dans le milieu paroissial, sur le terrain des œuvres, dans la vie quotidienne, il agit en chrétien envers un immigré, il hâte le jour où, non seulement par la loi, mais par le cœur et par l'esprit, cet étranger cessera d'être notre hôte pour devenir notre concitoyen.

* * *

L'action de l'Eglise ne doit jamais être séparée de celle de l'école. Loin de se combattre, elles doivent tendre vers le même but. Aussi doit-on se féliciter de l'ouverture de cours de français pour les adultes. C'est le Lot-et-Garonne qui a donné l'exemple, grâce à la vigoureuse et intelligente impulsion de l'inspecteur d'Académie, M. Rouède, qui prit sur lui d'encourager les instituteurs des communes où s'étaient installées des familles italiennes, à ouvrir pour elles un cours de langue française.

Le succès fut immédiat. Jeunes gens, jeunes filles, chefs de familles parfois, répondirent avec empressement à l'appel. 26 cours d'adulte ont fonctionné régulièrement durant l'hiver 1926-1927 et certains d'entr'eux ont réuni parfois jusqu'à 40 personnes.

Les cours ont lieu soit après le diner, soit le dimanche matin, après la messe. Les Italiens se sont montrés très assidus ; il ont fait preuve de beaucoup de bonne volonté et d'une extrême déférence à l'égard des maîtres dont le dévouement désintéressé les a surpris. Quand aux instituteurs, ils ont rempli leur mission avec joie, conquis à leur tour par l'application de leurs auditeurs et la gratitude que la plupart leur ont témoignée.

Quand on songe que ces Italiens, habitent des métai-

ries isolées, éloignées parfois de quatre à cinq kilomètres de l'école, qu'ils doivent venir dans la nuit, la pluie et le vent, par des chemins creusés d'ornières, on apprécie combien doit être vif leur désir de s'instruire. Du moins le succès récompense-t-il leurs efforts, car on a pu constater qu'ils parviennent rapidement à parler assez bien notre langue pour rendre plus aisés leurs transactions et leurs rapports avec les Français.

Dans le Tarn-et-Garonne, quelques cours d'adultes ont été également organisés. C'est ainsi qu'à Brial, l'instituteur a eu la satisfaction de voir son cours du soir suivi par 18 à 20 Italiens. Mais, même là où aucun cours n'existe, les parents s'intéressent aux études de leurs enfants et il n'est pas rare de voir ceux-ci le soir, à la veillée, inculquer à leurs parents quelques rudiments de langue française.

Nous souhaitons que ces cours d'adultes, encouragés d'ailleurs par le Foyer Français, se multiplient dans tous les départements du Sud-Ouest. Les premiers essais ont montré qu'ils pouvaient rendre les plus grands services, si l'instituteur a la sagesse de ne jamais aborder les questions politiques. A peine est-il besoin d'ajouter qu'il sera de simple équité d'indemniser les instituteurs de ce travail supplémentaire. Si le cours est bien fait, il n'est pas d'argent mieux placé.

* * *

Les cours du soir posent la question d'un journal franco-italien qui enseignerait les notions élémentaires de langue française en même temps qu'il donnerait une chronique internationale et des conseils de pratique agricole.

Bien des Italiens en ont demandé la création. Il est certain qu'un tel organe, paraissant une ou deux fois par semaine, rédigé dans une forme simple et claire, pourrait être un excellent moyen de vulgarisation, de propagande et d'amitié et prédisposerait les parents à subir l'influence de leurs enfants. Mais nous savons que le lancement d'un journal nécessite toujours des fonds importants et, d'autre part, les Italiens sont divisés par des dissensions politiques trop vives pour qu'on puisse espérer satisfaire les deux camps. Ou bien il faudrait que les hommes placés à la tête du comité de rédaction soient depuis longtemps en France et se fussent toujours maintenus, au-dessus des partis, dans une stricte neutralité.

Aussi est-il plus sage de se contenter pour le temps présent des chroniques en italien qui, paraissent régulièrement dans certains journaux régionaux. (*L'Express du Midi*, *Le Patriote du Gers*, *La Croix du Lot-et-Garonne*, *La Liberté du Sud-Ouest*, *Le Télégramme*, etc.)

La Dépêche de Toulouse et la *Petite Gironde* qui, elles

aussi, avaient ouvert une rubrique « Cronaca italiana », l'ont par suite abandonnée. Enfin, en 1926, avait été créé à Montauban un hebdomadaire agricole franco-italien : *La voce dei Campi*. Mais très rapidement il ne devint qu'un journal de publicité et il mourut comme il était né — sans bruit.

Favoriser la fusion des adultes dans la population française, par les cours du soir, les centres sociaux, les syndicats de Crédit agricole, les mutualités ; accorder généreusement aux Italiens le bénéfice des lois d'assistance et de prévoyance sociale, c'est non seulement les attacher à la France par les liens, de la reconnaissance, mais c'est encore rendre inutile toute intervention de leurs consuls.

L'assimilation légale, nous le verrons, est affaire de gouvernement ; mais l'assimilation de fait, la fusion véritable des émigrés dans la nation, est affaire des milieux dans lesquels ils vivent. Il est donc nécessaire que l'esprit public seconde l'action administrative et que le propriétaire ou le voisin du colon étranger contribue à lui faire aimer la France en lui faisant connaître l'amitié française.

* * *

La fin de toute politique d'immigration doit être de naturaliser. C'est le dernier acte, celui qui transforme l'assimilation de fait en une assimilation de droit.

La naturalisation est affaire de sentiment plus que de loi. Il ne servirait à rien de brusquer les choses. Si nous mettions en demeure les Italiens de devenir français, nous provoquerions une réaction dans le sens opposé. La politique de la France doit miser sur le temps.

M. Paul Valéry a rappelé récemment que le peuple français était le résultat d'un mélange de courants humains « mêlés, neutralisés et apaisés par la fusion progressive et l'enchevêtrement de leurs tourbillons ». Cela est vrai ; mais il ne faut pas oublier que, dans le passé, l'assimilation des étrangers s'opérait beaucoup plus aisément qu'aujourd'hui, parce que la conscience nationale et le sentiment patriotique n'étaient, nulle part, développés comme ils le sont de nos jours. Il était très facile il y a cent ans de faire d'un étranger un Français ; cela l'est beaucoup moins aujourd'hui !

La meilleure assimilation se fait par le cœur. Les Italiens ne s'attacheront à la Gascogne qu'autant qu'ils y trouveront leur intérêt et que la France soutiendra leurs efforts. S'ils réussissent dans leurs entreprises, s'ils vivent dans une atmosphère de bien-être matériel et moral, ils s'enracineront pour toujours : *Ubi bene, ubi patria*.

Il ne faut pas espérer que la première génération devienne française. Nous n'empêcherons pas les parents de penser à leur pays et de vivre de l'espoir d'y retourner finir leurs jours ; ceux qui aiment passionnément leur patrie comprennent fort bien qu'ils chérissent la leur. Mais les enfants, qui n'ont gardé de l'Italie qu'un souvenir confus, ou qui même ne l'ont jamais connue

— car nombreux sont déjà les petits italiens nés en France (1) — apprennent à l'école notre langue et notre histoire, et resteront dans un pays devenu pour eux leur véritable patrie.

Si les demandes de naturalisation n'ont pas encore été nombreuses (2), cela tient aux malentendus qui, depuis trois ans, ont troublé les relations franco-italiennes ; mais qu'une entente soit conclue entre les deux nations, et les jeunes Italiens n'hésiteront plus à servir un pays devenu l'allié de leur patrie d'hier, demeurée celle de leurs parents et de leurs frères.

* * *

Cela tenait aussi aux formalités longues et compliquées qu'entraînait une demande de naturalisation avant la loi et le décret du 10 août 1927.

Le temps n'est plus où notre droit civil considérait l'acquisition de la nationalité française comme une « faveur » qui ne devait être accordée qu'avec un soin jaloux. Les rôles sont renversés : la naturalisation n'est plus aujourd'hui de l'intérêt des étrangers ; elle est de l'intérêt de la France.

La loi du 10 août 1927 a fait table rase de la législa-

1. A. Blanquefort on comptait déjà en août 1927, 26 naissances.

2. En 1926, il y eut dans le Gers 166 étrangers naturalisés : dans la Haute-Garonne, 161 ; dans le Lot-et-Garonne, 49 et dans le Tarn-et-Garonne 4.

tion antérieure relative à la nationalité. Elle a supprimé l'admission à domicile et le délai de dix ans de résidence non interrompue. Dorénavant « peuvent être naturalisés les étrangers, âgés de 18 ans révolus, qui justifient d'une résidence non interrompue de trois années en France ». Le délai est réduit à une seule année pour les étrangers « qui ont rendu des services importants à la France, qui y ont apporté des talents distingués, qui y ont introduit une industrie ou des inventions utiles, qui y ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, qui ont servi dans les armées françaises ou alliées, qui ont acquis des diplômes délivrés par les facultés françaises, qui ont épousé une personne de nationalité française, ou qui, nés en France, y ont établi leur domicile à une date postérieure à leur majorité » (article 6).

On peut déduire de ce texte qui figurait déjà pour partie dans l'ancien article 8 du Code civil, que les agriculteurs italiens qui ont réintroduit en Gascogne l'élevage du ver à soie, ou qui ont remis en culture des terres abandonnées, sont en droit d'obtenir leur naturalisation ou bout d'une seule année de résidence, au même titre que ceux qui, parmi eux, ont épousé une Française.

Les enfants mineurs légitimes ou légitimés non mariés deviennent français en même temps que leur père. La femme peut ou bien s'associer à la déclaration de son mari ou bien obtenir plus tard sa naturalisation sans condition de stage, de même que les enfants majeurs (article 7).

Enfin l'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins, il ne peut être investi de fonctions ou mandats électifs que dix ans après le décret de naturalisation à moins qu'il n'ait accompli les obligations militaires du service actif dans l'armée française, ou que, pour des motifs exceptionnels, ce délai n'ait été abrégé par décret rendu sur rapport motivé du garde des Sceaux.

Voici maintenant la procédure à suivre : l'étranger qui veut obtenir sa naturalisation, doit adresser au ministre de la Justice une demande rédigée sur papier timbré. Lorsque l'intéressé est âgé de moins de 24 ans, sa requête doit être signée par le parent investi de la puissance paternelle. Cette demande est déposée à la Préfecture du département où l'étranger réside (pour Paris, à la Préfecture de police) en même temps que les pièces justificatives de son état-civil et de sa situation de famille. Le Préfet procède, d'office, à une enquête sur la moralité et le loyalisme du candidat et transmet le dossier à la Chancellerie en y joignant le bulletin n° 2 du casier judiciaire et un avis motivé sur la suite que l'affaire lui paraît comporter. Enfin la naturalisation est accordée par décret, après une nouvelle enquête de la Chancellerie.

* * *

Cette réforme était excellente dans son ensemble, mais pour qu'elle atteignit pleinement son but, il im-

portait de réorganiser les services de la Chancellerie et d'en moderniser les méthodes. Car l'insuffisance des moyens matériels risquait d'entraver les demandes de naturalisation, d'année en année plus nombreuses. En 1926, la Chancellerie reçut 34.000 demandes nouvelles, qui, ajoutées aux dossiers en instance, aux demandes d'admission à domicile, aux répudiations, etc..., représentaient un total de plus de 100.000 dossiers à examiner.

Le 3 août 1926, une Commission fut chargée d'étudier les modifications susceptibles d'être apportées à l'organisation des services, et — fait peut-être sans précédent dans l'histoire des Commissions, — six semaines après, le 21 septembre, un décret faisait droit aux conclusions du rapporteur, M. le député Lambert. Le service des naturalisations, entièrement réorganisé, et auquel étaient affectés certains magistrats rendus libres par la réorganisation judiciaire était transféré de la place Vendôme dans un vieil hôtel de la rue de l'Université. La nouvelle organisation a donné des résultats remarquables dès la première année. Le nombre des étrangers naturalisés qui avait été, en 1926, de 13.786, atteindra en 1927 tout près de 30.000, et l'on peut dire, à l'heure actuelle, que le service des naturalisations est à jour, bien qu'il ait reçu en 1927 plus de 40.000 demandes nouvelles (1).

1. Le nombre des étrangers ayant acquis la nationalité française en 1926 a été de 43.371 (en 1925 : 28.153) dont 13.876 par voie de naturalisation : 3.836 par voie de réintégration ; 23.314 par voie de déclaration devant un juge de paix et 4.685 mineurs devenus Français par suite de la naturalisation de leurs parents.

Il est intéressant de constater que les Italiens viennent en tête avec 14.424.

* * *

La loi du 10 août 1927 a introduit bien d'autres réformes, qui mériteraient, pour elles-mêmes une étude spéciale. Nous devons nous borner à indiquer ici les plus importantes.

1° La loi retire à l'individu né en France d'un père étranger et d'une mère française la faculté d'opter, à 21 ans, pour la nationalité du premier. Il en est de même pour les enfants mineurs des parents qui ont obtenu leur naturalisation.

2° Elle permet à tout individu, né en France de parents étrangers et domicilié en France, de réclamer la qualité de Français, jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis.

Si cet individu est âgé de plus de 16 ans, il doit être autorisé par son père ou son tuteur légal. S'il est âgé de moins de 16 ans, la déclaration peut être souscrite en son nom, par son représentant légal.

La déclaration est reçue par le juge de paix du canton dans lequel le déclarant a son domicile. Puis elle est enregistrée au ministère de la Justice et insérée au *Bulletin des lois*, à moins qu'elle n'ait été contestée ou refusée pour indignité. Il est à noter que la participation volontaire aux opérations de recrutement tient lieu de déclaration devant le juge de paix. Dans ce cas, l'inscription peut être refusée par le Préfet, pour cause d'indignité, sur avis conforme émis par le Conseil d'Etat.

Si l'étranger ne fait aucune déclaration avant 21 ans, l'ancienne législation (Code civil, article 8) s'applique : l'étranger sera considéré à sa majorité comme Français, à moins qu'il ne prouve par une attestation, en due forme de son Gouvernement, qu'il a conservé la nationalité de ses parents, et le cas échéant, qu'il a satisfait à la loi militaire de son pays.

3^o Et c'est là la réforme la plus importante.

La femme française qui épouse un étranger, conserve sa nationalité française, à moins qu'elle ne déclare expressément vouloir acquérir, en conformité des dispositions de la loi nationale de son mari, la nationalité de ce dernier. Enfin est proclamé le droit de la femme à sa patrie (1). On peut légitimement s'étonner qu'il ait fallu la leçon de la guerre pour que nos parlementaires fassent droit aux revendications des femi-

1. La question s'est posée de savoir si cette réforme ne devait pas être bornée au maintien du statut national de la femme française épousant un étranger, — limite que l'état démographique du pays semblait justifier et qui avait été observée dans certaines législations étrangères (notamment loi belge du 13 mai 1922, art. 18, 3^o, 2^e alinéa, — loi esthonienne du 27 octobre 1922, art. 19, — loi roumaine du 23 février 1924, etc.). Convenait-il, au contraire, d'appliquer le principe dans toute sa rigueur, aussi bien à l'étrangère épousant un Français qu'à la Française épousant un étranger ?

Ce dernier point de vue a triomphé parce qu'il est apparu au législateur qu'il était odieux, d'une manière générale, d'imposer à la femme la prééminence du mari dans le domaine de la conscience ou de la pensée et qu'ainsi le droit pour la femme française de conserver sa nationalité, malgré son mariage avec un étranger, devait avoir pour corollaire, celui pour la femme étrangère qui épouse un Français, de conserver sa propre nationalité.

nistes et qu'ils se décident à reconnaître que le mariage ne suffit pas obligatoirement à changer l'esprit, la pensée et les sentiments de l'un ou l'autre des conjoints. Or, puisque l'homme peut, sans rien modifier à sa situation, épouser qui il veut, n'était-il pas logique d'admettre qu'il en fût de même pour la femme ?

Du moins pour réparer les injustices passées, l'article 14, prévoit-il, comme disposition transitoire que :

« Toute Française qui a épousé un étranger, antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, pourra avec l'autorisation de son mari, si elle réside habituellement depuis deux ans au moins en territoire français, recouvrer la nationalité française, par une déclaration faite devant le juge de paix de son domicile, dans l'année de la promulgation de la loi.

Ainsi désormais la femme qui épouse un étranger peut demeurer française et ses enfants, s'ils naissent sur notre territoire seront français même si leur père demeure étranger. Le vote de cette réforme était devenu indispensable. La guerre a décimé notre population masculine et nombreuses sont les jeunes filles françaises qui ont dû épouser des étrangers, venus s'établir chez nous. Il était immoral de leur faire acheter leur bonheur par la perte de leur nationalité française et il était navrant de constater que ces unions loin d'accroître notre population, la diminuaient chaque fois d'une unité. Il n'en sera plus ainsi dorénavant pour le plus grand bien de la France en général, de la Gascogne en particulier. Car on constate là-bas beaucoup plus de mariages d'Italiens et de Françaises, que d'Italiennes et

de Français. A la vérité, ces mariages mixtes n'ont pas encore été très nombreux, mais leur nombre a tendance à augmenter.

Au début de l'immigration, les Italiens se retrouvaient entre eux pour chanter et pour danser. Aujourd'hui, dans beaucoup de villages, chaque dimanche, jeunes gens et jeunes filles se réunissent sans distinction de nationalité. La jeunesse apprend là à se connaître et parfois à s'aimer. Puissent ces unions rendre à la Gascogne les familles nombreuses qu'elle connut autrefois !



Faut-il donc déclarer que la loi du 10 août 1927 est en tous points excellente ? Non, certes, toute loi est perfectible et déjà M. Charles Lambert se propose de déposer à bref délai de nouvelles propositions de loi, destinées à l'améliorer.

Nous sommes d'accord avec lui pour demander que les fils d'étrangers, nés en France, domiciliés chez nous à leur majorité ou dont la mère est elle-même née en France, ne puissent plus, à 21 ans, décliner la nationalité française. Il est choquant, en effet, de voir un individu fréquenter les écoles françaises, être soigné dans nos hôpitaux, grandir au milieu de camarades français comme s'il était l'un d'eux et ensuite se soustraire, au moment du service militaire, aux charges

qui incombent à tous les citoyens (1). Là encore mêmes droits, mais aussi mêmes devoirs.

Nous sommes également d'accord avec lui (Propositions de loi, 3 juin 1926) pour demander que les étrangers naturalisés qui ont déjà servi 18 mois dans leur pays d'origine, ne soient plus astreints au service militaire actif en France, et que les autres n'y soient astreints que jusqu'à l'âge de 27 ans et non de 30 ans, comme le prévoit actuellement l'article 13 de la loi du 1^{er} avril 1923.

Enfin il y aurait lieu d'abaisser les droits fiscaux de naturalisation qui sont prohibitifs pour les familles nombreuses. Les droits de chancellerie, avec le double décime et l'insertion au *Journal officiel* sont actuellement de 4.299 francs que doivent payer non seulement les parents, mais aussi tous les enfant majeurs. A ces dépenses, s'ajoutent les frais de traduction d'actes de l'état civil et d'insertion au *Journal officiel*. Il est vrai que la Chancellerie peut consentir des dégrèvements. Mais la feuille remise aux candidats, libellée au temps jadis, les prévient que l'exonération des droits « n'est accordée qu'à titre exceptionnel, en considération

1. En 1921, la classe comptait 30.500 fils d'étrangers nés en France, ont opté 316.

En 1922, la classe comptait 31.118 fils d'étrangers nés en France, ont opté 568.

En 1923, la classe comptait 30.560 fils d'étrangers nés en France, ont opté 534.

Voilà une armée de près de 100.000 hommes qui ont profité de tous les avantages du pays, qui ont des droits sans devoirs.

(*L'Economiste*, 22 mai 1924).

notamment des services publics, ou d'actes de courage ou de dévouement, de distinctions acquises dans les arts, les sciences et les lettres », « Peut-être est-il opportun de reconnaître, comme le fait remarquer M. Duval-Arnould, qu'amener en France une famille nombreuse est aussi un titre de nature à dispenser le candidat de payer un droit multiplié par la nombre de ses enfants (1). »

* * *

Il importe de conclure :

Deux critiques ont été faits à l'immigration italienne en Gascogne. M. le sénateur Carrère s'est fait l'écho de l'une d'elles au Sénat. Le « rush » italien, en enlevant les terres à n'importe quel prix aurait empêché les anciens combattants d'accéder à la petite propriété et aurait fait naître en eux une aigreur compréhensible envers les nouveaux venus.

Or, la plupart des anciens métayers, enrichis par la plus-value du cheptel, qui avait fait d'eux des spécula-

1. Au moment de mettre sous presse, nous apprenons avec plaisir que la Chancellerie étudie, avec la plus grande bienveillance, les demandes de réduction de droits qui lui sont soumises. Sur l'en semble des étrangers naturalisés en 1926, 18,3 pour 100 ont acquitté les droits entiers. 53,4 pour 100 ont obtenu une remise partielle, et 28,2 pour 100 ont obtenu la remise totale.

La Chancellerie est une grande dame qui fait beaucoup de bien, sans le dire.

Voir le *Journal officiel* du 2 avril 1927.

teurs involontaires, avaient acheté des domaines avant l'arrivée des Italiens. D'autre part, s'il est possible que parfois des Italiens aient soulevé des terres guignées par des Français, il ne faut pas oublier que le plus souvent ils ont repris des domaines abandonnés, que les propriétaires français ont été trop heureux de leur vendre ou de leur louer à bon compte. Leurs voisins avaient déclaré qu'ils ne pourraient pas « tenir le coup ». A force de travail, ils ont réussi et leur succès a réveillé des énergies endormies, désireuses aujourd'hui d'imiter leur exemple. La loi de l'offre et de la demande a joué : et si le prix de la terre et des fermages a monté, ne faut-il pas s'en féliciter, du point de vue de l'intérêt général ? C'est au Crédit agricole qu'il appartient d'aider et d'encourager les jeunes cultivateurs français ; il y a encore des terres et des métairies pour tous ceux qui veulent vraiment travailler.

Ceux que l'immigration italienne a lésés, ce sont les métayers affiliés à la Fédération de Défense paysanne de M. Renaud-Jean, parce qu'il ne leur est plus possible de faire la loi et d'imposer leurs exigences. Là encore, faut-il le regretter ?

* * *

Nous avons déjà rencontré la seconde objection. Elle est beaucoup plus grave. Elle vise la constitution dans le Sud-Ouest d'îlots italiens, hostiles à toute assimilation. Il est certain que l'Italie a eu sur la France, jus-

qu'à ces derniers temps, la grande supériorité d'avoir une politique d'émigration très nette et d'être résolue à l'appliquer vigoureusement.

Nous avons dit combien cette politique était nationaliste par son but, par son esprit, par ses moyens, et l'on a pu réellement craindre, au début de 1926, la formation de « colonies » autonomes, qui avaient leurs banques, leurs associations corporatives, leurs prêtres et leurs agents consulaires.

Mais il a suffi que le Gouvernement français adopte une attitude plus favorable à l'égard des immigrants pour qu'il apparaisse au Gouvernement de Rome qu'il chercherait en vain à maintenir, dans sa dépendance, des familles de cultivateurs, disséminés à travers quatre départements français. Vingt familles, réunies dans le même faubourg de la même ville, peuvent constituer un noyau national; dispersées à travers un canton, elles échappent à toute influence. A vrai dire, on ne peut citer que deux groupes sur lesquels la propagande italienne s'exerce activement : le Brucka et la Testère. Mais ces deux foyers nous inquiètent beaucoup moins que les « quartiers étrangers » de certaines villes, comme Marseille et Nice, et ceux des villages des Basses-Alpes, de Savoie, ou de l'Isère, plus proches de la frontière. Car si la France, à l'exemple des Etats-Unis, sait limiter l'intervention des agents consulaires aux seules questions auxquelles les usages internationaux leur donnent le droit de se mêler, ces « colonies » isolées en Gascogne, seront à leur tour conquises par la terre qui les nourrit. Mieux vaut que 40.000 Frioulans et Lombards se

mélangent à ce qui reste de Gascons, dans le bassin moyen de la Garonne, plutôt qu'une Gascogne devenue un désert.

Car telle est l'angoissante question. Arrêter l'immigration italienne ou la décourager serait signer l'arrêt de la mort de la Gascogne. L'arrivée des Italiens a arrêté, pour un temps, la dépopulation. Mais il ne faut pas s'y tromper, le mal subsiste. Le recensement du 7 mars 1926 pourrait laisser croire que les départements du Sud-Ouest qui se dépeuplaient d'une façon continue, renaissent à la vie, parce que, pour la première fois depuis soixante-quinze ans, leur chiffre de population a cessé de baisser. Mais si on regarde de plus près les statistiques, on s'aperçoit que l'excédent est dû uniquement à l'immigration et que la dépopulation exerce les mêmes ravages, à tel point que l'immigration étrangère ne les a pas entièrement compensés.

Ainsi le Gers avait :

En 1921	4.742 étrangers
En 1926	12.084 —

Malgré cet apport de 7.342 étrangers, le chiffre de la population totale n'a atteint que :

En 1926	196.419
---------------	---------

au lieu de :

En 1921	194.906
Excédent étranger	7.342
	202.248

d'où une perte de 5.829 habitants.

Il en est de même pour le Lot-et-Garonne :

1921	5.238 étrangers
1926	15.590 —

Malgré cet excédent de 10.352, le chiffre de la population totale n'atteint que :

En 1926	246.609
au lieu de :	
En 1921	239.972
Excédent étranger	10.352
	<u>250.324</u>

soit une perte de 3.713 habitants.

— et pour le Tarn-et-Garonne :

En 1921	1.435 étrangers
En 1926	6.942 —

Malgré cet excédent de 5.507, le chiffre de la population totale n'est que de :

En 1926	164.191
au lieu de :	
En 1921	159.559
	5.507
	<u>165.052</u>

soit une perte de 861 habitants.

— et pour la Haute-Garonne :

En 1921	10.977 étrangers
En 1926	22.796 —

Malgré cet excédent de 11.819, le chiffre de la population totale n'est que :

En 1926	431.505
au lieu de :	
En 1921	424.582
	11.819
	<u>436.401</u>

soit une perte de 4.896 habitants.

Ainsi, sans l'apport italien, ces quatre départements, dans lesquels le chiffre des naissances reste inférieur à celui des décès, auraient continué à se dépeupler lentement, comme par le passé. Veut-on une preuve plus formelle encore ? Elle nous est fournie par un département voisin, le Lot, qui n'a pas subi l'immigration italienne.

Le Lot a gagné seulement 1.038 étrangers, entre 1921 et 1926. La conséquence est que sa population a sensiblement fléchi :

En 1921	176.889
En 1926	171.776

soit une perte de 3 %.

Il en eût été de même pour le Gers, la Haute-Garonne, le Tarn-et-Garonne, et le Lot-et-Garonne, si les Italiens n'avaient pas comblé le déficit des naissances.

* * *

Nous ne sommes pas de ceux qui prétendent que l'immigration est le meilleur remède à la dépopulation. Nous préférerions voir les Gascons se sauver eux-mêmes et redevenir cette race prolifique dont Henri IV pouvait dire à un de ses jardiniers qui se plaignait de la stérilité des terres d'un de ses châteaux : « Sèmes-y des Gascons, ils poussent partout. »

Le relèvement de notre natalité reste le but principal à atteindre et un redressement moral n'est pas

impossible si l'Etat a la sagesse d'adopter une politique économique et religieuse appropriée. Mais il n'en demeure pas moins vrai que le jour où les Cadets de Gascogne reprendront la tradition léguée par leurs ancêtres est encore lointain, et d'ici là nous ne pouvons pas refuser le seul remède, immédiat et efficace : l'appoint étranger. Notre vitalité économique en dépend. Le sort de notre agriculture y est lié. Si les Italiens n'étaient pas venus, il aurait fallu les appeler.

Doit-on en conclure que la Gascogne soit sauvée ? Hélas ! Le seul fait que le Gouvernement italien a pratiquement arrêté l'immigration a fait renaître les craintes. Déjà cette année, il a fallu appeler en Gascogne des Tchéco-Slovaques et même des Algériens. Or les « Sidis » ne sont à leur place que sous le soleil d'Afrique et les Tchéco-Slovaques s'adapteront aussi difficilement que les Bretons et les Polonais.

Nous le répétons, notre politique d'immigration doit tendre vers l'assimilation des nouveaux venus. Il ne suffit pas d'introduire de la main-d'œuvre, comme on importe du charbon, il ne suffit pas de dresser un statut légal de l'immigrant, il faut encore sélectionner et répartir les races, suivant les régions et les affinités. La preuve est faite pour la Gascogne : l'immigration italienne, exclusivement agricole et familiale, est pour elle la greffe la mieux capable de la régénérer.

En attirant les enfants dans nos écoles, en procurant à leurs parents un bien-être matériel et moral qui leur donne la sensation d'être chez nous mieux que chez eux, nous leur ferons aimer notre sol et notre patrie.

L'affinité latine des deux races et les facultés d'absorption de la Gascogne feront le reste. La naturalisation simplifiée et rendue moins coûteuse, couronnera l'édifice. Telle doit être la politique de la France.

* * *

Nous savons que ces mesures provoqueront, au delà des Alpes, de violentes colères. Il appartient à nos diplomates de les apaiser, en soutenant l'Italie dans ses revendications extérieures légitimes, mais en lui rappelant aussi que les deux Gouvernements se sont engagés, par l'article 1^{er} du Traité du 30 septembre 1919 à « donner toutes facilités administratives à leurs nationaux, désireux de se rendre dans l'autre pays pour y travailler ». L'Italie ne peut pas renier l'engagement qu'elle a signé... Certes, nous comprenons bien qu'il lui coûte de voir se fixer à l'étranger tant de ses fils. Mais l'émigration n'a-t-elle pas toujours été pour elle « la soupape de sûreté » ? Hier, ses émigrants partaient pour l'Amérique. Aujourd'hui, ils se dirigent vers la France ; elle garde plus de chances de les voir revenir, car on se détache moins facilement d'une patrie dont on n'est séparé par aucun océan. Enfin l'Italie aurait mauvaise grâce à dénoncer avec passion la politique de la France, quand elle a accepté sans protester ces paroles d'un ministre du Travail des Etats-Unis : « Nous ne pouvons admettre que les émigrants qui sont décidés

à se créer un foyer parmi nous, à lier leur sort au nôtre, dans les bons comme dans les mauvais jours, à soutenir les institutions américaines, à fonder une famille, car c'est sur la famille que repose en dernier ressort l'ordre social (1). »

De son côté, la France a besoin de main-d'œuvre et ses intérêts ne sont pas nécessairement en désaccord avec les exigences de la vie italienne. Ce qui manque à l'un des pays, l'autre peut le lui procurer ; en échange de travailleurs agricoles, la France peut fournir à l'Italie le fer, le charbon, les produits chimiques dont l'absence paralyse sa production industrielle.

Enfin il ne s'agit pas seulement ici de la prospérité économique des deux pays. La civilisation latine, dont ils sont les héritiers, est en jeu. Leur union l'a sauvée hier au prix de trop lourds sacrifices pour renoncer à la défendre contre de nouvelles attaques de l'esprit germanique.

S'il nous est permis de formuler un souhait au terme de cet ouvrage, puissent se réaliser dans une aube prochaine, ces vers du poète (2) :

Fuyez, grands Aigles Noirs, la France et l'Italie,
Unies dans l'Amour,
Font des peuples latins éclater le Génie.
Tu peux jeter ton voile, ô Nuit, voici le jour !

1. *Revue internationale du Travail*, vol. VIII, n° 2, août 1923, p. 277.

2. Vers cités par M. Augustin Rey, dans une conférence donnée à Florence, le 25 novembre 1916.

ANNEXE

MÉTAYERS

DEMANDE

adressée au Commissariat Général
de l'Emigration

à ROME

pour le recrutement d'une famille
de métayers

Monsieur
demeurant à
N°
Département
désire engager en qualité de métayer
une famille, préférablement de la ré-
gion de
composée au maximum de
personnes hommes
..... femmes
..... enfants
ont au-dessus de 15 ans et
en conditions de travailler, pour une
métairie située à
Commune de
Canton de
Département de
d'une contenance agricole de
ont hect. en prairies
..... — terres labourables
..... — pâturages
..... — vignes
..... — bois
..... —
..... —
..... —

DOMANDA

diretta al Commissariato Generale
dell'Emigrazione

a ROMA

per l'arruolamento di una famiglia
di mezzadri

Il Signor
domiciliato a
Via N°
Dipartimento
desidera arruolare in qualità di mezzadri una famiglia, preferibilmente della regione di
composta al massimo di
persone uomini
..... donne
..... minori
di cui al disopra di 15 anni e
in condizioni di lavorare, per una
mezzadria situata a
Comune di
Cantone di
Dipartimento di
Stazione ferroviaria
della superficie di
di cui ettari a prateria
..... — terra coltivabile
..... — pascolo
..... — vigna
..... — boschi
..... —
..... —
..... —

NOTA. — Le présent contrat-type constitue un guide destiné à faciliter la demande de métayers italiens. Le propriétaire conserve la faculté d'en modifier le texte notamment pour le faire concorder avec les usages locaux en rayant certains articles et en inscrivant ses conditions à l'article 18 (conditions particulières). Le contrat doit être établi en quatre exemplaires. Une fois accepté par le commissariat Général de l'Emigration italienne, le contrat de métayage ne pourra ni être modifié, ni être remplacé par un autre pendant toute la durée prévue à l'article 14.

NOTA. — Il presente contratto-tipo costituisce una guida per facilitare le domande di mezzadri italiani. Il proprietario ha facoltà di modificarlo per renderlo concordante con gli usi locali cancellando alcuni articoli e aggiungendo le varianti all'articolo 18 (clausole speciali). Il contratto deve essere redatto in quattro esemplari. Accettato che sia dal Commissariato Generale dell'Emigrazione, il presente contratto di mezzadria non potrà essere né modificato, né sostituito da altro contratto durante tutta la durata prevista all'articolo 14.

Nature des terres.....
Plaines ou côteaues.....
Matériel agricole (description).....

Nature et description des animaux
de travail et de croît.....

Logement du métayer (description
exacte et nombre des chambres à
coucher)

Ce logement devra être sain et en
bon état (signaler les réparations né-
cessaires).

Bâtiments d'exploitation (descrip-
tion)

CONTRAT DE MÉTAYAGE

Entre les soussignés :

Monsieur
demeurant à
Département
et Monsieur
demeurant à
Province de
agissant au nom de sa famille compo-
sée de..... personnes hom-
mes femmes enfants
dont..... au-dessus de 15 ans et en
conditions de travailler.

Monsieur
donne à bail à métayage à Monsieur
.....
et à sa famille qui acceptent et s'en-
gagent solidairement entre eux, aux
clauses et conditions suivantes, la
métairie ci-dessus décrite.

ARTICLE PREMIER. — Le métayer
cultivera le domaine par lui-même et
avec sa famille, en bon père de fa-
mille, sans y commettre dégradations
ni malversations, ni souffrir
qu'il en soit commises ; il devra aver-
tir le bailleur en temps utile de tout
empiètement fait par des tiers.

ART. 2. — Il sera établi à l'entrée
du métayer un état des lieux qui in-
diquera l'état des bâtiments et des
terres de la ferme ainsi que l'assolement
existant. A sa sortie, le métayer
devra laisser les bâtiments et les ter-
res dans le même état et dans le même
assolement.

Natura dei terreni.....
Pianura o collina.....
Materiale agricolo (descrizione).....

Razza e qualifica degli animali da
lavoro e da allevamento.....

Casa d'abitazione del mezzadro
(descrizione esatta e numero delle ca-
mere da letto).....

La predatta abitazione dovrà essere
sana e in buone condizioni (indicare le
riparazioni necessarie).....

Costruzioni destinate all'esercizio
della mezza dria (descrizione).....

COTRATTO DI MEZZADRIA

Tra i sottoscritti

Signor
domiciliato a
Dipartimento
e il Signor
domiciliato a
Provincia di
come capo della sua famiglia compos-
ta di..... persone..... uo-
mini..... donne..... minori
di cui..... al di sopra di 15 anni
e in condizioni di lavorare.

Il Signor
dà in mezzadria al Signor.....
.....
e alla famiglia che accettano impe-
gnandosi solidalmente tra di loro e
con le clausole e condizioni seguenti il
podere a mezzadria sopra descritto.

ART. 1. — Il mezzadro coltiverà il
podere, con tutti di sua famiglia,
come un buon padre di famiglia, sen-
za commettervi guasti nè malversa-
zioni, nè tollerare che ne siano com-
messi ; egli dovrà avvertire in tempo
utile il proprietario di ogni usurpa-
zione causata da terzi.

ART. 2. — All'atto della presa in
consegna del podere da parte del mez-
zadro si farà una nota descrittiva del
podere stesso indicante lo stato delle
costruzioni e dei terreni nonchè lo
stato di coltivazione di questi ultimi ;
allo scadere del contratto il mezzadro
dovrà lasciare le costruzioni e i ter-
reni nelle stesse condizisoni in cui si
trovavano all'atto della presa in con-
segna.

ART. 3. — Il sera dressé à l'entrée du métayer un inventaire descriptif et estimatif :

a) Du matériel agricole que le métayer devra représenter à sa sortie, compte tenu de l'état d'usure du dit matériel.

b) Des animaux de travail et de croît.

A sa sortie, le métayer devra représenter la même valeur en animaux de croît : s'il représente des animaux de valeur supérieure, il recevra la moitié de la différence ; dans le cas contraire, il payera la moitié de la différence.

Quant aux animaux de travail, sans tenir compte des cours commerciaux, il rendra des animaux de même race, de même poids et de même âge. Si, au moment du règlement de sortie, il laisse des animaux ayant une valeur intrinsèque supérieure, soit à cause de leur poids, de leur âge ou de leur race, il lui sera tenu compte de la moitié de cette plus-value sur la base des cours pratiqués au moment du règlement. Dans le cas contraire, il paiera la moitié de la perte d'après les mêmes bases.

c) Des pailles et fourrages trouvés dans la propriété.

A sa sortie, le métayer devra rendre les mêmes quantités de pailles et fourrages de même qualité. Il recevra la moitié de la valeur des quantités laissées en plus à sa sortie et il paiera la moitié des quantités laissées en moins ; cette valeur sera appréciée d'après les cours pratiqués au moment du règlement de sortie.

ART. 4. — Les produits récoltés, de quelque nature qu'ils soient, seront

ART. 3. — All'atto della presa in consegna si dovrà compilare un inventario descrittivo ed estimativo :

a) Del materiale agricole che il mezzadro dovrà riconsegnare allo spirare dei termini del contratto, tenuto conto del deterioramento causato dall'uso.

b) Degli animali da lavoro e da allevamento.

Allo scadere del contratto il mezzadro dovrà riconsegnare al proprietario lo stesso valore degli animali di allevamento che ebbe all'atto della presa in consegna ; se egli riconsegna degli animali di valore superiore riceverà la metà del maggior valore ; in caso contrario egli dovrà pagare al proprietario la metà del minor valore degli animali.

Quanto agli animali da lavoro, non tenendo conto del valore corrente che essi hanno in commercio, egli dovrà restituire un uguale numero della stessa razza, dello stesso peso e della stessa età. Se alla scadenza del contratto il mezzadro lasciasse animali che abbiano un valore intrinseco superiore, sia per il loro peso, che per la loro età e qualità, sarà computato a suo vantaggio la metà di questo maggior valore sulla base dei prezzi correnti alla data della scadenza del contratto. In caso contrario egli sarà tenuto a sborsare al proprietario, sempre sulla base dei prezzi correnti, la metà del minor valore.

c) Della paglia e del foraggio che si trova sulla proprietà.

Alla scadenza del contratto il mezzadro dovrà lasciare la stessa quantità di paglia e di foraggio della medesima qualità. Avrà diritto a ricevere la metà del prezzo della quantità di paglia e di foraggio che avrà lasciato in più, e avrà a sua volta, l'obbligo di pagare la metà del prezzo della quantità mancante ; nell'uno e nell'altro caso la somma dovuta sarà determinata in base ai prezzi correnti all'epoca dello spirare del contratto.

ART. 4. — I prodotti del raccolto, di qualsiasi natura, saranno divisi in

partagés entre le propriétaire et le métayer par égales parties. Il en sera de même des bénéfices et des pertes réalisés sur les animaux de croît.

Le métayer devra rendre les récoltes revenant au propriétaire dans les locaux désignés par ce dernier.

Le propriétaire pourra se faire représenter par tel mandataire qu'il désignera.

Les matières nécessaires à l'alimentation des animaux de toute nature et les ingrédients divers employés dans la propriété seront également fournis par moitié.

Les soins vétérinaires, les médicaments, l'entretien du matériel agricole et la ferrure des animaux seront supportés moitié par le propriétaire et moitié par le métayer, mais l'aiguillage et l'affûtage des outils seront à la charge du métayer.

En ce qui concerne les animaux de basse-cour, les bénéfices seront partagés par moitié ou abandonnés au métayer, à charge pour lui de faire une remise annuelle de :

N. poules
— poulets
— chapons
— œufs

ART. 5. — Semences et engrais.

Les semences comme les engrais achetés au dehors seront fournis par moitié.

ART. 6. — Les impôts fonciers sont à la charge exclusive du propriétaire.

ART. 7. — La prime d'assurance contre l'incendie des bâtiments est à la charge du propriétaire. Les primes d'assurance contre l'incendie des ani-

partis égaux tra il proprietario e il mezzadro. Pure in parti uguali andranno divisi gli aumenti realizzati e con egual carico ad ambo le parti contraenti saranno imputate le perdite sofferte sia sugli animali di allevamento sia su quelli da cortile.

Il mezzadro dovrà consegnare i raccolti spettanti al proprietario nei locali da questo ultimo designati.

Il proprietario potrà farsi rappresentare da un mandatario che egli designerà.

Tutti i benefici e le perdite, di qualunque genere, derivanti dalla lavorazione del podere verranno divisi in parti eguali.

Tutto ciò che sarà necessario per l'alimentazione degli animali di ogni genere nonchè i diversi ingredienti impiegati nel podere saranno a carico, in parti eguali, del proprietario e del mezzadro.

Le spese per le cure veterinarie, per i medicinali, per la manutenzione del materiale agricolo e per la ferratura degli animali, saranno a carico, in parti eguali, del proprietario e del mezzadro, ma all'affilamento e all'allestimento degli utensili da lavoro dovrà provvedere il mezzadro esclusivamente a proprie spese.

Per quel che concerne gli animali da cortile, i benefici verranno divisi in parti eguali o lasciati al mezzadro con l'obbligo, in tal caso, a quest'ultimo di dare annualmente al proprietario :

N. galline.
— polli
— capponi
— uova.

ART. 5. — Sementi e concimi.

Le sementi e i concimi comprati fuori dovranno essere forniti metà dal mezzadro e metà dal proprietario.

ART. 6. — Le imposte fondiari saranno esclusivamente a carico del proprietario.

ART. 7. — Il premio di assicurazione contro l'incendio dei fabbricati sarà a carico del proprietario. I premi di assicurazione contro l'incendio che

maux, du matériel, des récoltes, et contre la grêle sont payées par moitié.

Si le métayer contracte une assurance pour les accidents du travail dont il pourrait être victime, ainsi que les membres de sa famille et ses collaborateurs occasionnels, dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922 sur les accidents du travail agricole, le propriétaire lui remboursera le montant des primes d'assurance.

ART. 8. — Frais de battage.

Tous les travaux agricoles ordinaires à exécuter sur le domaine sont à la charge du métayer. Exceptionnellement, le propriétaire payera la moitié du charbon employé au battage et la moitié de la location de la machine à battre.

ART. 9. — Les prestations seront faites par le personnel du métayer avec les animaux et le matériel du domaine.

ART. 10. — Tous les travaux de curage des fossés, d'entretien des haies, des prairies, etc., seront à la charge du métayer qui devra les exécuter en temps opportun. Tous les travaux autres que ceux indiqués ci-dessus, seront à la charge du propriétaire qui pourra les faire exécuter par le métayer en le rétribuant sur la base des salaires payés normalement dans la région.

ART. 11. — Les bois seront réservés pour le propriétaire; mais le métayer en fera le nettoyage du sol et sera autorisé à y prendre le bois de chauffage qui lui sera nécessaire et sur indication du propriétaire.

ART. 12. — Les transports de matériaux nécessaires à l'exécution des réparations ordinaires à faire, soit aux bâtiments, soit aux chemins, seront faits par le métayer avec les animaux et le matériel du propriétaire sans indemnité de sa part.

eventualmente distrugga animali, materiali, prodotti, e i premi di assicurazione contro la grandine saranno pagati, metà per ciascuno, dal proprietario e dal mezzadro.

Se il mezzadro contrae un' assicurazione contro gli infortuni sul lavoro, dei quali potrebbero essere vittima lui, i membri della sua famiglia e i suoi collaboratori occasionali, assicurazione conforme al l'articolo 4 della legge 15 dicembre 1922 sugli infortuni di lavoro agricolo, il proprietario rimborserà al mezzadro l'ammontare dei premi di assicurazione.

ART. 8. — Spese di trebbiatura.

Tutti i lavori agricoli ordinari da eseguirsi nelpodere saranno a carico del mezzadro. In via eccezionale il proprietario pagherà à la metà del carbone impiegato nella trebbiatura, e la metà del prezzo d'affitto della trebbiatrice.

ART. 9. — Le prestazioni saranno effettuate dal mezzadro con gli animali e il materiale che si trovano a disposizione del podere dato a mezzadria.

ART. 10. — Tutti i lavori di spurgo dei fossi, di riattamento delle siepi, delle praterie, ecc. saranno a carico del mezzadro che dovrà eseguirli a tempo debito. Tutti gli altri lavori straordinari saranno a carico del proprietario che potrà farli eseguire dal mezzadro retribuendolo sulla base dei salari correnti nella regione.

ART. 11. — Il proprietario si riserva (terrà per sè) i boschi, ma il mezzadro dovrà attendere alla pulizia del suolo e sarà autorizzato a togliervi la legna da ardere che gli sarà necessaria e in quei punti che il proprietario indicherà.

ART. 12. — Il trasporto dei materiali necessari all'esecuzione delle riparazioni ordinarie da farsi, sia ai fabbricati che alle strade, sarà eseguito gratuitamente dal mezzadro con gli animali e i mezzi forniti dal proprietario.

ART. 13. — Toutes les opérations seront reportées sur un carnet de métayage, tenu en double par le bailleur et le preneur ; les comptes seront réglés tous les mois et clos chaque année le.....

ART. 14. — Le bail à métayage est consenti pour une durée de.... années à compter du..... au

Il sera renouvelé par tacite reconduction, à moins que l'une des parties n'avise l'autre, par lettre recommandée, six mois avant le terme, de son intention de cesser le bail.

ART. 15. — Le propriétaire s'engage à ne pas prendre un autre métayer, pour l'exploitation qui fait l'objet de la présente demande, pendant un délai de trois mois à partir de la date à laquelle cette demande a été formulée ; ce délai étant nécessaire pour la recherche de la famille et la signature du présent contrat.

A titre de garantie, le propriétaire déposera, en même temps que la demande de métayer, une somme de 1.000 francs. Cette somme lui sera remboursée si, dans le délai de trois mois visé ci-dessus, il ne lui est pas présenté de métayer remplissant les conditions.

Si le propriétaire annule sa demande avant l'expiration du délai ci-dessus fixé, il lui sera retenu sur son dépôt une somme de 20 francs représentant le montant des taxes d'émigration.

Si, après la signature du bail par le métayer et avant l'entrée en ferme, le dit bail est résilié par l'une des deux parties, celle qui aura pris l'initiative de la résiliation sera tenue de verser à l'autre une indemnité de 1.000 francs à laquelle s'ajouteront, si le métayer et sa famille ont déjà quitté l'Italie pour se rendre en France, les frais de voyage aller et retour du métayer et de sa famille, calculés comme il est prévu à l'article 16.

ART. 13. — Tutte le operazioni saranno trascritte su un libretto di mezzadria, tenuto in duplice copia dal proprietario e dal mezzadro ; i conti saranno regolati mensilmente e chiusi ogni anno il.....

ART. 14. — Il contratto di mezzadria è stipulato per la durata di..... anni a partire dal..... al.....

Esso s'intenderà rinnovato per tacito consenso a meno che l'una delle parti contraenti non avvisi l'altra, con lettera raccomandata, sei mesi prima della scadenza, della sua intenzione di far cessare il contratto.

ART. 15. — Il proprietario si impegna a non prendere altro mezzadro, per la proprietà oggetto della presente domanda, durante tre mesi a partire della data di essa ; questo periodo di tempo essendo necessario per le ricerche della famiglia e firma del presente contratto.

A titolo di garanzia il proprietario depositerà, ad un tempo con la domanda di mezzadro, la somma di 1.000 franchi. Questa somma gli sarà rimborsata se, nel periodo di tre mesi più sopra previsto, non gli sarà stato presentato il mezzadro conforme alle condizioni prestabilite.

Se il proprietario annulla la domanda prima della fine del periodo di tempo più sopra previsto gli sarà ritenuta sul suo deposito la somma di 20 franchi corrispondente alla tassa di migrazione.

Se successivamente alla firma del contratto da parte del mezzadro e prima della sua entrata nella mezzadria, il contratto stesso è rescisso da una delle due parti, quella che avrà preso l'iniziativa della rescissione sarà tenuta a versare all'altra l'indennità di 1.000 franchi, alla quale si aggiungeranno, qualora il mezzadro e la sua famiglia abbiano già lasciato l'Italia per recarsi in Francia, le spese di viaggio di andata e ritorno del mezzadro e della sua famiglia, calcolate come previsto all' Articolo 16.

ART. 16. — Les frais de voyage, au tarif le plus réduit, sur les chemins de fer italiens et français, ainsi que les frais de transport des bagages et du mobilier du lieu de résidence habituelle en Italie de la famille métayère engagée par le propriétaire, jusqu'au lieu de travail en France seront remboursés par moitié par le propriétaire.

En tous cas, la charge pour le propriétaire ne devra pas dépasser 150 francs par personne adulte ou par enfant de plus de 3 ans.

ART. 17. — Pour toutes choses non prévues aux présentes, les parties s'en réfèrent aux lois et usages locaux.

ART. 18. — Conditions particulières.

ART. 16. — Le spese di viaggio come pure quelle del trasporto del bagaglio e del mobilio, a tariffa la più ridotta sulle ferrovie italiane e francesi, dal luogo della residenza abituale della famiglia di mezzadri in Italia, fino al luogo di lavoro in Francia, saranno rimborsale per metà dal proprietario.

In ogni caso l'onere del proprietario non supererà franchi 150 per persona adulta oragazzo di più di 3 anni.

ART. 17. — Per tutto ciò che non è contemplato nel presente contratto, le parti si accordano di attenersi alle disposizioni di legge e agli usi locali.

ART. 18. — Clausole speciali.

Ma demande est faite aux conditions générales et particulières indiquées ci-dessus.

Je désire que le chef de la famille de métayers vienne visiter ma propriété dans le mois de.....

A..... le..... 19.. *Signature du Propriétaire :*

Je soussigné, Maire de la Commune de.....
certifie que Monsieur.....
est bien propriétaire du domaine ci-dessus désigné et que la contenance de l'exploitation indiquée est exacte.

A..... le..... 19....

Le Maire,

Visto per autenticazione

Delle autorità Italiane in Francia.

A..... il..... 19...

Io qui sottoscritto.....
domiciliato a..... Provincia di.....
dichiaro di aver visitata la proprietà del Signor.....
situata nel comune di..... e di accettare le condizioni generali e
particolari del contratto proposto per me e per la mia famiglia, così composta :

A..... il..... 19.. *Firma del Capo-Famiglia,*

Gli emigranti italiani devono munirsi del regolare passaporto prima di entrare in Francia.

Essi possono trasportare oggetti mobiliari, vestiario, biancheria e utensili diversi, *usati*. Questi oggetti sono ammessi in franchigia alla Dogana, ma alla condizione di mostrare un inventario di tutti gli oggetti contenuti nei diversi colli ed un certificato del Sindaco del Comune giustificante il cambiamento di residenza. Questo certificato dev'essere vistato dal competente Console di Francia.

I lavoratori, titolari del presente contratto, hanno diritto alla riduzione della tariffa XX o XI sulle ferrovie italiane e alla riduzione del 50 % sulle ferrovie francesi (3. classe); è necessario per o esibire sempre il passaporto da emigrante e il contratto e farsi rilasciare dagli uffici francesi di frontiera la " Carte spéciale de transport ",,

MAITRES-VALETS

DEMANDE

adressée au Commissariat Général
de l'Emigration

à ROME

pour le recrutement d'une famille
de maitres-valets

Monsieur
demeurant à
rue N
Département
désire engager en qualité de maitres-
valets une famille, préférablement de
la région de
..... composée au maximum
de personnes
..... hommes
..... femmes
..... enfants
dont au-dessus de 15 ans
et en conditions de travailler, pour
une propriété située à
Commune de
Canton de
Département de
Gare
d'une contenance agricole de
dont..... hect. prairies
..... — terres labourables
..... — pâturages
..... — vignes
..... — bois
Plaines ou coteaux
Nature des terres.....

NOTA. — Le présent contrat-type constitue un
guide destiné à faciliter la demande de maitres-
valets italiens. Le propriétaire conserve la faculté
d'en modifier le texte notamment pour le faire
concorde avec les usages locaux en rayant cer-
tains articles et en inscrivant ses conditions à l'ar-
ticle 13 (conditions particulières). Le contrat doit
être établi en quatre exemplaires. Une fois accepté
par le Commissariat Général de l'Emigration ita-
lienne, le présent contrat de travail ne pourra ni
être modifié, ni être remplacé par un autre pendant
toute la durée prévue à l'article 1^{er}.

DOMANDA

diretta al Commissariato Generale
dell'Emigrazione

a ROMA

per l'arriolamento di una famiglia
di salariati agricoli

Il Signor
domiciliato a
Via N
Dipartimento
desidera arruolare in qualità di sala-
riati una famiglia, preferibilmente
della regione di
..... composta al massimo
di persone
..... uomini
..... donne
..... minori
di cui..... al disopra di 15 anni e
in condizioni di lavorare, per un po-
dere situato a
Comune di
Cantone di
Dipartimento di
Stazione ferroviaria
della superficie di
di cui..... ettari a prateria
..... — terra coltivabile
..... — pascolo
..... — vigna
..... — boschi
Natura dei terreni.....
Pianura o collina

NOTA. — Il presente contratto-tipo costituisce
una guida per facilitare le domande di lavoratori
agricoli. Il proprietario ha facoltà di modificarlo
per renderlo concordante con gli usi locali, cancel-
lando alcuni articoli e aggiungendo le varianti
all'articolo 13 (clausole speciali). Il contratto deve
essere redatto in quattro esemplari. Accettato che
si dal Commissariato Generale dell'Emigra-
zione, il presente contratto di lavoro non potrà
essere né modificato, né sostituito da altro contra-
to durante tutta la durata prevista all' art. 1^o.

Matériel agricole (description).....

Nature et description des animaux de travail et de croît.....

Logement des maîtres-valets (description exacte et nombre de chambres à coucher)

Ce logement devra être sain et en bon état (signaler les réparations nécessaires).....

Materiale agricole (descrizione).....

Razza e qualità degli animali da lavoro e da allevamento

Casa d'abitazione dei salariati (descrizione esatta e numero delle camere da letto)

La predetta abitazione dovrà essere sana e in buone condizioni (indicare le riparazioni necessarie)

MODÈLE DE CONTRAT PROPOSÉ

CONDITIONS GÉNÉRALES

(Les modifications et les conditions spéciales seront mentionnées au chapitre des conditions particulières.)

ARTICLE PREMIER. — Le contrat passé sera pour un an. Les hommes seront engagés à l'année. Ils seront journellement à la disposition du propriétaire ou de son représentant pour tous travaux agricoles à effectuer sur le domaine.

Les femmes, filles et garçonnets seront payés à la journée ; le prix sera le même que celui donné aux Français de même catégorie ; ils seront logés sur le domaine ; ils devront la préférence pour les journées du propriétaire. Le propriétaire s'engage à assurer aux femmes, filles et garçonnets un minimum de 200 journées de travail par an.

ART. 2. — Le travail sera réglé conformément aux coutumes locales et à la manière dont l'exécutent les ouvriers français.

Notamment les travaux d'exploitation commencent en sortant de la ferme à heures du matin et se terminent à heures du soir pendant les mois de mai à septembre et à heures du matin jusqu'à heures du soir pendant les mois d'octobre à avril.

Les repos accordés pendant la journée sont les suivants

En cas d'urgence, les ouvriers devront, si le patron le désire, travailler en dehors du temps ci-dessus, chaque heure supplémentaire sera payée à raison de frs.

MODELLO DI CONTRATTO PROPOSTO

CONDIZIONI GENERALI

(Le applicazioni e le condizioni speciali saranno menzionate al capitolo delle condizioni particolari.)

ART. 1. — Il contratto avrà la durata di un anno. Gli uomini saranno impegnati per l'annata. Essi dovranno tenersi giornalmente a disposizione del proprietario o del suo rappresentante per qualsiasi lavoro da effettuarsi sulla proprietà.

Le donne, le figlie e i ragazzi saranno pagati a giornata, ai prezzi dati ai francesi della stessa categoria, e saranno alloggiati sulla proprietà ; essi dovranno dare la preferenza alle giornate richieste dal proprietario. Il proprietario si obbliga di assicurare alle donne, figlie e ragazzi un numero di 200 giornate lavorative, come minimo, all'anno.

ART. 2. — I lavori saranno eseguiti conformemente agli usi locali e nei modi praticati dai lavoratori francesi.

Particolarmente i lavori di coltivazione cominciano uscendo dalla casa colonica alle ore.... del mattino e finiscono alle ore.... della sera durante i mesi da maggio a settembre e alle ore.... del mattino fino alle ore.... della sera durante i mesi da ottobre a aprile.

I riposi accordati durante il giorno sono i seguenti

In casi di urgenza, se il datore di lavoro lo richieda, gli operai dovranno lavorare oltre i limiti di tempo dianzi indicati, ogni ora supplementare sarà pagata in ragione di frs.

A titre de renseignement, il est signalé que les dimanches, le Nouvel-An, le lundi de Pâques, l'Ascension, le lundi de la Pentecôte, la Fête Nationale française du 14 juillet, l'Assomption, la Toussaint et Noël sont jours fériés et que les autres fêtes sont remises, selon l'usage, aux dimanches suivants.

Les ouvriers occupés à soigner le bétail doivent l'abreuver et le panser les dimanches et jours de fêtes aux heures ordinaires.

Aux époques de la moisson ou de la fenaison, en cas d'urgence seulement, les ouvriers sont tenus de travailler les dimanches et jours de fêtes jusqu'à midi au plus tard, mais ils seront libres, s'ils le désirent, pour le temps des offices religieuses.

Chaque heure de travail supplémentaire, exécutée les dimanches et jours de fête, sera payée à raison de frs.

ART. 3. — Les ouvriers faisant l'objet de la présente demande recevront, à travail égal, une rémunération non inférieure à celle des ouvriers français de la même catégorie accomplissant le même travail dans la même exploitation ou, à défaut d'ouvriers français remplissant ces conditions, une rémunération basée sur le taux normal et courant de la région.

Au cas où le taux du salaire indiqué ci-dessus serait relevé pour les ouvriers français travaillant dans la même exploitation pendant la durée du contrat, le bénéfice de ce relèvement serait étendu de plein droit aux ouvriers faisant l'objet de la présente demande.

ART. 4. — Le salaire est actuellement fixé de la manière suivante :

Travailleur adulte	Frs.... par
Femme	— par
Garçons et filles de 16 à 18 ans	Frs..... par

Les salaires sont payés à la fin de chaque mois.

A titolo informativo viene indicato che le domeniche, il Capodanno, il lunedì di Pasqua, il giorno dell'Ascensione, il lunedì di Pentecoste, il 14 luglio, festa nazionale francese, l'Assunzione, il giorno dei Santi ed il giorno di Natale sono giorni festivi; le altre feste, conformemente all'uso adottato, vengono rimandate alla domenica successiva alla loro ricorrenza.

I lavoratori addetti al bestiame dovranno curarne l'abbeveramento ed il servizio anche nei giorni festivi durante le ore abituali.

Nelle epoche della mietitura e della raccolta del fieno, in caso di urgenza soltanto, i lavoratori s'impegnano a prestare la loro opera le domeniche ed altri giorni festivi fino a mezzogiorno al più tardi; saranno però liberi, se lo desiderano, durante le cerimonie religiose.

Ogni ora di lavoro supplementare eseguito in domenica od altro giorno festivo sarà pagata in ragione di frs.

ART. 3. — I lavoratori oggetto della presente domanda riceveranno, a lavoro eguale, un salario non inferiore a quello dei lavoratori francesi della stessa categoria, adibiti agli stessi lavori, nella stessa impresa; qualora non vi siano lavoratori francesi nelle stesse condizioni di lavoro, il salario sarà fissato sulla base dei salari normali e correnti in uso nella regione.

Nel caso in cui la misura dei salari stabiliti venisse elevata per i lavoratori francesi occupati nella stessa impresa agricola e durante l'esecuzione del presente contratto, il maggiore salario verrà attribuito di pieno diritto ai lavoratori oggetto della presente domanda.

ART. 4. — Il salario è attualmente fissato nei seguenti termini :

Lavoratore adulto	Frs.... al
Donna	— al
Ragazzo e ragazze dai 16 ai 18 anni	Frs al

I salari saranno pagati alla fine di ogni mese.

La famille aura en plus :

Vin, en hectolitres

Terre labourable m²

Un jardin potager ;

La moitié des profits de la basse-cour et des bêtes de croit (porcs, oies, canards, dindons, poulets, pintades, œufs, etc.).

Le chauffage, le logement et, si nécessaire, un mobilier sommaire.

ART. 5. — Seules les familles en ménage ont le droit d'exiger un logement à part. Ce logement sera sain.

Les ouvriers célibataires seront logés dans des chambres séparées, d'après les sexes. Les charretiers, bouviers et vachers coucheront, s'ils ne peut être fait différemment, dans les écuries et étables, où le patron mettra à la disposition de chacun un lit avec pailleasse, traversin, draps et couvertures.

Ils seront chauffés et éclairés dans les conditions des travailleurs français.

ART. 6. — Les travailleurs bénéficieront, en cas d'accidents de travail, de la législation française, qui couvre les accidents du travail agricole.

ART. 7. — En cas de maladie légitime de l'ouvrier, le devoir du patron est de le soigner et spécialement de lui procurer, à ses propres frais, le médecin et les médicaments pendant les sept premiers jours.

En cas de décès, l'employeur aura à s'occuper de l'enterrement de l'ouvrier. Il fera dresser, par le Maire, l'acte de décès et prévendra immédiatement le Juge de paix en lui fournissant tous les renseignements qu'il possédera sur le défunt, la famille et la succession, et en le priant d'en aviser le Ministère des Affaires Étrangères, à Paris, et le Consul italien de la circonscription.

ART. 8. — Les frais de voyage, au tarif le plus réduit, sur les chemins de

La famiglia riceverà in più :

Vino, ettolitri

Terra lavorativa m²

Un orto.

La metà degli utili del cortile e degli animali di allevamento (porci, oche, anitre, tacchini, polli, galline faraone, uova ecc.).

Il riscaldamento, l'alloggio, e, qualora fosse necessario, un mobilio sommario.

ART. 5. — Soltanto le famiglie avranno diritto ad un alloggio separato. Quest'alloggio dovrà essere igienico.

I lavoratori celibi dei due sessi saranno alloggiati in camere separate. I carrettieri, bovani, e personale adibito al bestiame dormiranno, ove non sia possibile altrimenti, nelle scuderie e nelle stalle in cui il padrone metterà a disposizione di ciascuno un letto con pagliariccio, guanciaie, lenzuola e coperte.

I lavoratori in questione avranno diritto alla luce e al riscaldamento nelle stesse condizioni dei lavoratori francesi.

ART. 6. — I lavoratori arruolati per effetto della presente domanda, in caso di infortunio sul lavoro, godranno dei benefici delle leggi francesi contro gli infortuni sul lavoro agricolo.

ART. 7. — In caso di malattia legittima del lavoratore, sarà obbligo del datore di lavoro di farlo curare e specialmente di procurargli, a proprie spese, il medico e le medicine durante i primi 7 giorni.

In caso di morte, il datore di lavoro provvederà ai funerali. Farà redigere dal Sindaco l'atto di morte, ne darà immediatamente comunicazione al Giudice di pace con tutte le indicazioni di cui potrà disporre sul defunto, sulla sua famiglia, sulla successione e con preghiera di darne notizia al Ministero degli Affari Esteri in Parigi ed al Consolato italiano della circoscrizione.

ART. 8. — Le spese di viaggio, come pure quelle del trasporto del bagaglio e

fer italiens et français, ainsi que les frais de transport des bagages et du mobilier du lieu de résidence habituelle en Italie de la famille du maître-valet engagée par le propriétaire jusqu'au lieu de travail en France, seront remboursés intégralement par le propriétaire. En tous cas la charge du propriétaire ne devra pas dépasser 300 francs par personne adulte ou par enfant de plus de 3 ans.

ART. 9. — La famille recevra, à l'expiration de la première année du contrat, une somme de 150 francs pour chacun de ses membres ayant intégralement rempli son contrat.

ART. 10. — Une indemnité égale à celle qui a été allouée pour le voyage d'aller sera due à la famille, faisant objet de la présente demande, au cas où l'employeur mettra fin au contrat avant la date fixée pour son expiration sans qu'il y ait congédiement motivé par le fait ou la faute de l'ouvrier.

ART. 11. — Le propriétaire s'engage à ne pas prendre un autre maître-valet, pour l'exploitation qui fait l'objet de la présente demande, pendant un délai de 3 mois à partir de la date à laquelle cette demande est formulée, ce délai étant nécessaire pour la recherche de la famille et la signature du présent contrat.

A titre de garantie le propriétaire déposera en même temps que la demande de maître-valet une somme de 1.000 francs. Cette somme lui sera remboursée si dans le délai de 3 mois, visé ci-dessus, il ne lui est pas présenté de maître-valet remplissant les conditions.

Si le propriétaire annule sa demande avant l'expiration du délai ci-dessus fixé, il lui sera retenu sur son dépôt une somme de 20 francs représentant le montant des taxes d'émigration.

Si, après la signature du contrat par le maître-valet et avant l'entrée en service, le dit contrat est résilié par l'une des deux parties, celle qui aura pris l'initiative de la résiliation sera

del mobilio, a tariffa la più ridotta, sulle ferrovie italiane e francesi, dal luogo della residenza abituale della famiglia in Italia, fido al luogo di lavoro in Francia saranno integralmente rimborsate dal proprietario. In ogni caso l'onere del proprietario non supererà a frs. 300 per persona adulta o ragazzo di più di 3 anni.

ART. 9. — Alla fine del primo anno previsto dal contratto, la famiglia riceverà la somma di frs. 150 per ciascuno dei suoi membri che abbiano soddisfatto il contratto.

ART. 10. — Un'indennità eguale a quelle stabilita per il viaggio di andata spetterà alla famiglia, oggetto della presente domanda, nel caso in cui il datore di lavoro scioglierà il contratto prima del termine prestabilito e non si tratti di licenziamento per fatto o colpa del lavoratore.

ART. 11. — Il proprietario s'impegna a non prendere altra famiglia di salariati, per la proprietà oggetto della presente domanda, durante 3 mesi a partire dalla data di essa; questo periodo di tempo essendo necessario per le ricerche della famiglia e firma del presente contratto.

A titolo di garanzia il proprietario depositerà, ad un tempo con la domanda di salariati agricoli la somma di 1000 franchi. Questa somma gli sarà rimborsata se nel periodo di 3 mesi più sopra previsto, non gli saranno stati presentati dei lavoratori agricoli conformi alle condizioni prestabilite.

Se il proprietario annulla la domanda prima della fine del periodo di tempo più sopra previsto, gli sarà ritenuta sul suo deposito la somma di 20 franchi corrispondente alla tassa di emigrazione.

Se successivamente alla firma del contratto da parte del capofamiglia e prima della sua entrata in servizio, il contratto stesso è rescisso da una delle due parti, quella che avrà preso

tenue de verser à l'autre une indemnité de 1.000 francs à laquelle s'ajouteront, si le maître-valet et sa famille ont déjà quitté l'Italie pour se rendre en France, les frais de voyage aller et retour du maître-valet et de sa famille, calculés comme il est prévu à l'article 8.

ART. 12. — Toutes les difficultés pouvant survenir entre l'employeur et les ouvriers signataires du présent contrat seront immédiatement signalées au ministère de l'Agriculture (Service de la Main-d'œuvre Agricole à Paris).

ART. 13. — Conditions particulières :

ART. 14. — Le présent contrat est consenti pour une durée d'un an à compter du
..... au

l'iniziativa della rescissione sarà tenuta a versare all'altra l'indennità di à 1000 franchi, alla quale si aggiungeranno, qualora il lavoratore e la sua famiglia abbiano già lasciato l'Italia per recarsi in Francia, le spese di viaggio di andata e ritorno del lavoratore e della famiglia, calcolate come previsto all' articolo 8.

ART. 12. — Tutte le difficoltà che potranno intervenire tra datore di lavoro e lavoratori firmatari del presente contratto saranno segnalate immediatamente al Ministro dell' Agricoltura (Servizio della Mano d'opera Agricola in Parigi).

ART. 13. — Clausole speciali :

ART. 14. — Il presente contratto avrà la durata d'un anno a partire dal
..... al

Vu : Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu : le Président de la thèse,
HITIER.

Vu et permis d'imprimer:
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

Ma demande est faite aux conditions générales et particulières indiquées ci-dessus.

Je désire que la famille se trouve sur ma propriété dans le mois de.....

A..... le..... 19....

Signature du Propriétaire,
.....

Je soussigné, Maire de la Commune de.....
certifie que Monsieur.....
est bien propriétaire du domaine ci-dessus désigné et que la contenance de l'exploitation indiquée est exacte.

A..... le..... 19....

Le Maire, *Visto per autenticazione*
..... *Delle autorità Italiane in Francia.*

A..... il..... 19..

Io qui sottoscritto.....
domiciliato a..... Provincia di.....
dichiaro di accettare le condizioni generali e particolari del contratto proposto per me e per la mia famiglia, così composta :.....

A..... il..... 19.. *Firma del Capo-Famiglia,*
.....

Gli emigranti italiani devono munirsi del regolare passaporto prima di entrare in Francia.

Essi possono trasportare oggetti mobiliari, vestiario, biancheria e utensili diversi, *usati*. Questi oggetti sono ammessi in franchigia alla Dogana, ma alla condizione di mostrare un inventario di tutti gli oggetti contenuti nei diversi colli ed un certificato del Sindaco del Comune giustificante il cambiamento di residenza. Questo certificato dev'essere vistato dal competente Console di Francia.

I lavorati, titolari del presente contratto, hanno diritto alla riduzione della tariffa XX o XI sulle ferrovie italiane e alla riduzione del 50 % sulle ferrovie francesi (3. classe) ; è necessario per o esibire sempre il passaporto da emigrante e il contratto, come pure di farsi rilasciare dagli uffici francesi di frontiera la " Carte spéciale de transport ".

BIBLIOGRAPHIE

- Boyer-Montégut (R. de)*. — L'immigration italienne dans le sud-ouest de la France. Dossiers de l'Action populaire, n° 20, éditions Spes, 1926.
- Brunhes et Deffontaines (P.)*. — Histoire de la Nation française, t. II, Géographie humaine.
- Catalogne*. — La politique de l'immigration depuis 1914. Thèse.
- Comité régional d'action économique de Toulouse*. — Le Lot-et-Garonne économique, 1919.
- Commissariat général de l'émigration*. — L'émigrazione agricola italiana in Francia. Rome, 1925.
- Caziot (P.)*. — La valeur de la terre en France. Paris, 1914.
— La valeur d'après-guerre de la terre. Paris, 1920.
- Cravino*. — Nel Sud-Ouest della Francia. Rome, 1925.
- Duthoit (E.)*. — Comment se pose en France le problème agraire ? (Semaine sociale de Rennes, édité à Lyon, 16, rue du Plat).
- Duval-Arnould*. — Le problème de l'immigration étrangère en France (Semaine sociale du Havre, 1926, édité à Lyon, 16, rue du Plat).
- Héron (G.)*. — Monographie du département de la Haute-Garonne. Toulouse, 1919.
- L'Italie fasciste*. — Rome. Stab. Poligrafico editoriale romano, 1926.
- Labat (Dr.)*. — L'âme paysanne.
- Lambert (Ch.)*. — La France et les étrangers. Delagrave, 1927.
- Lefas et Olchanski*. — Le repeuplement de la France et la question des étrangers installés en France (Comité

National d'études sociales et politiques, fasc. 293, 1925).

Hugand. — L'immigration. Thèse, 1919.

Mahoux. — L'Agriculture en Lot-et-Garonne. Bordeaux, 1926.

Roberto Michels. — Les causes et les effets de l'émigration italienne (Société d'Économie politique, séance du 5 octobre 1925).

Oualid (W.). — L'immigration ouvrière en France (Éditions de la S. A. P. E., 11 bis, rue Keppler, Paris.

Pairault (A.). — L'immigration organisée, 1926.

Paon (M.). — L'immigration en France. Payot, 1926.

Picot (Emile). — Les Italiens en France au xvi^e siècle.

Piganiol. — Le Traité de travail franco-italien. Thèse Toulouse, 1922.

Ricard (M.). — La propagande communiste dans les milieux ruraux. Comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, 1, place de Valo, Paris.

Rodet (Yves). — L'immigration des travailleurs étrangers. Paris, 1924.

Souchon (A.). — La crise de la main-d'œuvre agricole en France. Paris, 1914.

Waltz. — Le problème de la population française, 1924.

Statistiques agricoles du ministère de l'Agriculture.

Statistiques du ministère du Travail.

REVUES, JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- L' Agriculteur du Gers*, Auch, 15 mai 1926-15 juillet 1927.
- Annales de Géographie*, Mauco. Les étrangers dans les campagnes françaises, 15 mars 1926.
- L'Attesa*, journal hebdomadaire. Agen, 50, rue Molinier.
- Le Blé et le Vin*, Toulouse. L'exode rural et la main-d'œuvre étrangère, 9 novembre 1924 et 29 mars 1925.
- Bulletin bi-mensuel de la Société d'Agriculture de la Haute-Garonne*, 19 avril 1921.
- Bulletin du Syndicat central des Agriculteurs du Sud-Ouest*, Toulouse, 27, place Dupuy, janvier 1927.
- Le Correspondant* « L'œuvre Bonomelli », par M. Vaussard, 25 décembre 1925.
- Il Corriere*, journal hebdomadaire, 57, rue Grosse-Horloge, Agen.
- L'Echo de Paris*, Lucien Dampniat, 18 avril 1927.
- L'Ecole et la Vie*, Librairie Colin, 22 mai 1926.
- L'Economiste français*, 16 août 1924, 22 novembre 1924, 21 mars et 28 mars 1925, 17 octobre 1925.
- L'Etranger catholique*, bulletin paraissant tous les deux mois sous la direction de Mgr Chaptal, Editions Spes.
- L'Express du Midi*, 27 avril 1923, 2 mai 1923, 18 octobre 1925, 15 avril et 8 mai 1926.

- Giornale di Agricoltura della domenica*, publié par la
« Federazione italiana dei consorzi agrari de Plai-
sance, 11 janvier, 22 février, 1^{er} mars, 8 mars 1925
(Ambrosini et Luzzatti).
- Le Journal*, Edouard Helsey. La terre aux mains des étran-
gers, 4-5-7-9-17-21 juin 1926.
- Journal des Instituteurs*, 7 novembre 1925, 16, rue des Fossés
Saint-Jacques.
- La Main-d'œuvre agricole*. Toute la collection (surtout 1925),
5, avenue de l'Opéra.
- La Patria*, organe de l'Opéra Bonomelli, Milan.
- Le Quotidien*, articles de M. Roubaud, 14-16-18-20-22-24 sep-
tembre 1926.
- Le Redressement français*, 1^{er} juillet 1927, 1^{er} novembre 1926
1^{er} septembre 1927.
- La Réforme sociale*, mai et juin 1925.
- Il Regno*. — Pedrazzi : L'émigration italienne en France.
- Revue de Gascogne*, 1914, p. 199.
- Revue de l'Opéra Bonomelli*. L'émigration italienne en France
et ses problèmes, août-septembre 1925.
- Revue d'Economie politique*, mars-avril 1925.
- Revue Politique et Parlementaire*, J. Bourdon, 1925, t. 124,
p. 415 ; P. Descombes, 1916, t. 88, p. 367 ; D^r P. Gue-
riot, 1924, t. 119.
- La Semaine religieuse d'Auch*, 5 décembre 1925. Lettre pas-
torale de Mgr Ricard.
- La Voce dei Campi*, Montauban.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	
Sur les routes de Gascogne.	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Une terre qui mourait.....</i>	1
Une prédiction de Clémenceau. La crise de la natalité et l'avenir de la France. La France, second pays d'immigration.	
La Gascogne se dépeuple depuis 1846. D'où vient le mal ?... La situation en 1921 : les terres abandonnées ou négligées, les domaines à vendre.	
Un tel abandon était un contre-sens démographique.	
CHAPITRE II. — <i>Le « rush » italien vers les départements du Sud-Ouest : les personnes.....</i>	19
Immigration spontanée en 1922. De petites causes ont souvent de grands effets. La région « envahie ». Le nombre des colons. Caractères particuliers de l'immigration. Ses causes.	
Comment les Italiens sont entrés en France : immigration organisée. Les « actes d'appel » et les contrats de travail.	
Les exigences du Commissariat Royal de l'Emigration.	
CHAPITRE III. — <i>Les Italiens dans le Sud-Ouest au XV^e et au XVI^e siècles :.....</i>	45

Ce qu'on apprend sur une borne kilométrique.

Evêques, écrivains, artistes, marchands italiens.

CHAPITRE IV. — *Comment les Italiens se sont installés.*

1^o *Les « maîtres-valets »* 50

2^o *Les métayers* 51

Les Italiens déjouent les projets révolutionnaires du député Renaud Jean. Un bail à colonage partiaire.

Opinion sur le métayage.

3^o *Les fermiers* 61

Vue d'ensemble. Deux curieux exemples de culture en commun : « la colonie bergamesque » du Brucka et celle de la Testère.

4^o *Les propriétaires* 66

La terre de France peut passer entre des mains étrangères sans qu'on s'en aperçoive. Le nombre d'hectares achetés par les Italiens : propriétaires exploitants, capitalistes, sociétés foncières.

Les Italiens et les marchands de biens.

CHAPITRE V. — *Les résultats économiques de l'immigration* 74

Les erreurs du début. La mise en valeur du sol. Céréales et bétail. Du riz en Gascogne. Les mûriers et l'élevage des vers à soie.

La renaissance agricole de la Gascogne : quelques exemples et quelques chiffres.

CHAPITRE VI. — *La politique de l'Italie à l'égard de ses émigrants* 89

L'Italie et le problème de l'émigration. Le Commissariat Royal de l'émigration. Les « organismes nécessaires » aux émigrants :

1^o *Patronage financier et technique* : Banques, Consorzi, syndicats. 99

2° *Patronage religieux* : Missionnaires et œuvres d'assistance..... 109

3° *Patronage politique* : Consul, agents consulaires et « Patronato émigranti italiani »..... 117

Un état peut-il prêter ses nationaux, à plus ou moins long terme, à un autre Etat, sans risquer de les perdre définitivement ?

Revirement de la politique italienne.

CHAPITRE VII. — *La politique française d'immigration.* 124

Nécessité d'une politique d'ensemble. Pourquoi un Office national de l'Immigration doit-il être créé ?

Les quatre étapes d'une bonne politique d'immigration :

1° *Sélectionner* : Au point de vue sanitaire, moral, professionnel et ethnique.

2° *Accoutumer* : Donner aux immigrants le bien-être matériel et moral. Deux fautes à ne pas renouveler. Faut-il interdire aux étrangers d'acheter des immeubles en France ? Le prix de la carte d'identité.

3° *Assimiler* : Ce qu'en pensent les Italiens. L'exemple des Etats-Unis.

a) Le rôle de l'école ; les enfants italiens dans nos écoles. Les Italiens peuvent-ils ouvrir des écoles privées ? De l'obligation scolaire.

b) L'aide financière : le rôle des caisses de Crédit Agricole.

c) L'organisation professionnelle : les agriculteurs italiens dans nos syndicats et nos coopératives. La Ruche Agricole de Toulouse.

d) Secours religieux et moraux. Le rôle du clergé : l'exemple du curé de Blanquefort.

Les cours du soir. Les chroniques italiennes dans les journaux locaux.

4° *Naturaliser* : La meilleure assimilation se fait par le cœur.

Pourquoi les demandes de naturalisations ne sont-elles pas plus nombreuses ? Le service des naturalisations au Ministère de la Justice. Les heureuses réformes de la loi du 10 août 1927. Ce qui reste à faire.

CONCLUSION.....	182
-----------------	-----

Les Italiens ont-ils dépossédé les anciens combattants ? Resteront-ils Italiens ? Deviendront-ils Français ? Faut-il favoriser l'immigration ? Ce que serait la Gascogne sans les Italiens ? Leur assimilation est une question de temps et de politique appropriée.

Le rapprochement de la France et de l'Italie ferait le bonheur des deux peuples.

ANNEXE.....	191
BIBLIOGRAPHIE	206

7946. — Imprimerie Jouve et Cie, 13, rue Racine, Paris. — 4-1923.
